

Louis GILL
Économiste, retraité de l'UQÀM

(2005)

GEORGE ORWELL,
DE LA GUERRE CIVILE ESPAGNOLE
À 1984

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf., .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.

DU MÊME AUTEUR

L'économie capitaliste : une analyse marxiste, Presses socialistes internationales, 1re partie, 1976 ; 2e partie, 1979.

Économie mondiale et impérialisme, Boréal, 1983.

Les limites du partenariat. Les expériences social-démocrates de gestion économique en Suède, en Allemagne, en Autriche et en Norvège, Boréal, 1989.

Fondements et limites du capitalisme, Boréal, 1996. Traduit en espagnol sous le titre *Fundamentos y límites del capitalismo*, Trotta, 2002.

Trente ans d'écrits syndicaux : contributions à l'histoire du SPUQ, publié par le Syndicat des professeurs et professeures de l'UQAM, 2002.

Le néolibéralisme, deuxième édition, Chaire d'études socioéconomiques de l'UQAM, 2002.

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Louis Gill, économiste, professeur retraité de l'UQAM

GEORGE ORWELL, DE LA GUERRE CIVILE ESPA-GNOLE À 1984.

Montréal : Lux Éditeur, 2005, 180 pp. Collection : Histoire politique.

Louis GILL est économiste et professeur retraité du département de sciences économiques de l'UQAM où il a œuvré de 1970 à 2001. Tout au cours de cette carrière, il a eu une activité syndicale active. Il a publié plusieurs ouvrages, sur la théorie économique marxiste, l'économie internationale, l'économie du socialisme, le partenariat social et le néolibéralisme, ainsi que de nombreux essais et articles de revues et de journaux sur des questions économiques, politiques, sociales et syndicales.

[Autorisation formelle accordée conjointement par l'auteur et l'éditeur, Lux Éditeur, Claude Rioux, le 18 juin 2009 de diffuser ce livre dans Les Classiques des sciences sociales.]



Courriels : gill.louis@uqam.ca et crioux@luxediteur.com

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 12 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

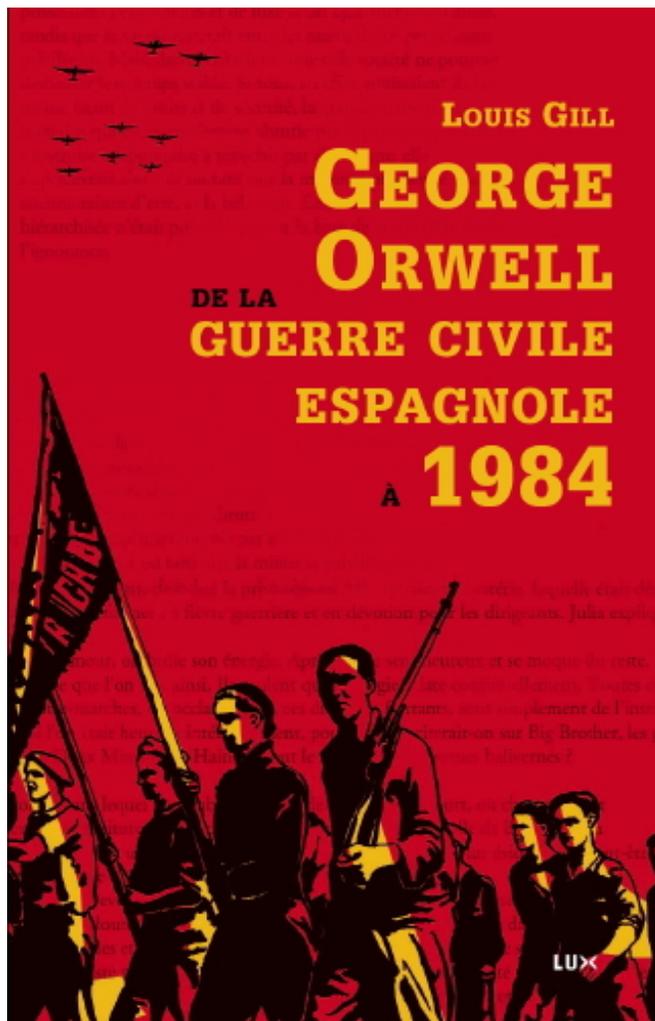
Édition numérique réalisée le 27 juin 2009 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.



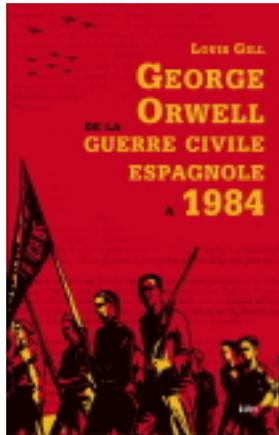
Louis Gill

[économiste, retraité de l'UQÀM.]

GEORGE ORWELL
DE LA GUERRE CIVILE ESPAGNOLE
À 1984.



Montréal : Lux Éditeur, 2005, 180 pp. Collection : Histoire politique.



Livre diffusé dans Les Classiques des sciences sociales
avec la gracieuse autorisation
de l'éditeur



- Lux Éditeur -
(514) 521 5499
Montréal, Québec.
<http://luxediteur.com>

Autorisation de l'éditeur accordée le 18 juin 2009
Par Monsieur Claude Rioux



Courriel : Claude Rioux, crioux@luxediteur.com

CE LIVRE EST TOUJOURS DISPONIBLE,
EN ÉDITION PAPIER, AUPRÈS DE L'ÉDITEUR.

*La collection « Histoire politique » est dirigée par Robert Co-
meau.*

Dans la même collection :

Michel Lévesque, *De la démocratie au Québec*

© Lux Éditeur, 2005

www.luxediteur.com

Dépôt légal : 3e trimestre 2005

Bibliothèque nationale du Canada

Bibliothèque nationale du Québec

ISBN 2-89596-022-4

Ouvrage publié avec le concours du Conseil des arts du Canada,
du programme de crédit d'impôts du gouvernement du Québec et de
la SODEC.

Table des matières

[Quatrième de couverture](#)
[Note de l'éditeur](#)
[Index des noms et sigles d'organisations](#)
[Index onomastique](#)
[Index thématique](#)

[Introduction](#)

[Chapitre 1.](#) – Quelques éléments d'histoire

- [L'Espagne du début du 20e siècle](#)
- [1931-1936](#) : de la proclamation de la République à la victoire du Front populaire
- [L'insurrection militaire, soutenue par Hitler, Mussolini et le capital international](#)
- [L'aide soviétique aux forces républicaines et ses visées politiques](#)

[Chapitre 2.](#) – Orwell, combattant et témoin de la guerre civile espagnole

- [La révolution sociale au cœur de la guerre civile](#)
- [Le diktat soviétique](#) : « Empêchez la révolution ou vous n'aurez pas d'armes » !
- [Le soulèvement de mai 1937 à Barcelone...](#)
- [... la thèse stalinienne d'un complot fasciste](#)

[Chapitre 3.](#) – L'Espagne de la guerre civile : théâtre de la terreur stalinienne

- [Suppression du POUM, de ses dirigeants, militants et sympathisants](#)
- [Le bras du NKVD en Espagne](#) : un tout-puissant appareil d'extermination
- [L'Espagne sacrifiée pour sauver l'URSS, « pays du socialisme »](#)
- [Ériger le mensonge en vérité](#). Du passé effacer les traces
- [Le « jardin d'enfants » espagnol des « missions spéciales » soviétiques](#)

Chapitre 4. - **Contre le totalitarisme, pour le socialisme démocratique**

- [Le contenu réel de l'« antifascisme »](#)
- [Gide et Malraux...](#) : « compagnons de route » et frères ennemis
- [Le socialisme démocratique](#) : seul rempart à l'étouffement de la liberté de pensée
- [Dans les démocraties](#) : alerte à l'inquiétante assimilation de la mentalité totalitaire
- [Avec Voltaire et Luxemburg, défendre Pound, Miller et Dali](#)

Chapitre 5. – **Vers La ferme des animaux et 1984**

- [Les fictions anticipatrices de London, Wells, Huxley et Zamiatine](#)
- [Les écrits de Koestler et de Souvarine](#)
- [Le totalitarisme inéluctable de Burnham et Rizzi](#)
- [La ferme des animaux et 1984](#)
- [La spécificité du totalitarisme : l'apport de Hannah Arendt](#)
- [La conclusion d'Orwell](#)

Bibliographie

GEORGE ORWELL,
DE LA GUERRE CIVILE ESPAGNOLE À 1984

QUATRIÈME DE COUVERTURE

[Retour à la table des matières](#)

George Orwell, qui a participé à la guerre civile espagnole en tant que combattant a écrit en 1942 ces quelques phrases qui annoncent presque mot pour mot le monde fictif de son célèbre roman, 1984, publié en 1949 :



« Je me rappelle avoir dit un jour à Arthur Koestler : "L'histoire s'est arrêtée en 1936", ce à quoi il a immédiatement acquiescé d'un hochement de tête. Nous pensions tous les deux au totalitarisme en général, mais plus particulièrement à la guerre civile espagnole. En Espagne, pour la première fois, j'ai vu des articles de journaux qui n'avaient aucun rapport avec les faits, ni même l'allure d'un mensonge ordinaire. J'ai lu des articles faisant état de grandes batailles alors qu'il n'y avait eu aucun combat et des silences complets lorsque des centaines d'hommes avaient été tués. J'ai vu des soldats qui avaient bravement combattu être dénoncés comme des lâches et des traîtres, et d'autres, qui n'avaient jamais tiré un coup de fusil, proclamés comme les héros de victoires imaginaires. Ce genre de choses me terrifie, parce qu'il me donne l'impression que la notion même de vérité objective est en train de disparaître de ce monde. À toutes fins utiles, le mensonge sera devenu vérité. L'aboutissement implicite de ce mode de pensée est un monde cauchemardesque dans lequel le Chef, ou quelque clique dirigeante, contrôle non seulement l'avenir, mais le passé. Si le Chef dit de tel événement qu'il ne s'est jamais produit,

alors il ne s'est jamais produit. S'il dit que deux et deux font cinq alors deux et deux font cinq. Cette perspective m'effraie beaucoup plus que les bombes. »

Peu de gens savent que l'inspiration première de 1984 est la participation d'Orwell à la guerre civile espagnole et la terreur stalinienne qu'il y a découverte. La mise en évidence de ce lien constitue la trame de ce livre.

Louis Gill a été professeur à l'Université du Québec à Montréal (UQAM) de 1970 à 2001. Il a publié de nombreux écrits sur des questions économiques, politiques et sociales, dont *Économie mondiale et impérialisme* (1983), *Les limites du partenariat* (1989), *Fondements et limites du capitalisme* (1996), *Trente ans d'écrits syndicaux* (2002) et *Le néolibéralisme* (2002).

GEORGE ORWELL,
DE LA GUERRE CIVILE ESPAGNOLE À 1984

NOTE DE L'ÉDITEUR

[Retour à la table des matières](#)

Les références aux ouvrages répertoriés dans la bibliographie sont identifiées par le nom de l'auteur, la date de parution et la page où se trouve la référence ou la citation, par exemple [Alba, 1975, 125]. Lorsque la référence renvoie à une réédition ou à une traduction d'une oeuvre publiée dans une autre langue, la date de la première parution est indiquée entre parenthèses et est suivie de la date de parution de la réédition ou de la traduction. Par exemple, [Orwell (1945) 2003, 42] renvoie à la page 42 de la traduction française, publiée en 2003, de l'ouvrage d'Orwell publié en anglais en 1945. Les références aux écrits fréquemment cités d'Orwell que sont *Hommage à la Catalogne* et *Essais, Articles, Lettres* sont indiquées respectivement par [HC] suivi du numéro de la page, et par [EAL] suivi du numéro du volume (I, II, III ou IV) et du numéro de la page. Ainsi [HC, 150] renvoie à la page 150 d'*Hommage à la Catalogne*, et [EAL, III, 275] renvoie à la page 275 du volume III d'*Essais, Articles, Lettres*.

GEORGE ORWELL,
DE LA GUERRE CIVILE ESPAGNOLE À 1984

Index des noms et sigles d'organisation

[Retour à la table des matières](#)

Alliance ouvrière	Parti communiste espagnol (PCE)
Bloc ouvrier et paysan	Parti communiste français (PCF)
Communion traditionaliste	Parti nationaliste basque
Confédération nationale du travail (CNT)	Parti national-socialiste (nazi)
Deuxième Internationale	Parti ouvrier d'unification marxiste (POUM)
Esquerra républicaine de Catalogne	Parti radical
Fédération anarchiste ibérique (FAI)	Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE)
Front populaire	Parti socialiste ouvrier et paysan (PSOP)
Gauche républicaine	Parti socialiste unifié de Catalogne (PSUC)
Généralité de Catalogne	Parti syndicaliste
Gestapo	Phalange
GPU	Première Internationale
Independent Labour Party (ILP)	Quatrième Internationale
Internationale communiste	Rénovation espagnole
Internationale socialiste	Sainte-Alliance
Internationale syndicale rouge	Troisième Internationale
Juntas d'offensive nationale syndica- listes (JONS)	Union générale des travailleurs (UGT)
KGB	Union militaire espagnole
Komintern	Union républicaine
Lliga	
NKVD	
Opposition de gauche	

GEORGE ORWELL,
DE LA GUERRE CIVILE ESPAGNOLE À 1984

INDEX ONOMASTIQUE

[Retour à la table des matières](#)

Adroher Enrique	Breton André	Ehrenbourg Ilya
Alba Victor	Britten Benjamin	Einstein Albert
Alcola Zamora Niceto	Bronstein Lev	Eitingon Leonid
Alfaro Siqueiros David	Burnham James	Eliot Thomas Stearns
Alphonse XIII	Bush George	Engels Friedrich
Andrade Juán	Carrillo Santiago	Etchebéhère Hipólito
Antonov-Ovseenko Vladimir	Castro Delgado Enrique	Etchebéhère Mika
Aragon Louis	Castro Fidel	Farré Joan
Arendt Hannah	Céline Louis-Ferdinand	Faure Élie
Arquer Jordi	Challaye Félicien	Fermi Enrico
Auden Wystan Hugh	Churchill Winston	Ferri Libert
Azaña Manuel	Clemenceau Georges	Franco Francisco
Bakounine Mikhaïl	Codovila Vittorio	Genovés Maria Dolors
Barbusse Henri	Companys Lluís	Gerö Ernő
Beckett Samuel	Connolly Cyril	Gide André
Berenguer Dámaso	Contreras Carlos	Gil Robles José María
Beria Lavrenti	Cunard Nancy	Giono Jean
Berle Adolf	Dabit Eugène	Goebbels Joseph
Berzine Ian	Dali Salvador	Gollancz Victor
Bethune Norman	Davet Yvonne	Goriev Vladimir
Blair Anthony	Deutscher Isaac	Gorki Maxime
Blair Eileen	Diaz José	Gorkin Julián
Blair Eric Arthur	Dimitrov Georgi	Guérin Daniel
Blum Léon	Dollfuss Engelbert	Hayek Friedrich von
Bolloten Burnett	Doran Charles	Hemingway Ernest
Bonet Pere (Pedro)	Dos Passos John	Hernández Jesús
Borkenau Franz	Dreyfus Alfred	Herrera Angel
Boukharine Nikolai	Duhamel Georges	Hitler Adolf
Brandt Willy	Durruti Buenaventura	Hobsbawm Eric
		Huxley Aldous

Ibárruri Dolorès	Montagu Ivor	Schwarz Dieter
Jacson Frank	Moore Henry	Secker & Warburg
Kamenev Lev	Mornard Jacques	Sedov Léon
Keynes John Maynard	Moulin Jean	Segura Pedro
Kléber Emilio	Mussolini Benito	Serge Victor
Koestler Arthur	Negrín Juan	Shaw Bernard
Koltsov Mikhaïl	Nelson Horatio	Sloutsky Abraham
Kopp Georges	Neruda Pablo	Smillie Bob
Kotov	Nin Andrés (Andreu)	Smirnov Ivan
Krivitsky Walter	Oppenheimer Robert	Smoutchkievitch Ja-
Krouchtchev Nikita	Orlov Alexandre	kov
Kulik Grigori	Ortega Antonio	Solano Wilebaldo
Landau Kurt	Pavlov Dmitri	Soria Georges
Lang Fritz	Paz Magdeleine	Soudoplatov Pavel
Largo Caballero Fan-	Perles Alfred	Souvarine Boris
cisco	Pivert Marceau	Spender Stephen
Laval Pierre	Plisnier Charles	Spiegelglass Sergueï
Lénine Vladimir	Popov Blagoi	(Mikhaïl)
Lerroux Alejandro	Pound Ezra	Stachevsky Arthur
Lewis Sinclair	Prieto Indalecio	Staline Joseph
London Jack	Primo de Rivera José	Steinhoff William
Luxemburg Rosa	Antonio	Stepanov Boris
Machiavel Nicolas	Primo de Rivera Mi-	Stern Grigori
Malraux André	guel	Stern Manfred
Mann Heinrich	Ptoukhine E.S.	Tanev Vassil
Mann Thomas	Radek Karl	Togliatti Palmiro
Margueritte Victor	Ratner Grigori	Törgler Ernst
Martin du Gard Roger	Read Herbert	Toukhatchevsky
Marty André	Reed John	Mikhaïl
Marx Karl	Rivera Diego	Triolet Elsa
Mauriac François	Rivet Paul	Trotsky Léon
Maurín Joaquín	Rizzi Bruno	Tzara Tristan
Maurois André	Rodríguez Salas Eu-	Van der Lubbe Mari-
Maxton James	sebio	nus
McGovern John	Rolland Romain	Veblen Thornstein
McNair John	Roosevelt Franklin	Vidali Vittorio
Means Gardiner	Rosenberg Marcel	Voltaire
Mercader Caridad	Russell Bertrand	Vorochilov Kliment
Mercader Ramón	Rykov Alexeï	Wells Herbert George
Miller Henry	Salazar Antonio de	Zamiatine Eugène
Milton John	Oliveira	Zedong Mao
Minev Stojan	Sanjurjo José	Zinoviev Grigori
Molotov Viatcheslav	Schuschnigg Kurt von	Zola Émile

GEORGE ORWELL,
DE LA GUERRE CIVILE ESPAGNOLE À 1984

INDEX THÉMATIQUE

[Retour à la table des matières](#)

- | | |
|--|--|
| aide au franquisme : | brigades internationales |
| – de l'Allemagne nazie | bureaucratie |
| – de l'Italie fasciste | – comme caste parasitaire |
| – du Portugal | – comme nouvelle classe dominante : |
| – du capital international | |
| aide militaire de l'URSS | campagne internationale de libération |
| altération de l'intelligence et des sentiments | censure |
| anarchisme | chasse à l'hérétique |
| antifascisme | chasse aux opposants |
| apologie du bourreau | « Chef » |
| aristocratie foncière espagnole | « cinquième colonne » |
| Armée espagnole | classe : |
| Armée populaire | – capitaliste ou possédante |
| Armée rouge | – ouvrière |
| armement du peuple | collectivisation |
| – symbole de démocratie | collectivisme |
| atomisation sociale | – bureaucratique |
| autocensure | – oligarchique |
| « aveux » : | – comme stade de l'évolution de l'histoire |
| – arrachés sous la torture | combattants volontaires étrangers |
| « Bienfaiteur » | comités et conseils révolutionnaires (soviets) |
| Big Brother | « complot fasciste » |
| bolchevique | conditionnement de l'esprit |
| – révolution | |
| – vieille garde | |
| bourgeoisie espagnole | |

conférence :	exécutions sommaires, de masse
– de Téhéran	expropriation
– de Yalta	fascisme
– de Potsdam	fiction anticipatrice
conquêtes révolutionnaires	Garde civile
– liquidations des conseillers et commissaires politiques et militaires	gouvernement ouvrier
construction de « preuves »	grèves
contrôle du passé et du futur	haine
contrôle ouvrier	– manifestations collectives de
corporatisme	hédonisme
Cortès	hérésie
critique :	histoire
– liberté de la	– falsification
– interdiction de la délation :	– réécriture
– système généralisé de	homo oeconomicus
délégations internationales	individualisme économique
« démocraties » parlementaires	influence stalinienne chez les intel- lectuels
despotisme	Inquisition
destruction physique et mentale :	insurrection :
Deuxième Guerre mondiale	– ouvrière
– répétition générale en vue de la dictature	– militaire
discrimination politique	internationalisme ouvrier
dissidence	jugement esthétique et jugement moral
– identifiée comme trahison	libertés fondamentales
dogme	– et socialisme démocratique
domination totale :	– menacées, supprimées
– de l'individu	– renonciation aux
– de toutes les sphères de la vie	mensonge
double pouvoir	– érigé en vérité
écrivains	milices
– « antifascistes »	missions spéciales soviétiques
– face à la guerre d'Espagne	– et la guerre civile espagnole
– « pour la défense de la culture »	mouvement ouvrier espagnol
Église catholique	nazisme (national-socialisme)
émancipation des peuples	oligarchie
émeutes de mai 1937	pacte germano-soviétique (Hitler- Staline)
emprisonnements arbitraires	pacte international de non-intervention
escadrille España	pacte Laval-Staline d'assistance mutuelle
espionnage et haute trahison	partage du monde entre grandes puissances
– fausses accusations de	
évanouissement de la pluralité	

police de la pensée
 police politique
Pravda
 Première Guerre mondiale
 prisonniers politiques
 procès de Barcelone
 procès de Leipzig
 procès de Moscou
 procès politique
 procès publics
 prolétaires
 propagande mensongère
 provocations policières et terroristes
 purges
 Reichstag (incendie du)
 réforme agraire
 répression
 république
 – bourgeoise parlementaire
 – des soviets ou conseils ou-
 vriers
 révolution :
 – démocratique
 – mondiale
 – politique
 – sociale
 – socialiste
 révolution trahie
 schizophrénie de masse
 socialisme
 – démocratique
 soulèvements
 soumission aux lois du marché
 stalinisme
 super-États
 Telefónica
 terreur
 torture
 – conventionnelle
 – irrationnelle et sadique
 – propre au totalitarisme
 totalitarisme
 traité de Munich
 trotskysme
 tyrannie
 vérité objective :
 – disparition de la
 – étrangère au totalitarisme
 victoire soviétique de Stalingrad
 zones d'influence

GEORGE ORWELL,
DE LA GUERRE CIVILE ESPAGNOLE À 1984

INTRODUCTION

[Retour à la table des matières](#)

1984 et *La Ferme des animaux* sont, il va sans dire, les écrits les plus connus de George Orwell. Beaucoup moins connu est son *Hommage à la Catalogne*, dont il a dit que c'était peut-être le meilleur livre qu'il ait écrit. *Hommage à la Catalogne* n'est pas un roman. C'est le récit de sa propre participation, en tant que combattant, à la guerre civile espagnole.

Orwell, de son vrai nom Eric Arthur Blair, s'est en effet joint en décembre 1936, à l'âge de 33 ans, aux dizaines de milliers d'hommes et de femmes venus de partout à travers le monde s'enrôler aux côtés des ouvriers et des paysans espagnols engagés dans une guerre à finir pour barrer la route au fascisme. Il s'en fallut de peu qu'il n'y laisse sa peau, une balle lui ayant traversé le cou à quelques millimètres de la carotide, le forçant à être démobilisé, six mois après son arrivée.

Venu en Espagne pour combattre le fascisme, Orwell y aura également fait la découverte, au cours de ces six mois sur le champ de bataille, d'un autre ennemi, aussi terrible que le premier, le stalinisme. Au-delà du récit des faits vécus au front dans le feu de l'action, *Hommage à la Catalogne* est aussi le témoignage de cette découverte. Fascisme et stalinisme se révèlent à lui comme les deux visages d'un même monstre, le totalitarisme, qu'il décrira de manière percutante dans *1984* et *La Ferme des animaux*. Orwell dira de sa participation à la guerre civile

espagnole qu'elle a été l'expérience la plus importante de sa vie et qu'elle en influença par la suite tout le parcours :

Chaque ligne de travail sérieux depuis lors a été écrite, directement ou indirectement, contre le totalitarisme et en faveur du socialisme démocratique [...] dont le véritable objectif est la fraternité humaine. [EAL, IV, 513 et Orwell, 1997, XVIII, 318]

C'est bien malgré lui qu'Orwell a été précipité dans une lutte politique au sein de la guerre civile. Il s'était rendu en Espagne avec rien d'autre en tête que de se battre pour une cause qui lui tenait à cœur plus que toute autre et n'avait jamais soupçonné qu'il aurait pu y avoir d'autre préoccupation que celle d'une lutte commune axée sur le seul objectif de faire échec au fascisme.

Je ne me doutais pas de la nature de cette guerre. Si vous m'aviez demandé pourquoi je m'étais engagé dans les milices, je vous aurais répondu : « Pour combattre le fascisme », et si vous m'aviez demandé pourquoi je me battais, je vous aurais répondu : « Pour maintenir le respect de l'humain, [pour participer à la] défense de la civilisation contre l'explosion de la folie furieuse d'une armée de colonels [...] à la solde d'Hitler. » [HC, 235, 236]

Mais la brutale réalité du champ de bataille et de ce qui lui apparaissait au départ comme d'incompréhensibles affrontements entre orientations politiques inconciliables dans le camp antifranquiste l'amènèrent rapidement au constat suivant :

Il serait tout à fait impossible d'écrire sur la guerre d'Espagne en s'en tenant à un point de vue exclusivement militaire. Ce fut avant tout une guerre politique. Aucun de ses épisodes [...] n'est intelligible sans quelque connaissance de la lutte intestine des partis qui se poursuivait à l'arrière du front gouvernemental. [HC, 235]

Cette « guerre politique » qui se déroulait « à l'arrière du front gouvernemental » a été le lieu d'événements qui ont, en quelque sorte, marqué Orwell au fer chaud et qui ont eu sur lui et ses écrits une influence déterminante, de sorte que sa participation à la guerre civile espagnole doit à juste titre être considérée comme la première source d'inspiration de ses principaux romans, *La Ferme des animaux* et *1984*.

Beaucoup de gens connaissent *1984* pour avoir lu le roman ou vu le film qui en a été fait. Peu savent que son inspiration première est la participation d'Orwell à la guerre civile espagnole et la terreur stalinienne qu'il y a découverte. D'innombrables écrits du type « Orwell a-t-il vu juste ? », se sont interrogés et continuent à s'interroger sur la pertinence de la construction utopique d'Orwell en tant que vision de l'avenir. Beaucoup moins nombreux sont les ouvrages qui portent sur les origines de *1984* et de *La Ferme des animaux*. Moins nombreux encore sont ceux qui accordent une quelconque importance à la participation d'Orwell à la guerre civile espagnole dans l'identification de ces origines. La mise en évidence de ce lien constitue la trame du présent essai.



Ce livre comporte cinq chapitres. Le premier présente de manière succincte la réalité économique, politique et sociale et les faits marquants de l'histoire de l'Espagne du début du XXe siècle, jusqu'aux premiers mois de la guerre civile déclenchée en juillet 1936 par le soulèvement militaire à l'assaut de la République et du gouvernement démocratiquement élu. Le deuxième donne la parole à Orwell, combattant et témoin de cette guerre, à partir du récit qu'il donne de sa participation dans son livre *Hommage à la Catalogne* et des conclusions politiques qu'il en tire. Le troisième rend compte de la terreur dont l'Espagne de la guerre civile a été le théâtre, terreur stalinienne dirigée contre la révolution sociale qui avait lieu au sein de la guerre civile, et prolongement en ce pays de celle qui se déployait alors en Union soviétique avec les procès de Moscou, les grandes purges et les chasses à l'hérétique. Cette terreur, qui a visé Orwell personnellement et qui l'a profondément marqué, sera pour lui le point de départ d'une préoccupation qui le suivra jusqu'à la fin de ses jours. Le quatrième chapitre suit à la trace l'évolution de ses activités d'écrivain et de militant au cours des douze années qui s'écoulaient de son retour d'Espagne jusqu'à sa mort prématurée à l'âge de quarante-six ans, en janvier 1950. Au centre de ces activités, l'indéfectible combat contre le totalitarisme, en défense des libertés fondamentales et en faveur du socialisme démocratique, et la rédaction de nombreux écrits où prennent forme les thèmes qui seront développés dans ses deux derniers romans. Parmi ces écrits, les critiques et recensions de livres, en particulier de fictions anticipatrices qui, sous

une forme ou sous une autre, ont exercé une influence sur lui, sont l'objet du cinquième chapitre. Ce dernier chapitre se conclut sur une volonté de clarification de la spécificité du totalitarisme et sur les perspectives qui se dégagent de la pensée d'Orwell quant à l'avenir de l'humanité.

GEORGE ORWELL,
DE LA GUERRE CIVILE ESPAGNOLE À 1984

Chapitre 1

QUELQUES ÉLÉMENTS D'HISTOIRE

L'Espagne du début du XXe siècle

[Retour à la table des matières](#)

Ayant perdu au cours du XIXe siècle les dernières positions mondiales ¹ qui lui restaient de son passé de *conquistador*, et restée à l'écart de la révolution industrielle et libérale qui a transformé la plupart des pays d'Europe, l'Espagne du début du XXe siècle est une société semi-coloniale et sous-industrialisée qui a conservé ses vieilles structures traditionnelles autoritaires et hiérarchiques héritées du féodalisme. Soixante-dix pour cent de la population active oeuvre dans un secteur agricole doté de moyens techniques rudimentaires où les rendements sont les plus faibles de l'Europe et où 30% des terres cultivables sont inutilisées. Les terres appartiennent pour l'essentiel à des grands propriétaires fonciers parasites, les *terratenientes*, qui vivent aux dépens d'une paysannerie dépossédée et réduite à une extrême misère, dont 45% est illettrée. Avec ses 11 000 domaines, l'Église catholique est un des plus importants de ces propriétaires fonciers. Également propriétaire d'immeubles, de banques, d'usines, de mines et d'intérêts dans des

¹ Ses colonies de Cuba, Porto Rico et des Philippines conquises par les États-Unis en 1898, il ne lui reste dès lors qu'une implantation au nord du Maroc.

entreprises de transport, des grands magasins, des théâtres et des cinémas, ses actifs sont estimés au tiers de la richesse nationale. De par ses intérêts économiques et par l'influence qu'elle exerce sur l'ensemble de la société, en particulier par un système d'éducation qu'elle contrôle presque totalement, avec ses 35 000 prêtres et 80 000 religieux et religieuses dans une population de 23 millions d'habitants en 1931, soit un prêtre pour 650 personnes ou un religieux pour 200 habitants, elle constitue l'un des principaux piliers de l'oligarchie réactionnaire détestée. Son chef, le cardinal Pedro Segura, archevêque de Tolède, dispose d'un revenu annuel de près de 4 000 fois celui d'un petit propriétaire terrien [Broué et Témime, 1961, 25-27 ; London, 1966, 84 ; Thomas, 1985, 40].

L'autre corps parasite de cette société caractérisée par « l'alliance de la croix et du fusil » est l'Armée. Nostalgique de la « Grande Espagne » et inconditionnellement attachée au Roi et à Dieu, elle est prête à se lever à tout instant pour briser par la force toute velléité de changement social. Véritable caste d'officiers, elle en compte, en 1931, 17 000, dont 195 généraux, pour 150 000 soldats, soit un officier pour 9 hommes, et absorbe 30% du budget de l'État. L'appareil répressif compte également un corps de gendarmerie, la Garde civile, dont la brutalité est proverbiale et dont les effectifs atteignent à la même date 40 000 hommes.

Tout aussi marqué en ce début de XXe siècle est le retard de l'Espagne en matière d'industrialisation, dont les principaux développements demeurent limités à deux régions, le Pays basque où s'est implantée une industrie métallurgique moderne et la Catalogne ² qui possède une importante industrie textile reposant sur

² Le Pays basque et la Catalogne sont deux des dix-sept régions qui composent l'Espagne et qui sont maintenant désignées « communautés autonomes » en vertu de la Constitution adoptée en 1978. Au nord, d'ouest en est, se trouvent la Galice, les Asturies, la Cantabrie ou région de Santander, le Pays basque, la Navarre, la Castille-León, la Rioja, l'Aragon et la Catalogne ; au centre, d'ouest en est, l'Estrémadure, la Communauté de Madrid, la Castille-La Manche et la Communauté de Valence ; au sud, l'Andalousie et la région de Murcie ; en Méditerranée, les Iles Baléares, et, au sud-ouest du Maroc, les Iles Canaries. S'ajoutent les deux villes autonomes de Ceuta et Melilla, enclaves du territoire marocain. Le regroupement actuel des cinquante provinces que compte l'Espagne au sein de ces dix-sept régions ou communautés autonomes, ainsi que la dénomination de certaines régions ou provinces comportent certaines modifications par rapport à la configuration en vigueur au moment de la guerre civile. Ainsi, par exemple, la Castille-León est la fusion des régions de León et de l'Ancienne Castille, dont sont soustraites les provinces de

la petite et la moyenne entreprise, deux régions où se manifestent par ailleurs de fortes tendances autonomistes qui viennent amplifier la crise générale de la société espagnole. Importatrice de produits industriels et exportatrice de produits miniers et agricoles sur un marché mondial où elle affronte difficilement la concurrence en raison de sa faible productivité, entièrement dominée par les capitaux étrangers qui ont investi l'industrie, les mines, l'énergie hydroélectrique, les transports et les télécommunications, l'Espagne fait figure de semi-colonie. Après une relative prospérité lui venant des débouchés offerts par la Première Guerre mondiale (1914-1918) au cours de laquelle elle est demeurée neutre, elle est durement atteinte par la crise de 1929 et la longue dépression qui la suit. Son développement autonome dans le cadre du capitalisme mondial est bloqué par la concurrence des grandes puissances qui lui ferment le marché extérieur, alors que l'expansion de son marché intérieur exigerait l'élimination de la pauvreté qui touche l'écrasante majorité de la population travailleuse des villes et des campagnes, par l'amélioration des conditions salariales des ouvriers et par le règlement de la question de la propriété de la terre pour les paysans.

Inutile de dire que la bourgeoisie espagnole, étroitement liée à l'aristocratie foncière et au capital international dont elle est le relais local, ne constitue pas la force sociale sur laquelle peuvent reposer de tels changements qui saperaient par ailleurs ses propres fondements. C'est à une autre force sociale, la seule qui ait intérêt à ces changements, c'est-à-dire la population travailleuse, que revient cette tâche de réaliser la révolution démocratique, c'est-à-dire de débarrasser le pays des structures et institutions médiévales, de donner la terre aux paysans, d'abolir les pouvoirs et privilèges de l'aristocratie, de l'Église et de l'Armée. Cette force sociale s'est d'ores et déjà fermement manifestée par des soulèvements et des grèves, souvent durement réprimés, ainsi que par de puissants mouvements d'émancipation nationale. Elle s'appuie sur un ensemble d'organisations qui seront appelées à jouer un rôle de premier plan dans le mouvement révolutionnaire qui atteint son sommet au cours de l'année 1936.

Santander, devenue la communauté autonome de Cantabrie, et de Logroño, devenue la communauté autonome de La Rioja. De même, la Castille-La Manche est l'ancienne région de la Nouvelle Castille, dont est soustraite la province de Madrid, devenue communauté autonome.



Le mouvement ouvrier espagnol du début du XXe siècle se distingue du mouvement ouvrier des autres pays d'Europe par l'importance de son mouvement anarchiste, ennemi de toute forme d'État et opposé, en principe, à toute participation gouvernementale. À partir du noyau catalan, ses militants fondent à Barcelone en 1911 la Confédération nationale du travail (CNT), organisation anarcho-syndicaliste qui, en raison de ses rapides progrès et de son engagement résolu dans les luttes sociales, a été l'objet d'une sévère répression et s'est gagné un grand prestige auprès des masses ouvrières et paysannes. Elle joue un rôle de premier plan dans la direction de la grève générale insurrectionnelle de 1917 déclenchée dans tout le pays par l'impact de la révolution russe, ainsi que d'une multitude de grèves en Andalousie et en Catalogne de 1918 à 1921. En 1927, se constitue en son sein une organisation anarchiste radicale, la Fédération anarchiste ibérique (FAI), partisane de l'action directe et de la grève insurrectionnelle, qui y devient majoritaire au début des années 1930. C'est sous son influence que la CNT restera à l'écart d'ententes avec les partis politiques au nom d'une opposition de principe aux « duperies » électorales et parlementaires. Ce qui ne l'empêchera pas de tourner le dos à ce principe et d'appeler ses adhérents à voter pour les candidats favorables à la République lors des élections de 1931, ou même de participer directement à des gouvernements de coalition, de novembre 1936 à mai 1937 et d'avril 1938 jusqu'à la fin de la guerre civile en mars 1939, dans le dernier cas au sein de gouvernements contre-révolutionnaires et répressifs dont elle sera elle-même la victime. En fait, la CNTFAI sera en proie aux affrontements d'influences les plus diverses, du réformisme au putschisme et au terrorisme, en passant par le syndicalisme révolutionnaire et le collaborationisme parlementaire. D'une scission dans ses rangs naît en 1933 le Parti syndicaliste, électoraliste, qui vise à réaliser par la voie pacifique un socialisme autogestionnaire.

Face au courant anarchiste et en opposition à lui, avaient été fondés le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) en 1879 et l'Union générale des travailleurs (UGT), organisation syndicale réformiste, en 1888. De petites organisations qu'elles étaient à l'origine, le PSOE et l'UGT deviennent, au début du XXe siècle,

de grandes organisations de masses. Comme la CNT, l'UGT³ joue un rôle important dans la direction du mouvement gréviste de 1917. Au lendemain de la révolution russe, au début des années 1920, survient au sein du PSOE comme au sein des autres partis affiliés à l'Internationale socialiste (la Deuxième Internationale)⁴, une scission qui donne lieu à la création du Parti communiste espagnol (PCE). Ce parti est affilié à la nouvelle Internationale créée en 1919, la Troisième Internationale ou Internationale communiste, également désignée sous son nom russe de Komintern, dont le programme est, à l'origine, celui de la révolution mondiale, mais dont la tragique évolution sous le commandement de Staline aura, en particulier, une incidence déterminante sur la révolution espagnole et sur la guerre civile de 1936-1939. Ne comptant que 800 militants en 1930, le PCE verra ses effectifs augmenter considérablement au cours de la guerre civile, atteignant les 400 000 membres en juin 1937, comparativement à 160 000 pour le PSOE au même moment [Thomas, 1985, 402]. Il fonde, en 1931, une centrale syndicale indépendante, la Confédération générale du travail unitaire (CGTU), qui se joint en 1935 à l'UGT. En Catalogne, le Parti socialiste et le Parti communiste fusionnent en 1936 pour former le Parti socialiste unifié de Catalogne (PSUC) affilié à la IIIe Internationale.

Le Parti ouvrier d'unification marxiste (POUM) complète l'éventail des principales organisations du mouvement ouvrier espagnol en présence à la veille de 1936. Ce parti, composé de militants qui peuvent être désignés comme des com-

³ À la veille de la guerre civile, en 1936, la CNT et l'UGT comptent chacune environ deux millions de membres.

⁴ La Première Internationale ou Association Internationale des travailleurs, dont Karl Marx et Friedrich Engels ont été les principaux dirigeants, a été fondée en 1864 et dissoute en 1873 à la suite d'insurmontables affrontements entre les marxistes et les anarchistes dirigés par Mikhaïl Bakounine. La Deuxième Internationale ou Internationale socialiste a été fondée en 1889. À la veille de la Première guerre mondiale en 1914, la plupart de ses partis affiliés se sont engagés, aux côtés des partis bourgeois de leurs pays respectifs, dans le soutien de l'effort de guerre. En réaction à ce qui était un acte de renonciation à l'internationalisme ouvrier, a été fondée en 1919 une Troisième Internationale, l'Internationale communiste, dont les principaux dirigeants pendant ses premières années d'existence furent Vladimir Lénine et Léon Trotsky. La stalinisation de la Troisième Internationale a amené un mouvement d'opposition dirigé par Léon Trotsky à fonder une nouvelle Internationale, la Quatrième, en 1938.

munistes combattant le stalinisme et dont le bastion principal se trouve en Catalogne, compte 45 000 membres en décembre 1936. Il a été créé en 1935 par la fusion de deux organisations, le Bloc ouvrier et paysan – lui-même issu du Parti communiste catalan et de la Fédération de la Catalogne et des Baléares du PCE – et la Gauche communiste, un petit groupe qui s’était constitué sur le programme de l’« Opposition de gauche » internationale dirigée par Léon Trotsky, mais qui a rompu avec ce dernier sur la base d’un désaccord politique : Trotsky souhaitait en effet que les militants de la Gauche communiste entrent au Parti socialiste pour y constituer une aile révolutionnaire et s’opposait à la formation d’un POUM indépendant. Le trotskisme s’est dès lors trouvé dépourvu de toute influence réelle sur le cours de la révolution espagnole, ne disposant que d’une minuscule organisation. Il est important de mentionner ces faits comme nous le verrons plus loin. Le POUM a en effet été désigné comme « trotskyste » par ses adversaires et, pour cette raison, ses membres et sympathisants ont été accusés, condamnés à des peines de prison, plusieurs d’entre eux ont été exécutés, alors que l’initiative de la création du POUM a été désavouée et vivement critiquée par Trotsky. Il nous faudra y revenir. Il suffit pour l’instant de mentionner que c’est dans les milices du POUM que George Orwell a combattu en Espagne.

La structuration politique du mouvement ouvrier espagnol du début du XXe siècle s’ordonne donc autour de quatre orientations représentées par : 1) la Confédération nationale du travail (CNT) anarchiste avec sa fraction dirigeante, la Fédération anarchiste ibérique (FAI) ; 2) le Parti socialiste (PSOE) et l’Union générale des travailleurs (UGT) ; 3) le Parti communiste (PCE) ; 4) le Parti ouvrier d’unification marxiste (POUM). En Catalogne, elle se réduit à trois orientations, les partis socialiste et communiste ayant fusionné pour constituer le Parti socialiste unifié de Catalogne (PSUC). À ces grandes orientations se rattachent des associations de jeunesse ainsi que des tendances dissidentes dont il serait superflu de rendre compte ici.



Les principales organisations politiques représentant les autres classes sociales regroupent les partis républicains, les partis monarchistes et une organisation fasciste. Les partis républicains, dont les programmes visent l’abolition de la monar-

chie et l'instauration d'une république, sont l'Union républicaine, parti de la bourgeoisie « progressiste », le Parti radical et la Gauche républicaine, partis de la petite bourgeoisie anticléricale, hostile à l'Armée et à l'Église. Face à l'agitation ouvrière et paysanne qu'il redoute, le Parti radical s'alliera à la droite conservatrice, alors que la Gauche républicaine y verra plutôt la confirmation de la nécessité de mettre de l'avant un programme de réformes susceptible de se rallier ouvriers et paysans et d'enrayer ainsi le mouvement révolutionnaire. L'Union républicaine et la Gauche républicaine feront partie du gouvernement de Front populaire porté au pouvoir en 1936, ainsi que le parti de la petite bourgeoisie catalane républicaine autonomiste, l'Esquerra républicaine de Catalogne (le mot *Esquerra* signifie gauche en catalan) ; le parti de la bourgeoisie catalane est la Lliga. Au Pays basque, le Parti nationaliste d'Euskadi, profondément conservateur et religieux, anti-socialiste et organisateur de syndicats catholiques contre l'UGT, se range en 1933 du côté des socialistes et des républicains après une infructueuse alliance avec la droite et les partis conservateurs qui se sont prononcés contre l'autonomie du Pays basque.

Les partis monarchistes sont les partis de l'oligarchie foncière, financière et industrielle, de l'Église et de l'Armée, au sommet de laquelle trône la monarchie. Ils puisent leur pouvoir et leurs privilèges des structures archaïques féodales de la société espagnole qu'ils sont déterminés à préserver par tous les moyens. Ce sont d'abord la Communion traditionaliste, mouvement « carliste », farouchement monarchiste surtout implanté en Navarre, né au début du XIXe siècle en soutien à l'aspirant au trône Don Carlos, dont la devise est « Dieu, la Patrie, le Roi », et le parti de la Rénovation espagnole, plus corporatiste et autoritaire que proprement monarchiste. Ils rassemblent les conservateurs catholiques les plus fanatiques, admirateurs du national-socialisme allemand et du fascisme italien. Se considérant investis de la mission providentielle de défendre la royauté et la chrétienté tant contre les révolutionnaires que contre les libéraux, ils refusent les résultats d'un suffrage universel et sont prêts au soulèvement armé pour le renversement de la République. À cette fin, des représentants de la Communion traditionaliste et de la Rénovation espagnole et un général de l'Armée espagnole signent à Rome en 1934 avec le dictateur fasciste italien Benito Mussolini un accord par lequel ce dernier s'engage à soutenir un tel mouvement s'il devait être déclenché, en lui fournissant armes et argent. Une troisième organisation, l'Action catholique, gui-

dée par l'autorité morale des Jésuites et acceptant de jouer le jeu parlementaire, prend ses distances d'avec la monarchie et se donne pour objectif de construire un grand parti catholique de masse, le parti de l'Église et des propriétaires. Elle est à l'origine d'une coalition de groupements de droite, la Confédération espagnole des droites autonomes (CEDA), créée en 1933. Ayant le courage de ses idées, son chef, José María Gil Robles, déclare en 1933 :

Nous devons aller vers un État nouveau. Même si du sang doit être versé !
Quant le moment sera venu, si le Parlement refuse de s'incliner, nous lui réglerons son affaire ⁵ !

Minoritaire au sein de l'extrême droite espagnole, l'organisation fasciste, née en 1931 avec la création des Juntas d'offensive nationale syndicalistes (JONS) ⁶, se regroupe en 1934 dans la Phalange, créée en 1932 par José Antonio Primo de Rivera. Alors que le programme traditionaliste de la réaction monarchiste s'appuyant sur l'Église et l'Armée est la préservation des institutions de type féodal et des privilèges de l'oligarchie, celui de la Phalange prévoit des mesures qui s'attaquent à l'oligarchie et s'apparentent à celles du socialisme, comme la nationalisation des banques et des chemins de fer et une réforme agraire radicale, mais dénonce la doctrine marxiste de la lutte des classes et de l'expropriation du capital pour lui opposer celle de l'« harmonie entre les classes » dans une société corporatiste autoritaire et centralisée, au service du capital. Contrairement au fascisme italien et au national-socialisme allemand, qui sont hostiles au catholicisme, la Phalange espagnole voit dans l'Église catholique l'idéal historique de l'Espagne.

Deux tendances profondément différentes composent donc l'extrême droite espagnole, l'une fasciste, qui tente de mobiliser les masses depuis la base en faisant appel à leurs aspirations profondes de transformations sociales pour les canaliser et les enrégimenter dans un carcan étatique antidémocratique et autoritaire,

⁵ Tiré de *El Debate* (octobre 1933), principal organe de presse des catholiques, dont l'éditeur est le jésuite don Angel Herrera. Cité par London, [1966, 87].

⁶ L'utilisation du terme « syndicaliste » pour désigner cette organisation fasciste n'est pas une exception. Elle est tout aussi trompeuse que celle du terme « socialiste » dans le nom du parti dirigé par Hitler, le Parti national-socialiste des travailleurs allemands, ou parti nazi. Cohérent dans cette attitude de mystification populiste d'une extrême droite prétendant se réclamer de la classe ouvrière, Hitler avait même, dès son arrivée au pouvoir en 1933, décrété jour férié la journée internationale des travailleurs du 1er mai.

l'autre non fasciste, traditionaliste, vouée au maintien à tout prix de l'ordre hiérarchique conservateur et de ses gardiens que sont l'Église et le roi. Un objectif commun les soudera au sein du Front national dirigé par le général Francisco Franco ⁷, celui de faire échec à la révolution démocratique et sociale.

1931-1936 : De la proclamation de la république à la victoire du Front populaire

[Retour à la table des matières](#)

Proclamée en 1873, la première République espagnole avait été renversée dès l'année suivante et la monarchie, alors restaurée, devait survivre jusqu'en 1931. Pour la préserver d'une agitation sociale de plus en plus menaçante, le roi Alphonse XIII s'incline en 1923 devant le coup d'État militaire du général Miguel Primo de Rivera, le père du fondateur de la Phalange, qui instaure la dictature. Cette dictature tombe sept ans plus tard au début de 1930 sous le poids d'un puissant mouvement de grèves ouvrières, de soulèvements paysans et de protestations étudiantes, qui entraînent dans leur sillage de larges secteurs de la population dont les intérêts se heurtent de plus en plus aux privilèges de l'oligarchie et aux fondements du régime monarchique. La mise à l'écart de Primo de Rivera par le roi et l'oligarchie qui craignent de voir la crise sociale se transformer en crise révolutionnaire, et son remplacement par le général Dámaso Berenguer qui tente de sauver la dictature en rétablissant une partie des libertés publiques, aboutissent à une nouvelle impasse.

En août 1930 a lieu à San Sebastian au Pays Basque une conférence réunissant les représentants de l'ensemble des forces politiques antimonarchistes et partisans de la république, qui concluent le « pacte de San Sebastian » et créent un « comité révolutionnaire » pour l'établissement de la République. Au moment où le mouvement gréviste prend de l'ampleur, le Comité révolutionnaire décide de l'organisation d'un soulèvement militaire républicain qui a lieu en décembre à la

⁷ De son nom complet, Francisco-Paulino-Hermenegildo-Teodulo Franco Bahamonde ! Né en Galice en 1892, mort à Madrid en 1975.

garnison de Jaca, près de Huesca en Aragon. Le mouvement échoue. Il en est de même de soulèvements armés qui ont lieu dans plusieurs villes du pays. Mais les jours de la monarchie n'en sont pas moins comptés. Berenguer tombe à son tour en février 1931. Les partis républicains remportent les élections municipales du 12 avril dans l'ensemble du pays, victoire qui, pour eux, a la valeur d'un plébiscite national en faveur de la République. Ils réclament l'abdication du roi et son départ d'Espagne. Dans plusieurs villes, les foules s'emparent des sièges des conseils municipaux et proclament la République. Le roi quitte l'Espagne le 14 avril. Le Comité révolutionnaire se constitue en gouvernement provisoire de la deuxième République espagnole.

La révolution espagnole ne fait que commencer. La monarchie a fait place à la République, mais le régime économique et social demeure intact. Le roi est parti, mais l'oligarchie lui demeure fidèle et ses piliers que sont l'Église et l'Armée sont toujours fermement en place. Les aspirations de la population sont très grandes et tout indique qu'elles pourront difficilement être contenues dans les limites de la révolution démocratique que la République a pour mission d'accomplir. Rien n'indique non plus que celle-ci parviendra à réaliser cette révolution. L'agitation presque ininterrompue des mois qui suivent en témoigne. Le premier champ d'affrontement est la question religieuse. Moins d'un mois après la proclamation de la République, dans une lettre pastorale publiée dans les grands journaux, l'archevêque de Tolède, le cardinal Segura, lance une déclaration de guerre à la République et au gouvernement, au nom de ce qu'il appelle la défense des droits de l'Église face à l'anarchie qui menace le pays, à la suite de l'adoption par le gouvernement d'un décret qui se limite à dispenser de l'enseignement religieux les enfants des écoles publiques dont les parents en font la demande. En réaction à cette attaque, couvents et églises sont pillés et incendiés dans les grandes villes, dont Madrid, Séville, Malaga, Alicante et Cadix. Sous la pression de la population, aux yeux de laquelle l'Église incarne la tradition réactionnaire et la complicité avec les classes possédantes dont elle partage la richesse, le gouvernement garantit la liberté de culte et déclare le cardinal Segura *persona non grata*. La Constitution adoptée en décembre de la même année proclame la séparation de l'Église et de l'État, abolit les privilèges dont a bénéficié l'Église catholique en tant que religion officielle, dissout les ordres religieux dont celui des Jésuites et confisque

leurs biens au bénéfice de la nation, décrète que l'enseignement est laïque, obligatoire et gratuit ⁸.

Autre pilier de la réaction, l'Armée manifeste elle aussi son rejet de la République, dans son cas par une tentative de la renverser par les armes. Organisée en août 1932 par un de ses principaux chefs, le général José Sanjurjo, cette tentative échoue, repoussée à Madrid par les troupes gouvernementales et étouffée dans l'oeuf à Séville par la grève générale organisée par la CNT. Cet événement manifestait avec éclat la mollesse du gouvernement qui avait laissé intact l'appareil militaire de l'ancien régime et maintenu en place ses chefs militaires, qui avaient clairement déclaré leur intention de prendre tous les moyens nécessaires pour renverser la République. Pas plus que l'Armée, la Garde civile haïe par le peuple n'a-t-elle été démantelée. Passibles de la peine de mort, le général Sanjurjo et ses complices n'ont pas non plus été exécutés. Leur peine de mort a été commuée en peine de détention à perpétuité, ce qui laissera aux monarchistes, reportés au pouvoir en 1933, le loisir de les amnistier et de leur permettre de participer au prochain coup d'État, celui de 1936. Dès 1934, Sanjurjo est à l'initiative de la création de l'Union militaire espagnole, centre de conspiration au sein duquel se regroupent tous les dirigeants du soulèvement de 1936.

La Constitution adoptée en décembre 1931 définit la République comme une « république démocratique des travailleurs de toutes les classes ». Mais les garanties de libertés démocratiques qu'elle affirme sont sérieusement limitées par une loi de défense de la République qui donne au gouvernement des pouvoirs coercitifs en matière de maintien de l'ordre. Ces pouvoirs seront davantage utilisés pour briser l'agitation ouvrière et paysanne que pour tenir en échec les velléités de restauration de la monarchie. Il en est ainsi des lois sur le contrôle des syndicats, sur l'ordre public, sur le vagabondage, qui permettent de viser chômeurs et militants. La loi de la réforme agraire prévoit l'expropriation des grands domaines, mais sa portée est considérablement limitée par les clauses d'indemnisation des propriétaires et par conséquent par les fonds publics destinés aux rachats. Fuite des capitaux, chômage et appauvrissement alimentent l'agitation ouvrière et paysanne. Grèves et insurrections armées éclatent en janvier 1933 dans diverses régions, en

⁸ Quatre fois chassés, en 1767, 1820, 1835 et 1868, les Jésuites sont quatre fois revenus, à la faveur de la victoire de la réaction, en 1815, 1823, 1865 et 1876 [London, 1966, 83-85].

particulier en Catalogne, au Levant (région de Valence), dans la Rioja et en Andalousie.

Une question brûlante se pose au terme de près de deux ans de république, celle de la dispersion des organisations qui défendent les intérêts des travailleurs, et de leurs rivalités et affrontements. Pour surmonter ce grave handicap, une première initiative d'unification du front ouvrier est entreprise en Catalogne sous l'impulsion du Bloc ouvrier et paysan, composante du futur POUM, avec la formation de l'Alliance ouvrière qui regroupe toutes les organisations politiques et syndicales catalanes, à l'exception de la CNT en raison de son apolitisme traditionnel [Solano (1999) 2002, 37]. Cette initiative s'étend l'année suivante à d'autres régions, en particulier Madrid, Valence et les Asturies où la CNT se joint au mouvement. Elle est d'autant plus importante que la question se pose en particulier au niveau du gouvernement, où la coalition de partis socialistes et de partis républicains se révèle de plus en plus comme une union contre nature, impuissante à mener les réformes à terme et provoquant une insatisfaction et une déception croissantes que les forces fascistes vont tenter de canaliser à leur avantage. Ces forces ont d'ores et déjà commencé à s'organiser en Espagne, encouragées par les pas réalisés dans cette voie dans d'autres pays d'Europe. En Italie, Benito Mussolini a accédé au gouvernement en 1922 et il exerce les pleins pouvoirs depuis 1925. En Allemagne, Adolf Hitler prend le pouvoir en janvier 1933. Des États corporatistes sont dirigés depuis 1932 au Portugal voisin par Antonio de Oliveira Salazar, ainsi qu'en Autriche par Engelbert Dollfuss d'abord, puis par Kurt von Schuschnigg à partir de 1934.

L'année 1933 est d'ailleurs un point tournant en Espagne avec la victoire, aux élections municipales d'avril d'abord, puis aux élections générales de novembre, du bloc électoral de la droite constitué du parti radical, républicain de droite, et des partis monarchistes. Cette victoire est favorisée par la division de la gauche et par une loi électorale qui permet à la droite de l'emporter avec une majorité de sièges même si elle n'obtient pas la majorité du vote populaire ; cet effet de distorsion jouera en sens inverse et favorisera la gauche aux élections de 1936. Elle est aussi grandement favorisée par l'appel à l'abstention des anarchistes qui trouve un large écho chez les ouvriers et paysans déçus de la coalition des républicains et des socialistes : 32,5% des votants s'abstiennent dans l'ensemble du pays, 40 % en Catalogne, 45% en Andalousie.



C'est le début de deux années de retour en arrière, de mise en pièces des gains réalisés au cours des deux premières années, le début de ce qu'il est convenu d'appeler le *bienio negro*, les deux années noires. Le gouvernement de droite commence par amnistier le général Sanjurjo et les autres chefs militaires de la tentative ratée de renversement de la République en 1932. Il annule les lois supprimant les ordres religieux et le financement de l'Église par l'État, réduit le budget de l'enseignement public, ferme des écoles, restitue des terres aux anciens propriétaires, réduit les protections ouvrières, adopte une loi d'austérité qui frappe les couches les plus défavorisées de la population alors qu'augmentent le chômage et la hausse des prix. La population travailleuse riposte par des grèves et des occupations de terres qui sont durement réprimées alors que les groupes d'extrême droite se livrent à des actes de violence contre journaux, groupes et locaux socialistes avec la protection des autorités. Une grève insurrectionnelle, déclenchée en Aragon et dans la Rioja en décembre 1933 à l'appel de la CNT, est écrasée par l'armée. En octobre 1934, à l'annonce de la volonté du gouvernement d'attribuer trois ministères aux partis monarchistes partisans du renversement de la République par la force, la grève générale insurrectionnelle est déclenchée à Madrid et à Barcelone et dans toute la région minière des Asturies dans le nord-ouest du pays à l'appel de l'Alliance ouvrière, initiative d'unification du front ouvrier lancée à Barcelone en 1933 et qui commence à être reprise dans d'autres régions du pays. De nouveau, le mouvement est défait, rapidement à Barcelone et à Madrid faute d'organisation et d'armes. Dans les Asturies où les travailleurs ont proclamé la Commune socialiste qu'ils défendent armes à la main pendant des semaines, il est également défait au terme de violents affrontements avec l'Armée qui font 3 000 morts, 7 000 blessés et 30 000 prisonniers. Il s'ensuit une féroce répression dans tout le pays dans les mois suivants. À la fin de 1935, les tensions deviennent insupportables au sein du gouvernement où la réaction monarchiste impose de plus en plus sa loi. Le gouvernement est finalement emporté par des scandales financiers qui amènent le président de la République à dissoudre les Cortès (assemblées représentatives du système parlementaire espagnol), mettant ainsi un terme au *bienio negro*. De nouvelles élections auront lieu le 16 février 1936. Elles seront historiques.

En dépit des pas franchis au cours des années précédentes dans la construction d'un front uni des seules organisations de la classe ouvrière, dont l'Alliance ouvrière qui a été à l'origine des grandes mobilisations d'octobre 1934 est l'exemple le plus percutant, c'est de nouveau une coalition de Front populaire, c'est-à-dire une alliance électorale entre partis bourgeois (Gauche républicaine, Union républicaine, Esquerra républicaine de Catalogne) et partis et organisations de la classe ouvrière (Parti socialiste, Union générale des travailleurs, Parti communiste, Fédération nationale des jeunesses socialistes, Parti syndicaliste, Parti ouvrier d'unification marxiste) qui voit le jour en vue de ces élections du 16 février 1936. Même si la fédération syndicale anarchiste, la CNT, n'en fait pas partie, elle ne lance pas son appel traditionnel à l'abstention et travaille dans les faits concrètement à faire élire la coalition, dont le premier élément du programme électoral est l'amnistie des dizaines de milliers d'insurgés de 1934, la révision des condamnations politiques prononcées en vertu de la loi de 1931 sur le vagabondage, la réintégration dans leur emploi des travailleurs congédiés pour raisons politiques et le versement de réparations en fonction des dommages subis. C'est d'ailleurs cet élément du programme qui rallie à la coalition les opposants de la stratégie de Front populaire que sont l'aile gauche du Parti socialiste et le Parti ouvrier d'unification marxiste.

Singulièrement, ce programme, qui est officiellement celui d'une coalition de partis, se résume en fait à un ensemble d'énoncés des conceptions des seuls partis républicains, ce qui confirme l'absence d'une entente de fond quant aux visées sociales des différentes composantes de cette coalition. Il s'engage à rétablir la constitution, à mieux garantir le citoyen contre l'arbitraire du pouvoir, à poursuivre la réforme agraire et à démocratiser l'enseignement, et prévoit un programme de travaux publics destiné à stimuler l'économie et à canaliser l'épargne en vue de remédier au chômage. Signe des temps ! Nous sommes en effet en 1936, année de la publication du célèbre ouvrage de l'économiste britannique, John Maynard Keynes, intitulé *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, où se trouvent synthétisés des principes d'intervention de l'État dans l'économie qui avaient été élaborés et mis en oeuvre dans plusieurs pays au cours des années précédentes, au coeur de la dépression qui a suivi la grande crise économique de 1929. Mais le programme de la coalition exclut l'institution d'une allocation de chômage, ainsi que les revendications sociales de nationalisation de la terre et des

banques et du contrôle ouvrier sur l'industrie, qui sont au coeur d'un mouvement de mobilisation sociale qui ne cesse de s'amplifier.

La République telle que la conçoivent les partis républicains, affirme l'article VII du programme, n'est pas une république animée d'intentions sociales et économiques de classe, mais un régime de liberté démocratique mû par des raisons d'intérêt public et de progrès social. [document reproduit dans Broué, 1973, 130]

Inévitablement, la coalition de Front populaire qui sort gagnante des élections du 16 février 1936 sera débordée par un mouvement social déterminé à aller bien au-delà d'un programme qui s'érige plutôt en obstacle à ses revendications.

Dès le lendemain des élections, des défilés de victoire ont lieu dans toutes les villes d'Espagne, les prisons sont prises d'assaut et les prisonniers sont libérés sans attendre les décrets gouvernementaux à cet effet. Des grèves sont déclenchées pour obtenir la réintégration des condamnés et des licenciés et le versement de réparations. Dans les campagnes, les paysans prennent en main les terres des grands propriétaires. Des églises et des couvents sont brûlés. Partout la Garde civile intervient pour défendre la propriété et assurer « l'ordre » et des heurts se produisent. Le gouvernement a commencé à réaliser son programme de réformes, mais ce programme apparaît comme déphasé aux yeux des masses d'ores et déjà engagées dans la révolution sociale. Rapidement, la nature de la mobilisation ouvrière se modifie. Des luttes axées sur les améliorations salariales et des conditions de travail en général, on passe à celles qui ont pour résultat la prise en main des entreprises et leur mise sous contrôle ouvrier. Une situation de double pouvoir s'installe. La multiplication des pouvoirs ouvriers locaux pose d'emblée la question de leur nécessaire coordination au sein d'un gouvernement ouvrier et porte au grand jour les contradictions du gouvernement de Front populaire.

Dès la victoire de la coalition de Front populaire, s'engage aussi, face au mouvement révolutionnaire, celui, contrerévolutionnaire, violent et terroriste de la Phalange, qui multiplie les attentats contre les organisations ouvrières, ainsi que les assassinats de militants, auxquels succèdent les attentats perpétrés contre les fascistes de la Phalange. Mais la véritable force qui se prépare à intervenir pour écraser la révolution en marche est l'Armée. Elle se prépare au grand jour, mais sans que le gouvernement n'intervienne pour y faire échec. Dès le 17 février, le

général Franco était intervenu auprès du président de la République pour lui demander de prendre l'initiative d'annuler les élections de la veille. Le gouvernement s'était limité à limoger Franco en tant que chef de l'état-major, mais pour l'affecter au commandement militaire des Canaries d'où il pourra organiser en toute liberté le coup de force militaire qui éclatera finalement en juillet, cinq mois plus tard.

L'insurrection militaire, soutenue par Hitler, Mussolini et le capital international

[Retour à la table des matières](#)

Déclenchée le 18 juillet, l'insurrection, qui aux yeux des militaires devait triompher en dix jours, lançait l'Espagne dans une guerre civile qui allait durer près de trois ans et faire près d'un million de morts. Au cours des premiers jours, les insurgés prennent facilement le contrôle des fiefs monarchistes que sont les provinces de Navarre, de Burgos et de Ségovie et réussissent à écraser la résistance populaire dans toutes les grandes villes d'Andalousie à l'exception de Malaga, ainsi qu'en Galice, à l'extrême nord-ouest de l'Espagne et en Aragon, dont une grande partie est immédiatement reconquise par les milices catalanes. Mais ils essuient de cuisants échecs dans la plus grande partie du pays et dans ses principaux centres industriels et commerciaux, à Barcelone, Madrid, Valence, Carthagène, Almeria, Guadalajara et Tolède (à l'exception de la forteresse de l'Alcazar où les insurgés se sont retranchés), ainsi qu'au Pays basque et dans les provinces voisines de Santander et des Asturies (à l'exception de la capitale Oviedo qui a été prise par les insurgés). Partout, la réaction des travailleurs au soulèvement militaire a été le déclenchement immédiat de manifestations et de grèves pour réclamer du gouvernement qu'il leur fournisse des armes, alors que les dirigeants politiques du Front populaire s'y refusaient, banalisant l'événement et incitant au calme et à l'inaction. À titre d'exemple, s'adressant à la population à la radio le 18 juillet, le président du gouvernement de la Catalogne, Lluís Companys, déclarait : « Allez dormir. Il ne se passe ni ne se passera rien en Catalogne » [Alba, 1975, 173]. Ce n'est qu'après la démission de deux gouvernements de Front populaire consécutifs en deux jours qu'un troisième accepte finalement, le 20 juillet, de livrer les

armes réclamées, trop tard cependant dans de nombreuses villes où la population est prise de cours et forcée de combattre avec des moyens de fortune pour être finalement écrasée par l'armée insurgée, comme Séville, entre autres, dont la population est victime d'une véritable tuerie.

Dès lors, deux Espagnes se font face. Là où les militaires ont vaincu, les organisations ouvrières et paysannes sont interdites, leurs militants sont emprisonnés et exécutés, la population soumise à la terreur. Là où l'insurrection a été renversée, le mouvement de transformation de la société amorcé au cours des mois précédents connaît une puissante impulsion. L'Espagne républicaine se couvre de comités et de conseils révolutionnaires où partis et syndicats sont représentés et qui exercent l'ensemble des pouvoirs à l'échelon local : maintien de l'ordre, contrôle des prix, assistance sociale, éducation, distribution de l'information, prise de contrôle ou expropriation des entreprises industrielles, des commerces, transports et communications, et gestion de leurs activités, expropriation des biens du clergé et des grands domaines, collectivisation des exploitations agricoles, etc. Naissent également des initiatives de coordination et de planification de ces activités locales dans des conseils de l'économie créés notamment en Catalogne et dans la province de Valence, initiatives qui posent singulièrement la question du double pouvoir à ce stade de la transformation révolutionnaire, et du gouvernement ouvrier à mettre en place pour lui faire franchir les pas suivants. Enfin, composante de première importance dans cette situation de guerre, partis et syndicats se dotent de milices de combat, formées de militants politiques qui agissent comme commandants et simples soldats, appuyés par des militaires de carrière gagnés à la lutte contre la rébellion militaire qui apportent leurs connaissances techniques. Contrairement à l'armée traditionnelle, les milices, dans un esprit démocratique et révolutionnaire, ont éliminé les grades et les différences de soldes. Milices et comités sont la double expression de la volonté d'autodéfense d'une population qui cherche en même temps à assurer sa survie en réorganisant la société sur de nouvelles bases. En voulant écraser une révolution naissante, les insurgés ont contribué à en propulser la marche en avant. Mais cette explosion ne tardera pas à être mise en échec.



Après ce bref premier acte du soulèvement des généraux auquel la mobilisation spontanée des combats de rues dans les villes et la prise d'assaut des casernes militaires ont fait échec dans la plus grande partie du pays, c'est un autre type de guerre qui commence, où la stratégie et les techniques militaires priment et où l'enthousiasme révolutionnaire des milices ne peut parvenir à compenser leur inorganisation, leur dispersion et leur manque de moyens. L'avantage dont l'armée de métier des insurgés bénéficie ainsi au départ sur les milices révolutionnaires est d'autant plus grand qu'ils peuvent compter dès le début sur l'aide militaire de l'Italie de Mussolini, de l'Allemagne d'Hitler et du Portugal de Salazar, alors que le gouvernement de Front populaire espagnol se voit refuser l'aide de l'Angleterre et surtout de la France dont le gouvernement de Front populaire élu en mai 1936 et dirigé par le socialiste Léon Blum est pourtant l'allié naturel du gouvernement de Front populaire espagnol, et que l'aide de l'URSS⁹, beaucoup plus parcimonieuse, ne commencera à être versée qu'à partir de la fin d'octobre. Prétendant justifier son inaction, le gouvernement Blum prend l'initiative de proposer un « pacte international de non-intervention » auquel souscriront officiellement l'ensemble des pays, mais qui sera dans les faits, pour l'Angleterre et la France, un simple prétexte pour rester à l'écart, alors même que l'Allemagne et l'Italie fournissent à Franco armes et conseillers militaires dès les premiers jours de la guerre civile. On comprend que l'Angleterre et la France ne soient pas disposées à apporter leur aide à des forces qui sont engagées dans un processus de liquidation du régime de la propriété privée et menacent de ce fait leurs propres investissements en Espagne. De ce point de vue, il va de soi qu'une dictature militaire leur offrirait de meilleures garanties et serait un moindre mal. Une victoire des forces révolutionnaires en Espagne constituerait par ailleurs une solide base à partir de laquelle le mouvement risquerait de les atteindre par la suite. Nul étonnement donc à ce que, « pour la protection de ses intérêts », l'Angleterre exerce de fortes pressions sur le gouvernement Blum pour qu'il ne cède pas devant les forces qui plaident en son sein en faveur d'une aide militaire à l'Espagne républicaine et menace la France de se rapprocher de l'Italie et de l'Allemagne si elle soutient Madrid [Chauvin et Silberstein, dans Solano (1999)

⁹ L'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS), ou Union soviétique, a été fondée en 1922 et dissoute en 1991. Elle était constituée de quinze républiques, dont la République socialiste fédérative soviétique de Russie, née de la révolution de 1917, qui en a été la fondatrice et le principal pivot.

2002, 17]. Nul étonnement non plus à ce que l'Angleterre s'empresse, dès novembre 1937, de reconnaître dans les faits le gouvernement de Franco installé à Burgos ¹⁰, alors que sa victoire est encore loin d'être assurée.

Il n'est en effet un secret pour personne, comme le rappelle, entre autres, Eric Hobsbawm dans *L'Âge des extrêmes* [2000, 158-159], que le conservateur britannique Winston Churchill, qui allait devenir premier ministre en 1940, cachait mal sa sympathie à l'égard de l'allié de Franco, Mussolini, et de son régime fasciste et que sa volonté de se présenter peu après comme le chef de file de la lutte antifasciste n'était motivée que par la menace réelle que représentait pour la Grande-Bretagne la puissance montante de l'Allemagne nazie. Le fascisme italien était à ses yeux « l'antidote nécessaire au poison russe » [cité par Orwell, EAL, II, 387-388]. On sait par ailleurs que les « démocraties » européennes qu'étaient la France et la Grande-Bretagne, voyant en Hitler le fer de lance de la croisade antibolchevique, n'ont pas hésité à s'allier à lui et à Mussolini en signant en 1938 le traité de Munich, qui laissait Hitler libre d'annexer la Tchécoslovaquie et lui fournissait le tremplin d'une attaque prochaine contre l'URSS.

De la fin de juillet à la fin de septembre 1936, l'armée franquiste étend progressivement son contrôle vers le nord à partir de Séville jusqu'à Tolède, à 70 kilomètres au sud-ouest de Madrid, et établit la jonction avec ses forces venant du nord qui ont pris position dans les sierras à 50 kilomètres à l'ouest et au nord de la capitale. La prise de Madrid apparaît dès lors comme imminente, mais l'entrée en scène de l'Union soviétique change le cours des choses. La guerre, qui est encore loin d'être gagnée par Franco, n'aura désormais plus rien à voir avec une simple guerre civile entre Espagnols de deux camps opposés dont un seul bénéficie d'une aide étrangère, mais se transformera en terrain d'affrontement, par ces deux camps interposés, entre grandes puissances militaires et en champ

¹⁰ Burgos a été le lieu de rassemblement des insurgés dès le déclenchement du soulèvement militaire en juillet 1936. De septembre 1936 à août 1937, c'est la ville de Salamanque qui a été le centre du pouvoir en Espagne franquiste, ainsi que le siège des missions italienne et allemande et de la Phalange. Proclamé généralissime, commandant unique des armées et chef de l'État assumant tous les pouvoirs en vertu d'un décret « approuvé » par les généraux insurgés à la fin de septembre 1936, Franco y a installé son Quartier général, plus précisément dans le palais épiscopal, à l'invitation de l'évêque de la ville. En août 1937, ce Quartier général a été retransféré à Burgos.

d'expérimentation de leurs nouvelles armes et techniques de guerre en vue de l'affrontement majeur qui pointe à l'horizon. Elle sera, en d'autres termes, la répétition générale en vue de la Deuxième Guerre mondiale.

Voisin de l'Espagne, le Portugal met à sa disposition ses aéroports, ses moyens de communication, des fabriques d'armes et 15 000 officiers et soldats. Il fait par ailleurs la chasse aux républicains espagnols qui ont cherché refuge en territoire portugais et les livre aux autorités franquistes qui les exécute. L'Italie fournit d'abord des combattants, dont le nombre atteint 70 000 en mars 1937, soit l'équivalent de près de 30 % des effectifs de 250 000 que compte au même moment l'armée de Franco. Elle fournit également des armes et des munitions, avions, navires, sous-marins, canons, artillerie, chars, etc. Les sommes qu'elle engage dans la guerre civile espagnole sont considérables comme le seront ses pertes en vies humaines et en matériel. Elle ne recevra en retour que des compensations partielles, en argent et en matières premières. D'un maximum de 10 000 hommes dont une forte proportion de cadres et de spécialistes, la contribution de l'Allemagne est beaucoup plus modeste que celle de l'Italie. Sa contribution en armes et équipement par contre est majeure, bombardiers, avions de chasse, blindés, appareils de reconnaissance, artillerie anti-aérienne, etc. Elle est remboursée en matériaux essentiels à son industrie de guerre.

Les forces franquistes bénéficient également de l'appui des financiers et des grandes entreprises d'Europe et des États-Unis qui ne peuvent que souhaiter leur victoire comme garantie de la protection de leurs investissements. À titre d'exemple, la Texas Oil Company des États-Unis leur consent un précieux crédit à long terme, sans garantie, les assurant d'un indispensable approvisionnement en pétrole. Elles peuvent aussi compter sur le soutien des financiers et banquiers espagnols qui fournissent les crédits nécessaires à l'approvisionnement en produits essentiels. Les agences de la Banque nationale d'Espagne à Burgos et Séville mettent à la disposition des insurgés les fonds dont elles sont dépositaires. Le capital canadien n'échappe pas à ce mouvement de solidarité avec les forces franquistes. La Barcelona Traction, Light and Power Company dont le siège social est à Toronto, connue en Espagne comme La Canadiense, qui possède en Catalogne plusieurs filiales oeuvrant dans le secteur hydroélectrique, déménage, dès le début de la guerre civile, ses quartiers généraux à Saragosse, en territoire franquiste.

L'aide soviétique aux forces républicaines et ses visées politiques

[Retour à la table des matières](#)

L'aide de l'Union soviétique aux forces républicaines, qui n'arrive en Espagne qu'à partir de la fin d'octobre 1936, consiste en vêtements, ravitaillement et pétrole, armes, avions de chasse, bombardiers, canons, tanks, etc. Alors qu'Hitler et Mussolini n'avaient exigé de Franco aucune garantie financière préalable au versement de leur aide militaire, livrée par ailleurs dès le début de la guerre civile, ce n'est qu'après avoir reçu du gouvernement républicain la presque totalité des réserves d'or espagnoles de 510 tonnes métriques, qui sont alors les troisièmes du monde, que l'Union soviétique commence à livrer la sienne. Cette réserve, acheminée à Moscou, devient un « compte courant » dans lequel le gouvernement républicain peut puiser pour acheter ses armes, son pétrole et tout autre produit. L'Espagne n'en reverra jamais la moindre parcelle. Elle paiera par ailleurs un prix politique sans commune mesure avec ce prix économique ; nous y reviendrons. L'URSS fournit un nombre infime de combattants, quelques centaines, mais un arsenal de techniciens et conseillers de toute sorte qui exerceront une énorme influence sur l'évolution politique et militaire de l'Espagne républicaine.

Les forces républicaines reçoivent également le soutien d'un vaste mouvement de solidarité internationale. Des comités d'aide aux combattants et à la population civile constitués dans un grand nombre de pays envoient vêtements, ravitaillement, médicaments, etc. Pour la première fois depuis le début de la montée du fascisme en Europe, un peuple se levait pour défendre la démocratie et la liberté ; son combat était perçu comme débordant les limites de l'Espagne pour devenir la lutte de tous. La manifestation la plus résolue et la plus déterminante de cette solidarité internationale est la participation des combattants volontaires venus de l'étranger, qui viennent spontanément en Espagne en grand nombre dès le déclenchement de la guerre civile, pour se joindre aux milices constituées par les syndicats, au premier chef la CNT-FAI, et par les partis politiques ouvriers, parmi lesquels le POUM qui organise la première colonne internationale sur le front d'Aragon en juillet 1936 [Broué, 1993, 116-117 ; Solano (1999) 2002, 42] ; c'est

à cette colonne qu'Orwell se joindra en janvier 1937. Auréolée du prestige de la première révolution socialiste victorieuse, l'Union soviétique ne pouvait rester à l'écart de ce puissant mouvement spontané de solidarité ouvrière internationale qui risquait par ailleurs de la déborder. Il lui fallait absolument y intervenir pour en prendre le contrôle et l'orienter dans le sens de sa politique. L'Internationale communiste qu'elle domine entièrement décide à cet effet en septembre 1936 de l'initiative des désormais célèbres brigades internationales qui arrivent en Espagne à partir de novembre en même temps que l'aide militaire soviétique. Elles regrouperont quelque 35 000 volontaires de 70 nationalités en provenance de plus de 50 pays. Ouvriers, paysans, étudiants, intellectuels, écrivains, scientifiques, médecins ¹¹, socialistes, anarchistes, libéraux, libres penseurs, croyants, non croyants, ils ont quitté famille, emploi, patrie et citoyenneté, prêts à offrir leur vie à la cause du peuple espagnol qui se levait devant la dictature militaire. Les partis communistes des divers pays jouent un rôle de premier plan dans leur recrutement, en particulier le parti communiste français qui organise leur accueil préalable en France et leur passage en Espagne. Ils jouent un rôle tout aussi décisif dans l'inculcation du mot d'ordre au nom duquel on leur explique qu'ils doivent combattre en Espagne, celui de la « lutte antifasciste » pour la défense de « l'Espagne républicaine », et non celui de la lutte pour soutenir la révolution sociale que les ouvriers et les paysans espagnols ont d'ores et déjà entreprise avec conviction et courage. Si ces volontaires, révolutionnaires venus du monde entier, ont adhéré à ce mot d'ordre, écrivent Broué et Témime, comment imaginer qu'un grand nombre d'entre eux ainsi que de militants espagnols aient pu y voir autre chose qu'une tactique dont l'objectif ultime était la révolution ? [1961, 213]. Les brigades internationales ont constitué des corps d'élite qui ont participé à tous les combats d'importance, en commençant par la bataille cruciale pour la défense de Madrid.

¹¹ Parmi les médecins qui ont prêté leur concours, il convient de mentionner le célèbre médecin canadien Norman Bethune qui, venu en Espagne à l'hiver de 1936, a apporté une précieuse contribution en créant une unité mobile de transfusion sanguine au moyen de laquelle les transfusions étaient pratiquées directement sur le champ de bataille. Bethune a risqué sa vie en maintes occasions dans l'exercice de ces fonctions. En 1938, il s'est rendu en Chine où il est devenu le chef médical de l'Armée rouge de Mao Zedong en guerre contre le Japon, pour y mourir en 1939 d'un empoisonnement du sang.

La première manche de cette bataille, qui se déroule au cours des mois de novembre et décembre 1936, marque un point tournant de la guerre. Les forces républicaines et l'héroïque résistance de la population réussissent à mettre en échec l'armée franquiste qui ne recule devant rien, se livrant en particulier de manière soutenue à de violents bombardements aériens de la ville et de la population civile. Le prestige de l'Union soviétique dont l'aide militaire est déterminante s'en trouve solidement établi, ainsi que celui du Parti communiste espagnol qui joue un rôle central dans l'organisation de la résistance et dans la conduite des combats avec la participation de son « 5e régiment »¹² et des brigades internationales qu'il encadre. Leur influence politique devient prépondérante. Fait important à souligner, le gouvernement de Front populaire ayant quitté Madrid peu avant l'attaque franquiste pour s'installer à Valence¹³ de crainte de voir la capitale tomber, c'est à une Junte de défense de Madrid qu'échoit en novembre 1936 la responsabilité d'organiser et de contrôler la défense de la capitale. Constituée de représentants des partis et syndicats engagés dans la défense de la ville (à l'exception du POUM dont le Parti communiste¹⁴ a imposé l'exclusion), la Junte est dans les faits un gouvernement révolutionnaire, assurant l'armement de la population, chapeautant un réseau de comités de ravitaillement, de communications, de quartiers, d'autodéfense, etc. Mais ce ne sera qu'un épisode. Une vaste opération de liquidation des transformations révolutionnaires qui couvrent désormais le pays est d'ores et déjà en cours. Et, ce qui peut à première vue sembler paradoxal, elle est menée sous la pression du Parti communiste espagnol et de son aile catalane, le PSUC, courroies de transmission des directives de l'Union soviétique qui en a fait une condition de l'octroi de son aide militaire.

Mais ce paradoxe n'est qu'apparent. Dans le berceau de la révolution socialiste qu'a été la Russie en 1917, il y a longtemps que la politique stalinienne de la construction du socialisme dans la seule Union Soviétique a remplacé et interdit la

¹² Ainsi désigné par ses fondateurs du Parti communiste de Madrid en août 1936, parce qu'il existait à Madrid quatre régiments avant l'insurrection.

¹³ Un an plus tard, en novembre 1937, devant le resserrement de l'étau des forces franquistes, le gouvernement sera de nouveau déplacé, cette fois à Barcelone.

¹⁴ En réalité, c'est l'ambassadeur de l'Union soviétique en Espagne, Marcel Rosenberg, qui a lui-même imposé cette condition sous forme d'ultimatum. Nous y reviendrons.

perspective de la révolution mondiale, et que le régime dictatorial de la bureaucratie stalinienne a liquidé la République des soviets ou conseils ouvriers démocratiques pour se substituer à elle. Pour ce régime, la révolution en marche en Espagne ne peut que constituer une menace en risquant de s'étendre à d'autres pays et de raviver en URSS une flamme qui y a été étouffée. Traduisant l'enthousiasme du processus révolutionnaire en cours en Espagne et l'espoir qu'il soulevait, le militant du POUM, Joan Farré ¹⁵, écrivait à la fin de 1936 dans le journal du parti, *La Batalla* :

Le triomphe de la révolution espagnole est le début d'un puissant mouvement révolutionnaire mondial [qui] [...] déplacera le méridien d'origine de Moscou à Barcelone. Le parti bolchevique a dégénéré, et c'est le POUM qui relève le drapeau de sa tradition et le déploie sur le monde entier.

Cette conjecture qui, surtout avec le recul, peut sembler bien optimiste, voire relever d'un pur romantisme révolutionnaire, était au contraire considérée avec le plus grand sérieux par Staline. Le processus en cours était à ses yeux des plus dangereux. Il fallait à tout prix y faire échec.



C'est pourquoi la ligne d'action qu'impose le stalinisme en Espagne est l'éradication des avancées dans la voie de la révolution socialiste et la promotion de la seule lutte pour la république démocratique parlementaire bourgeoise qu'elle assimile à la lutte antifasciste.

Nous ne combattons pas actuellement pour la révolution socialiste, déclare en janvier 1937 Santiago Carrillo, dirigeant des Jeunesses socialistes unifiées (socialistes et communistes) et futur secrétaire général du Parti communiste espagnol, nous combattons sincèrement pour la république démocratique, parce que nous savons que si nous commettons l'erreur de com-

¹⁵ Après l'arrestation des membres du Comité exécutif du POUM le 16 juin 1937, Joan Farré fut l'un des membres du nouveau comité exécutif immédiatement élu. Réfugié plus tard en France, il fut arrêté et condamné en tant que résistant sous l'occupation nazie. À sa libération, il fut exécuté par un groupe de guérilleros staliniens alors qu'il tentait de rejoindre sa femme dans un petit village de la Catalogne française [Gorkin, 1978, 192, n. 1].

battre en ce moment pour la révolution socialiste dans notre pays – et même pour une période relativement éloignée après la victoire – nous donnerions la victoire au fascisme ¹⁶.

Dans cette optique, la meilleure garantie de vaincre le fascisme n'est pas la lutte contre le capitalisme, dont le fascisme n'est que la forme extrême, mais la lutte pour la forme parlementaire du capitalisme et pour la préservation de la propriété privée qui en est le fondement. Pour l'URSS, la défense de la république espagnole n'est motivée, en prévision de la grande guerre qui se prépare, que par sa crainte de voir l'Allemagne et l'Italie s'implanter solidement en Méditerranée à la faveur de leur intervention en Espagne et par le souci de construire avec les « démocraties » européennes que sont l'Angleterre et la France un front commun face à la menace nazie. Elle doit préserver en premier lieu à cette fin son alliance conclue avec la France en 1935 par le pacte d'assistance mutuelle signé par Staline et le chef du gouvernement français, Pierre Laval ¹⁷. Pour éviter en Espagne une victoire de Franco qui renforcerait l'axe Rome-Berlin en lui adjoignant le pôle de Madrid et réaliserait l'encerclement de la France, l'URSS doit armer la république espagnole tout en désarmant la révolution. Sa recherche d'alliances avec les « démocraties » l'amène à mettre tout son poids pour inciter le gouvernement républicain espagnol à ne rien faire qui puisse provoquer la détérioration de ses rapports avec elles. Staline l'exprime personnellement dans des « conseils amicaux » adressés en 1936 au chef du gouvernement de Front populaire, Francisco Largo Caballero, suggérant que soit prise l'initiative de « déclarer dans la presse que le gouvernement de l'Espagne ne tolérera pas que qui que ce soit porte atteinte à la propriété et aux intérêts légitimes des étrangers en Espagne » ¹⁸.

Staline, on le sait, ne tolère aucune dissidence ni aucune opposition. Il a déjà entrepris de pourchasser et d'éliminer physiquement, en Union soviétique et à travers le monde, tout opposant à sa politique et à sa direction autoritaire. Les premiers visés sont les « vieux bolcheviks », les révolutionnaires qui ont réalisé la

¹⁶ Discours reproduit dans Broué [1973, 140].

¹⁷ Opérant un virage à 180 degrés, Staline signera avec Hitler un pacte germano-soviétique en août 1939.

¹⁸ Lettre du 21 décembre 1936 adressée « au camarade Caballero », signée par Staline, Molotov et Vorochilov, reproduite dans Broué [1973, 146-147]. Viatcheslav Molotov est le président du Conseil des commissaires du peuple et Kliment Vorochilov le commissaire du peuple à la Défense.

révolution d'Octobre 1917. Des milliers d'entre eux seront exécutés. L'année 1936 est celle du premier des célèbres « procès de Moscou », qui condamne pour « crimes contre-révolutionnaires », à la suite de monstrueuses falsifications et d'« aveux » arrachés, seize accusés parmi lesquels certains des principaux dirigeants de la révolution d'Octobre, dont Grigori Zinoviev, Lev Kamenev et Ivan Smirnov. Principal inculpé et figure centrale de ce procès même s'il n'y est pas physiquement présent, Léon Trotsky y est condamné à mort par contumace, ainsi que son fils, Léon Sédov ¹⁹. L'Espagne révolutionnaire ne sera pas épargnée par cette main exterminatrice. L'aide de l'Union soviétique n'y arrive pas seule. Elle débarque avec sa politique et avec ses méthodes pour l'imposer.



L'enjeu central, il va sans dire, est de gagner la guerre contre les forces franquistes et les revers subis au cours des mois d'août et septembre 1936 ont fait ressortir les conséquences néfastes de la situation de double pouvoir qui existe dans le pays, dont la manifestation la plus dramatique est l'absence d'un commandement militaire unifié pour résister à la puissante machine de guerre de l'adversaire. La question qui se pose alors encore est de savoir lequel des deux pouvoirs l'emportera, le pouvoir républicain que le gouvernement central de Front populaire est impuissant à exercer face au mouvement de masse qui le déborde entièrement et qui a entrepris de construire une nouvelle société reposant sur des bases différentes, ou le pouvoir révolutionnaire déjà réalisé à la base par un réseau de comités qui contrôlent toutes les dimensions de l'activité économique, sociale et militaire, mais auquel manque l'articulation d'ensemble dans un gouvernement ouvrier central. Sous l'impulsion soviétique, c'est le pouvoir révolutionnaire des

¹⁹ Le 1er procès a lieu en août 1936. Les 16 accusés sont exécutés en septembre 1936. Deux autres procès de Moscou suivent, en janvier 1937 et mars 1938, avec respectivement 18 et 21 accusés, parmi lesquels les dirigeants Nikolai Boukharine et Alexei Rykov, exécutés, et Karl Radek, condamné à dix ans de prison où il sera assassiné. Trotsky, qui a été expulsé d'URSS en 1929 pour se réfugier successivement en Turquie, en Norvège, en France et au Mexique, est assassiné au Mexique le 20 août 1940 sur ordre de Staline, alors que son fils Léon Sédov meurt d'une mort suspecte dans une clinique de Paris le 16 février 1938 à la suite d'une appendicectomie, vraisemblablement assassiné lui aussi par les agents de Staline.

comités qui va être systématiquement démantelé, et cette tâche sera accomplie par le nouveau gouvernement de Front populaire entré en fonction au début de septembre 1936, au moment où l'Union soviétique prend les premières dispositions en vue de l'octroi de son aide. Socialistes, communistes et républicains libéraux composent ce gouvernement, auquel se joindront en novembre les anarchistes de la CNT et que dirige le socialiste et ancien président de l'UGT, Francisco Largo Caballero. Pourtant, quelques jours plus tôt, ce dernier déclarait encore que la guerre et la révolution sont une seule et même chose, qu'elles se complètent et se renforcent l'une l'autre et que la meilleure garantie de la victoire militaire est l'extinction économique du fascisme. La renonciation à la révolution étant la condition de l'obtention d'une aide militaire sans laquelle la guerre ne peut être gagnée, celui qu'on appelait jusqu'alors « le Lénine espagnol » prenait maintenant la tête d'un gouvernement d'union des forces luttant pour la légalité républicaine avec un programme de « défense de l'Espagne contre le fascisme ». Quelques jours plus tard en Catalogne, le Comité central des milices antifascistes, organisme révolutionnaire créé au lendemain du soulèvement militaire²⁰, est dissout au profit de la reconstitution d'un Conseil de la Généralité (nom que porte le gouvernement en Catalogne²¹) avec la participation de la CNT et du POUM, qui en est exclu deux mois plus tard, à la mi-décembre. À leur suite, l'organisme révolutionnaire qu'est le Conseil de défense d'Aragon, de même que le mouvement nationaliste basque s'inscrivent dans la légalité républicaine.

Partout, on procède dès lors, malgré la résistance de leurs partisans, à la dissolution des comités de gouvernement créés dans la vague révolutionnaire, et on les remplace par des Conseils municipaux de type traditionnel. Les tribunaux populaires sont dissous et l'ancien corps des magistrats est rétabli dans ses fonctions. Les forces de police révolutionnaires sont unifiées par décret et placées sous l'autorité du ministère de l'Intérieur. Face à la nécessité d'unifier le commandement militaire, une armée, dénommée populaire, est constituée à laquelle les milices sont obligatoirement intégrées. Celles qui refusent de l'être, en particulier les

²⁰ Né d'un compromis qui avait ouvert la porte à des représentants des partis républicains, il était au sens strict un organisme de Front populaire, mais dans lequel les forces ouvrières étaient prédominantes.

²¹ En 1932, un statut d'autonomie a été octroyé à la Catalogne. Le gouvernement catalan constitué en vertu de ce statut a pris le nom de Généralité que portait, au Moyen Âge, le gouvernement général de Catalogne [Thomas, 1985, 71].

milices anarchistes, ne sont pas alimentées en armes. Les conseils de soldats sont supprimés et on rétablit les grades et les différences de soldes. Un corps de commissaires politiques est créé au sein de l'armée, chargé d'encadrer politiquement les militaires. Les nouveaux gouvernements procèdent à ce qu'ils appellent la « légalisation » des conquêtes révolutionnaires, dont ils interrompent par ailleurs la progression. L'indemnisation des capitalistes expropriés est instituée. Quant à l'expropriation des terres, elle est légalisée sans indemnité au profit de l'État pour les seules terres des séditieux reconnus comme tels, faisant peser sur de nombreux paysans la menace du retour d'anciens propriétaires non considérés comme séditieux. L'artisan le plus résolu de cette reconstruction de l'État bourgeois, du rétablissement de la loi, de l'ordre et de la propriété privée est le Parti communiste dont le rôle désormais déterminant au sein du gouvernement est la conséquence de l'aide soviétique. Il occupe en particulier les postes-clés au sein de la presse, de la police et de l'armée et contrôle les services de censure.

Voilà en gros où en sont les choses dans l'Espagne de la guerre civile lorsque Orwell y arrive à la fin de 1936. Le moment est maintenant venu de lui donner la parole.

GEORGE ORWELL,
DE LA GUERRE CIVILE ESPAGNOLE À 1984

Chapitre 2

Orwell, combattant et témoin de la guerre civile espagnole

La révolution sociale au cœur de la guerre civile

[Retour à la table des matières](#)

Orwell arrive à Barcelone le 26 décembre 1936. Il y trouve une ville en pleine révolution. Barcelone est entièrement sous contrôle ouvrier, les restaurants y ont été collectivisés, les luxueux hôtels convertis en locaux des partis politiques, etc.

C'était bien la première fois dans ma vie que je me trouvais dans une ville où la classe ouvrière avait pris le dessus. À peu près tous les immeubles de quelque importance avaient été saisis par les ouvriers et sur tous flottaient les drapeaux rouges et les drapeaux rouge et noir des anarchistes [...]. Il ne restait de presque toutes les églises que les murs, et les images saintes avaient été brûlées [...]. Tout magasin, tout café portait une inscription vous informant de sa collectivisation [...]. Il n'y avait pas d'automobiles privées : elles avaient été réquisitionnées [...]. Et le plus étrange de tout, dans cette ville les classes riches n'existaient plus [...]. Tout cela était étrange et émouvant. Une bonne part m'en demeurait incompréhensible et même, en un sens, ne me plaisait pas ; mais il y avait là un état de choses qui m'apparut sur-le-champ comme valant la peine qu'on se battît pour lui [...]. Il y avait la foi dans la révolution et dans

l'avenir, l'impression d'avoir soudain débouché dans une ère d'égalité et de liberté. Des êtres humains cherchaient à se comporter en êtres humains et non plus en simples rouages de la machine capitaliste. [HC, 13-15]

Dès son arrivée, il s'engage dans les milices car « à cette date et dans cette atmosphère, il paraissait inconcevable de pouvoir agir autrement » [HC, 12-13]. En tant que volontaire étranger, on aurait pu s'attendre à ce qu'il se joigne aux brigades internationales qui étaient de loin l'organisme le plus important d'intégration des combattants venant d'autres pays. Mais c'est plutôt dans les milices du POUM (Parti ouvrier d'unification marxiste) qu'il s'enrôle. Pour la raison suivante : avant de partir d'Angleterre, il avait sollicité du Parti communiste de Grande-Bretagne des lettres de créance, qui lui avaient été refusées parce qu'il était considéré comme « politiquement non fiable ». Il s'était alors tourné vers l'Independent Labour Party (ILP) d'Angleterre, un petit parti politiquement proche du POUM, qui avait agi comme intermédiaire entre lui et le POUM. Il n'était pas alors membre de l'ILP, mais il y adhéra un an après son retour d'Espagne en juin 1938 pour le quitter un an plus tard, au lendemain du déclenchement de la Deuxième Guerre mondiale, en raison d'un désaccord quant à l'attitude à prendre face à cette guerre. Il n'a pas non plus adhéré au POUM même s'il combattait dans ses milices, mais dira plus tard qu'il a regretté de ne pas l'avoir fait après avoir vu à quel point ce parti avait été victime d'injustice et de répression.

Après avoir reçu une instruction militaire sommaire à Barcelone, il est envoyé avec une colonne de miliciens sur le front d'Aragon, qui s'étend à cette date de Teruel au sud jusqu'à la frontière française au nord et passe à quelques kilomètres à l'est de Saragosse et de Huesca. Il y passe dans un premier temps quatre mois sans interruption, du début de janvier à la fin d'avril 1937, d'abord sur les positions de Monte Pocero et Monte Trazo²² près d'Alcubierre en face de Saragosse,

²² Dans *Hommage à la Catalogne*, Orwell parle de Monte Oscuro au lieu de Monte Trazo, erreur qu'il mentionne dans une lettre du 19 juin 1939 à la traductrice de l'ouvrage en langue française, Yvonne Davet [Orwell, 2003, 390]. La traduction française ne sera finalement publiée qu'en 1955, cinq ans après la mort d'Orwell, et sans le changement de nom suggéré. Néanmoins, cette traduction est la première parution du livre qui incorpore l'essentiel des révisions qu'Orwell souhaitait apporter à une deuxième édition en langue anglaise, ainsi qu'aux éventuelles traductions dans d'autres langues [Orwell, 2003,

puis à la Granja de Monflorite, à quelques kilomètres de Huesca. Au cours de cette période les combats font rage à travers l'Espagne : à Madrid et sur la rivière Jarama où les forces républicaines repoussent successivement deux nouvelles offensives franquistes pour conquérir la capitale après l'échec de novembre-décembre 1936 ; à Guadalajara, à l'est de Madrid, où l'armée italienne est mise en déroute ; à Malaga que les forces franquistes réussissent à prendre ; sur le front du nord où l'aviation allemande écrase Guernica et où l'offensive franquiste mène à la prise de Bilbao, à partir de laquelle seront par la suite conquises Santander et les Asturies, achevant la conquête des régions du nord. Mais, sur le front d'Aragon au cours de cette même période, rien ne se passe, sauf à Teruel au début de janvier où une offensive républicaine pour prendre la ville échoue, en partie par manque de munitions et de renforts militaires, et à Huesca en mars où les anarchistes appuyés par le POUM lancent une offensive infructueuse et subissent de lourdes pertes. De durs combats avaient eu lieu l'automne précédent en Aragon, mais « le manque d'hommes et d'armes, surtout d'artillerie, rendant impossible toute opération de grande envergure, chaque armée s'était terrée et fixée sur les sommets qu'elle avait conquis » [HC, 37].

Orwell décrit la dure vie de tranchées de milices en loques et inexpérimentées, condamnées à l'inaction faute de moyens militaires pendant ces mois d'hiver en montagne, dans la boue, souffrant du froid et du manque de sommeil, envahies par la faim, les rats, les poux et les morpions et par les odeurs nauséabondes des déchets, excréments et cadavres, face à des positions franquistes situées trop loin pour être atteintes avec les armes rudimentaires dont elles disposent, mais toujours exposées aux tirs meurtriers et aux balles perdues du camp ennemi. « À vrai dire, écrit-il, l'état de stagnation sur le front d'Aragon avait des causes politiques dont j'ignorais tout à cette époque. » [HC, 48] Lorsqu'il part en permission à la fin d'avril après cent quinze jours passés au front, il a le sentiment que cette période a été la plus vaine de toute sa vie, s'étant engagé dans les milices pour combattre le fascisme, mais ayant été réduit à l'inaction. Avec le recul, il en fera une tout autre appréciation, estimant que ces quelques mois passés au front auront été pour lui un point tournant de sa vie [HC, 109]. Et cela, grâce aux milices ouvrières qui, en Aragon, n'avaient encore subi aucune modification malgré les décrets

11 et 65-67]. Il faudra attendre jusqu'en 1986 pour que soit publiée la première édition anglaise corrigée selon les volontés d'Orwell [Davison, 1996, 87].

gouvernementaux de l'automne 1936 à l'effet de les intégrer dans la nouvelle armée populaire, et qui canalisait en ce lieu tout ce que le pays comptait de plus révolutionnaire.

J'étais tombé plus ou moins par hasard dans la seule communauté de quelque importance de l'Europe occidentale où la conscience de classe et le refus d'avoir confiance dans le capitalisme fussent des attitudes plus courantes que leurs contraires. Ici, sur ces hauteurs, en Aragon, l'on se trouvait parmi des dizaines de milliers d'hommes [...] vivant tous sur le même plan, mêlés sur un pied d'égalité [...]. En un sens, il serait conforme à la vérité de dire qu'on faisait là l'expérience d'un avant-goût de socialisme [...] L'habituelle division de la société en classes avait disparu [...] Et cela eut pour résultat de rendre mon désir de voir établi le socialisme beaucoup plus réel qu'il ne l'était auparavant.

Il ajoutait toutefois aussitôt :

Bien entendu, un tel état de choses ne pouvait durer. Ce fut seulement une phase temporaire et locale dans la gigantesque partie qui était en train de se jouer sur toute la surface de la terre. [HC, 109-111]



À son arrivée en Espagne et pendant les premières semaines de son séjour, non seulement Orwell ne s'intéressait-il pas au contenu politique de la guerre, mais il l'ignorait délibérément. Quant on lui montra sur le front d'Alcubierre la position voisine de celle du POUM où il se trouvait et qu'on lui dit qu'il s'agissait d'une position tenue par les « socialistes », terme utilisé pour désigner les membres du Parti socialiste unifié de Catalogne (PSUC), il répondit avec étonnement : « mais, ne nous sommes pas tous des socialistes ? », estimant ridicule que des gens qui se battent pour l'existence forment des partis séparés plutôt que de renoncer à ces divisions et s'occuper exclusivement de gagner la guerre.

C'était, bien entendu, la manière de voir « antifasciste », réputée juste et propagée avec zèle par les journaux anglais, dans le but principalement d'empêcher les gens de saisir la nature réelle de la lutte. Mais en Espagne, particulièrement en Catalogne, c'était une manière de voir que personne ne pouvait indéfiniment conserver et ne conservait. Chacun, bien à contre-cœur, prenait parti tôt ou tard. Car même si quelqu'un ne se souciait pas

des partis politiques et de leurs « lignes » contradictoires, il n'était que trop évident que son propre sort ne s'y trouvait pas moins engagé. En tant que milicien on était un soldat contre Franco, mais on était aussi un pion dans la gigantesque lutte que se livraient deux théories politiques. [HC, 236-237]

Beaucoup plus qu'un pion, on était l'objet et la victime probable d'une chasse aux opposants, comme le devint Orwell lui-même lorsqu'il fut la cible des mitrailleuses staliniennes pendant les émeutes de mai 1937 à Barcelone ou lorsqu'il s'est enfui d'Espagne avec la police à ses trousses le mois suivant (nous y reviendrons).

Tout cela m'est arrivé très précisément parce que je servais dans les milices du POUM et non dans le PSUC. Tant est grande la différence entre deux jeux d'initiales ! [HC, 237]

Pour expliquer ces différences entre partis politiques, Orwell rappelle d'abord le contexte politique général dans lequel la guerre civile avait commencé.

Au moment où la lutte se déclencha, le 18 juillet, il est probable que tout antifasciste en Europe sentit un frémissement d'espoir. Car ici enfin, manifestement, une démocratie affrontait bravement le fascisme ! Depuis des années, les pays soi-disant démocratiques avaient cédé devant le fascisme, à chaque pas. On avait permis aux Japonais de faire ce qu'ils voulaient en Mandchourie. Hitler était parvenu au pouvoir et s'était mis à massacrer ses adversaires politiques de toutes nuances. Mussolini avait bombardé les Abyssiniens, et cinquante-trois nations (si je ne me trompe) s'étaient contentées de faire un pieux tapage à la cantonade. Mais voici que, lorsque Franco tentait de renverser un gouvernement modérément de gauche, le peuple espagnol, contre toute attente, s'était dressé contre lui. Il semblait que ce fût – et c'était peut-être – le renversement de la marée. [HC, 237]

Mais le peuple espagnol ne s'était pas uniquement dressé contre Franco. Il avait entrepris, dans ce mouvement pour casser l'insurrection militaire, une transformation de fond en comble de la société.

La classe ouvrière espagnole, précise Orwell, ne résista pas à Franco au nom de la « démocratie » et du *statu quo* [...] ; sa résistance s'accompagna – on pourrait dire qu'elle fut faite – d'une insurrection révolutionnaire caractérisée. Les paysans saisirent la terre ; les syndicats saisirent beaucoup d'usines et la plus grande partie des moyens de transport [...]. Les églises

furent saccagées partout [...] parce qu'on avait parfaitement compris que l'Église espagnole était partie intégrante de la combine capitaliste. [HC, 238-241]

Pendant les premiers mois de la guerre, écrit-il, le véritable adversaire de Franco ne fut pas tant le gouvernement élu et légitime qu'il tentait de renverser par un coup d'État militaire, que les syndicats. Dès l'éclatement de la rébellion militaire, les ouvriers urbains organisés avaient répondu par l'appel à la grève générale et par la résistance armée, mettant en échec les forces franquistes dans les principales villes.

C'était là le genre d'effort que probablement seuls peuvent accomplir des gens convaincus qu'ils se battent pour quelque chose de mieux que le *statu quo* [...]. Il serait difficile de croire que les anarchistes et les socialistes, qui étaient l'âme et le nerf de la résistance, accomplissaient de tels exploits pour sauvegarder la démocratie capitaliste qui ne représentait rien de plus à leurs yeux, surtout à ceux des anarchistes, qu'un appareil centralisé d'escroquerie ! [...]. Ce qui avait eu lieu en Espagne, en réalité, ce n'était pas simplement une guerre civile, mais le commencement d'une révolution. C'est ce fait-là que la presse antifasciste à l'étranger avait pris tout spécialement à tâche de camoufler. Elle avait rétréci l'événement aux limites d'une lutte « fascisme contre démocratie » et en avait dissimulé, autant que possible, l'aspect révolutionnaire. [*idem*]

La raison principale de cette désinformation, dit-il, était la suivante :

À l'exception des petits groupements révolutionnaires qui existent dans tous les pays, le monde entier était résolu à empêcher la révolution en Espagne. Notamment le parti communiste, avec la Russie soviétique derrière lui, s'était jeté de tout son poids à l'encontre de la révolution [...]. Il est à peine besoin de souligner pourquoi ce fut cette ligne-là qu'adopta également l'opinion capitaliste « libérale ». Un énorme capital étranger était investi en Espagne. La Compagnie des Transports de Barcelone, par exemple, représentait dix millions de livres de capital anglais ; or les syndicats avaient saisi tous les transports en Catalogne. Si la révolution se poursuivait, il n'y aurait pas de dédommagement, ou très peu ; si la république capitaliste prévalait, il n'y aurait pas à craindre pour les investissements étrangers. [HC, 240]

Mais, somme toute, poursuit-il, il ne s'est agi que d'un commencement de révolution, de rien d'achevé.

Même au moment où les ouvriers [...] eurent le pouvoir de le faire, ils ne supprimèrent pas, ni ne changèrent complètement le gouvernement [...]. Le pays était dans un état transitoire susceptible soit de se développer dans le sens du socialisme, soit de redevenir une république capitaliste ordinaire. Les paysans étaient en possession de la plus grande partie de la terre et il était probable qu'ils la conserveraient, à moins que Franco ne triomphât. Toutes les grandes industries avaient été collectivisées et, en définitive, ou elles le demeureraient ou le capitalisme serait réintroduit, suivant que tel ou tel groupement prendrait le pouvoir [...]. [HC, 241-242]

Le diktat soviétique : « empêchez la révolution ou vous n'aurez pas d'armes » !

[Retour à la table des matières](#)

S'amorce ensuite un glissement général vers la droite, qui date d'octobre-novembre 1936 :

[Au] moment où l'URSS commença de fournir des armes au gouvernement et où le pouvoir commença à passer des anarchistes aux communistes. La Russie et le Mexique exceptés, aucun pays n'avait eu assez de respect humain pour venir au secours du gouvernement espagnol, et comme le Mexique, pour des raisons évidentes, ne pouvait fournir des armes en grande quantité, les Russes étaient donc en situation de dicter leurs conditions. On ne peut nier qu'elles furent en substance : « Empêchez la révolution, ou vous n'aurez pas d'armes », et que le premier coup porté aux éléments révolutionnaires, l'éviction du POUM de la Généralité de Catalogne, le fut sur les ordres de l'URSS. [HC, 243]

C'est en décembre 1936 que le POUM a été exclu du Conseil de la Généralité de Catalogne, à la suite d'une intervention personnelle du consul de l'Union soviétique à Barcelone, Vladimir Antonov-Ovssenko, et avec l'accord de la CNT. Il s'était vu interdire, un mois plus tôt, de participer à la Junte de défense de Madrid, à la suite d'une intervention du même type de l'ambassadeur de l'Union soviétique en Espagne, Marcel Rosenberg.

De minuscule qu'il était encore à la veille de la guerre civile, le Parti communiste espagnol va devenir, à la faveur de l'aide soviétique, la force politique la plus influente du pays.

À partir du moment où l'URSS commença d'intervenir, le triomphe du parti communiste fut assuré. En premier lieu, la gratitude envers la Russie pour les envois d'armes et le fait que le parti communiste, surtout depuis l'arrivée des brigades internationales, paraissait capable de gagner la guerre, accrurent considérablement son prestige. En second lieu, les armes russes étaient fournies par l'intermédiaire du parti communiste et des partis alliés, qui faisaient en sorte que le moins d'armes possible allât à leurs adversaires politiques. C'est pourquoi il y avait si peu d'armes sur le front d'Aragon, où les troupes étaient en majeure partie anarchistes. Jusqu'en 1937 – à l'exception de quelques avions qui étaient peut-être russes, mais ce n'est pas sûr – je n'ai vu qu'une arme russe : un seul et unique fusil-mitrailleur. En troisième lieu, se déclarer pour une politique non révolutionnaire donnait aux communistes la possibilité [...] par exemple, de rallier les paysans les plus riches sur la base de l'opposition à la politique de collectivisation des anarchistes. Les effectifs du parti s'accrurent énormément, et cela dans une large mesure par l'affluence de gens des classes moyennes. [HC, 243]

L'entrée en scène de l'Union soviétique et les conditions qu'elle imposait à l'octroi de son aide militaire modifiaient ainsi la donne : dès lors « la guerre fut essentiellement une lutte triangulaire. Il fallait continuer à se battre contre Franco, mais simultanément le gouvernement poursuivait un autre but : reconquérir tout le pouvoir que pouvaient encore détenir les syndicats », par la manière douce dans un premier temps, en invoquant les nécessités militaires et les risques de perdre la guerre, et plus tard par la force.

On mit obstacle au progrès de la collectivisation, on se débarrassa des comités locaux, on supprima les patrouilles d'ouvriers et l'on remit en exercice les forces de police d'avant-guerre, largement renforcées et puissamment armées ; et les diverses industries de base qui avaient été sous le contrôle des syndicats passèrent sous la direction du gouvernement [...] ; enfin, [...] les milices ouvrières levées sur la base des syndicats furent graduellement dissoutes et réparties dans la nouvelle armée populaire, armée [...] comportant des différences de soldes, une caste privilégiée d'officiers, etc. [...]. Ce qui avait paru être un État prolétarien se métamorphosait à vue d'oeil en République bourgeoise ordinaire [...]. [HC, 243-245]

Une description analogue de l'action du parti communiste dirigée contre le mouvement révolutionnaire est celle du sociologue, ex-militant communiste et ex-fonctionnaire du Komintern, Franz Borkenau, extraite d'un livre intitulé *The Spanish Cockpit* publié en 1937, dont Orwell estimait qu'il était le meilleur livre écrit jusqu'alors sur l'Espagne de la guerre civile :

Les communistes ne s'opposèrent pas seulement à la marée des socialisations, ils s'opposèrent à presque toute forme de socialisation. Ils ne s'opposèrent pas seulement à la collectivisation des lopins paysans, ils s'opposèrent avec succès à toute politique déterminée de distribution de la grande propriété terrienne. Ils ne s'opposèrent pas seulement, et à juste titre, aux idées puérides de l'abolition locale de l'argent, ils s'opposèrent au contrôle de l'État sur les marchés [...]. Ils ont non seulement tenté d'organiser une police active, mais montrèrent une préférence délibérée pour les forces de police de l'ancien régime tellement haïes par les masses. Ils ont non seulement brisé le pouvoir des comités, mais manifesté leur hostilité à toute forme de mouvement de masse, spontané, « incontrôlable ». Ils agissaient, en un mot, non avec l'objectif de transformer l'enthousiasme chaotique en enthousiasme discipliné mais avec comme but de substituer une action militaire et administrative disciplinée à l'action des masses et de s'en débarrasser complètement. [Borkenau, 1937, 291-292 (notre traduction)]

Dans *Les Communistes contre la révolution espagnole*, Julián Gorkin (Gómez de son vrai nom), qui fut l'un des principaux dirigeants du POUM, décrit ce même processus dans les termes suivants :

Staline, qui, au cours des années 1930, avait sacrifié en Russie plus de dix millions de petits propriétaires pour appliquer une terrifiante collectivisation forcée, obligea les communistes espagnols [...] à la liquidation des collectivités et des coopératives agraires, au nom du maintien ou du rétablissement de la propriété privée. Et ces mêmes communistes, qui en 1931 avaient préconisé la création des soviets au moment de la proclamation de la République, lorsque s'ouvrait le processus de la révolution démocratique, exigèrent la liquidation impitoyable des comités dans toute la zone républicaine, alors que nous assistions à une authentique révolution sociale. [Gorkin, 1978, 79]



Le gouvernement qui, sous l'injonction du fournisseur de l'aide militaire essentielle qu'est l'URSS, se livre au démantèlement des conquêtes révolutionnaires, est une coalition de partis ouvriers et de partis bourgeois, une alliance de Front populaire, qui « est essentiellement une alliance d'ennemis, dont il semble bien qu'elle ne puisse jamais se terminer autrement que par l'un des partenaires avalant l'autre » [HC, 245]. Dans un article intitulé « Spilling the Spanish Beans » (« Les Pieds dans le plat espagnol »), publié en 1937, Orwell décrit le Front populaire comme un hybride « ayant à peu près le même droit à l'existence qu'un porc à deux têtes ou quelque autre monstruosité du type de celles qui sont exhibées par le cirque Barnum and Bailey » [EAL, I, 343]. Le seul trait incongru, du moins à première vue, est qu'au sein de cette alliance « les communistes ne se trouvaient pas à l'extrême gauche, mais à l'extrême droite [...] ». En réalité, ce furent les communistes, plus que tous les autres, qui empêchèrent la révolution en Espagne. Et, un peu plus tard, quand les forces de l'aile droite furent pleinement au pouvoir, les communistes se montrèrent résolus à aller beaucoup plus loin que les libéraux dans la persécution des leaders révolutionnaires » [HC, 245-247].

Ceux qui sont ici désignés comme les « communistes », mais qu'il serait plus correct d'identifier comme « staliniens », sont, rappelons-le, les membres du Parti communiste espagnol (PCE) et, en Catalogne, les membres du Parti socialiste unifié de Catalogne (PSUC), né de la fusion en 1936 des partis socialiste et communiste catalans. Ailleurs en Espagne, malgré les efforts du Parti communiste espagnol pour y arriver, la fusion des partis socialiste et communiste n'a pas eu lieu. On a vu par contre se développer à l'intérieur du parti socialiste, qui porte le nom de Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), une aile gauche et une aile droite, cette dernière politiquement alignée sur le PCE.

Si on s'en tient à la Catalogne, qui a surtout retenu l'attention d'Orwell, trois organisations seulement comptaient : le Parti socialiste unifié de Catalogne (PSUC), le Parti ouvrier d'unification marxiste (POUM) et la Confédération nationale du travail avec sa fraction radicale, la Fédération anarchiste ibérique, (CNT-FAI).

La « ligne » du PSUC, qui fut prêchée dans le monde entier par la presse communiste et pro-communiste, était en gros la suivante : « Actuellement, une seule chose importe : gagner la guerre [...]. Par souci de l'effet utile, nous devons en finir avec le chaos révolutionnaire [...]. Quiconque tente

de transformer la guerre civile en révolution sociale fait le jeu des fascistes et, par le fait sinon par l'intention, est un traître. » [HC, 248-249]

À cette ligne du PSUC, s'oppose radicalement celle du POUM et de la CNT-FAI. Pour ces deux organisations, issues des orientations divergentes du marxisme et de l'anarchisme, mais que la politique stalinienne a eu pour effet de rapprocher, « se battre contre le fascisme au nom de la "démocratie" revient à se battre contre une forme du capitalisme au nom d'une autre, susceptible à tout instant de se transformer en la première », de sorte que la seule lutte cohérente contre le fascisme est la lutte pour la conquête du pouvoir ouvrier et que guerre et révolution ne peuvent être séparées [HC, 249-250].



On le sait, Orwell n'était pas membre du POUM même s'il combattait dans ses milices. Il n'était pas non plus « communiste » ; le Parti communiste de Grande Bretagne lui avait même refusé le laissez-passer qu'il sollicitait parce qu'il n'était pas considéré comme politiquement fiable, et il refusait par ailleurs de se définir comme marxiste. Il n'était venu en Espagne que pour se battre contre Franco aux côtés du peuple espagnol. Comme, pour lui, la seule chose qui importait au départ était de gagner la guerre, ses sympathies, pour des raisons purement pragmatiques, allaient alors plutôt vers le Parti communiste qui, fort de l'aide soviétique, apparaissait comme capable de relever le défi. « Malade d'inaction sur le front d'Aragon » en février 1937, il avait songé à demander d'être muté sur le front de Madrid et à se joindre ainsi aux brigades internationales dirigées par le Parti communiste. Orwell explique avec quelle liberté il avait pu exprimer ses opinions au sein du POUM, voire « critiquer énergiquement la ligne du parti ». On n'y faisait guère « la chasse à l'hérétique » et personne n'y était inquiet pour soutenir des opinions hétérodoxes. Il apprit par contre rapidement ce que pouvait signifier la liberté de débat pour les « communistes ».

En apparence, écrit Orwell, le désaccord entre le Parti communiste et le POUM se limitait à un désaccord de tactique, le POUM étant pour la révolution immédiate, le Parti communiste, non. Ce dernier prétendait que la politique du POUM divisait et affaiblissait les forces républicaines et compromettait le succès

de la guerre. Cela était matière à appréciation, poursuit Orwell et on aurait pu en discuter longuement.

Mais c'est à présent qu'intervient la tactique particulière des communistes. D'abord en tâtant le terrain avec précaution, puis bientôt sans plus aucune retenue, les communistes se mirent à affirmer que le POUM divisait les forces gouvernementales non par erreur de jugement, mais de propos délibéré. Ils déclarèrent que le POUM n'était rien qu'une bande de fascistes déguisés, à la solde de Franco et d'Hitler, faisant sciemment le jeu de la cause fasciste en poussant à une politique pseudo-révolutionnaire. Le POUM était une organisation « trotskyste » et la « cinquième colonne ²³ de Franco ». [HC, 253]

Il n'est pas inutile de préciser ici que, du point de vue du stalinisme, dans sa lutte impitoyable contre toute opposition, le « trotskisme » est non seulement rien d'autre qu'un délit, mais le pire des délits, et que l'accusation de « trotskisme » est la pire des accusations. Par la technique stalinienne bien connue de l'amalgame par ailleurs, cette accusation s'applique à tout opposant ou dissident et *a fortiori* à toute organisation ou toute personne soupçonnée d'opinions assimilées au trotskisme, ou qui ait pu adhérer à ce courant dans le passé, même si sa rupture depuis lors est sans équivoque. C'est ainsi que le POUM, dont certains des dirigeants avaient été des collaborateurs de Trotsky dans le passé mais qui avaient rompu avec lui et étaient devenus ses adversaires politiques, était désigné comme trotskyste par les staliniens, qui le combattaient avec la dernière énergie dans une honteuse campagne de diffamation, prélude d'une lutte à finir en vue de son éradication et de l'élimination physique de ses dirigeants et militants. Orwell décrit le caractère absurde et odieux de cette campagne de diffamation.

Cela impliquait que des milliers de gens de la classe ouvrière, y compris huit ou dix mille soldats en train de se geler dans les tranchées de première ligne, et des centaines d'étrangers venus en Espagne pour combattre le

²³ À partir des positions conquises dans les premiers jours du soulèvement militaire, le général Franco avait lancé quatre colonnes de militaires vers Madrid, trois à partir du nord, une à partir du sud. Il disait compter sur une cinquième colonne, constituée de ses partisans clandestins dans la ville restée sous le contrôle des forces républicaines. Par voie de généralisation, l'expression « cinquième colonne » signifie l'ensemble des partisans clandestins qu'une armée compte dans les rangs de l'adversaire.

fascisme en ayant souvent sacrifié pour cela famille, situation et nationalité n'étaient que des traîtres à la solde de l'ennemi. Et cette histoire fut répandue dans toute l'Espagne par voie d'affiches, et autres, et répétée à satiété dans la presse communiste et pro-communiste du monde entier [...]. Ainsi donc, voilà ce que nous étions aux dires des communistes : des trotskystes, des fascistes, des traîtres, des assassins, des lâches, des espions, etc. [...]. Imaginez tout l'odieux de voir un jeune Espagnol de quinze ans ramené du front sur une civière, de voir, émergeant des couvertures, son visage exsangue, hébété, et de penser que des messieurs tirés à quatre épingles sont, à Londres et à Paris, tranquillement en train d'écrire des brochures pour prouver que ce petit gars est un fasciste déguisé. L'un des traits les plus abominables de la guerre, c'est que toute la propagande de guerre, les hurlements et les mensonges et la haine, tout cela est invariablement l'oeuvre de gens qui ne se battent pas. Les miliciens du PSUC que j'ai connus au front, les communistes des brigades internationales qu'il m'est arrivé de rencontrer, ne m'ont jamais, ni les uns ni les autres, appelé trotskyste ou traître ; ils laissaient cela aux journalistes de l'arrière. [HC, 253-254]

L'inimitié entre partis politiques qui l'ennuyait et qui jusqu'alors lui était apparue comme un futile « chamaillis domestique » se révélait dès lors comme une divergence inconciliable de portée internationale. L'attitude purement militaire face à la guerre devenait impossible.

Je me rendais compte que les communistes et libéraux se refusaient à laisser progresser la révolution ; je ne me rendais pas compte qu'ils pouvaient être capables de la faire régresser [...]. Le mot d'ordre si souvent répété : « la guerre d'abord, la révolution après », pouvait bien être pieusement tenu pour article de foi par le milicien moyen du PSUC [...], ce mot d'ordre n'en était pas moins de la poudre jetée aux yeux. Ce à quoi travaillaient les communistes, ce n'était pas à ajourner la révolution espagnole jusqu'à un moment plus propice, mais à prendre tous les moyens pour qu'elle n'ait jamais lieu. Cela devenait de plus en plus évident au fur et à mesure que le temps passait, que de plus en plus de pouvoir était arraché des mains de la classe ouvrière, et que de plus en plus de révolutionnaires de toutes nuances étaient jetés en prison. Tout se faisait au nom de la nécessité militaire, parce que c'était là un prétexte pour ainsi dire « tout fait », qui permettait de ramener les ouvriers en arrière, d'une position avantageuse à une position d'où, la guerre finie, il leur serait impossible d'opposer de la résistance à la réintroduction du capitalisme. Comprenez bien [...] qu'en parlant ainsi, ce n'est pas contre les communistes de la ba-

se, et encore moins contre les milliers de communistes qui moururent héroïquement pour la défense de Madrid, que j'en ai. Mais ce n'était pas eux qui dirigeaient la politique de leur parti. [HC, 256-257]

Même si la révolution devait être renversée, il fallait néanmoins tout mettre en oeuvre pour gagner la guerre :

[Mais,] en dernier lieu et à la longue, j'en vins à douter que la politique communiste menât à la victoire [...]. Afin d'entraver toute tendance révolutionnaire et de rendre la guerre aussi semblable que possible à une guerre ordinaire, il fallut forcément que les communistes laissent se perdre des occasions stratégiques qui existaient. J'ai décrit notre armement, ou plutôt notre manque d'armement sur le front d'Aragon [...]. Dans les milices du POUM, le manque de fusils était tel que les troupes fraîches étaient toujours obligées, à leur arrivée au front, d'emprunter ceux des unités qu'elles relevaient [...]. Il ne fait guère de doute que les communistes retinrent délibérément les armes de crainte qu'il n'en allât trop aux mains des anarchistes qui, ultérieurement, s'en serviraient pour atteindre un but révolutionnaire ; en conséquence la grande offensive d'Aragon qui eût obligé Franco à se retirer de Bilbao, et peut-être de Madrid, ne fut jamais déclenchée. Ce qui fut beaucoup plus grave, c'est qu'une fois la guerre rétrécie aux limites d'une « guerre pour la démocratie », il devenait impossible de faire aucun appel sur une vaste échelle à l'aide de la classe ouvrière des autres pays [...]. Si, ayant derrière eux l'immense prestige de la Russie soviétique, ils avaient fait appel aux ouvriers de tous les pays, non pas au nom de « l'Espagne démocratique », mais au nom de « l'Espagne révolutionnaire », comment croire qu'ils n'eussent pas été entendus ? [HC, 20 et 257-259]

Le soulèvement de mai 1937 à Barcelone...

[Retour à la table des matières](#)

Orwell quitte le front d'Aragon le 25 avril 1937 pour une première permission depuis son arrivée début janvier, trois mois et demi plus tôt. Il arrive à Barcelone le lendemain où il rejoint sa femme, en principe pour quinze jours de repos. Il subit un choc en trouvant une Barcelone entièrement différente de la Barcelone

révolutionnaire qu'il avait découverte à son arrivée en Espagne. Alors que rien n'avait encore changé en Aragon à la suite des mesures entreprises par le gouvernement de Largo Caballero pour démanteler les conquêtes révolutionnaires et reconstruire l'État bourgeois, le processus avait produit ses effets tangibles ailleurs en Espagne comme en témoignait Barcelone.

L'atmosphère révolutionnaire avait disparu [...]. Les choses étaient revenues en arrière [...]. Barcelone était à nouveau une ville ordinaire [...] sans nul signe de la prédominance de la classe ouvrière [...]. Le changement d'aspect des foules était saisissant. L'uniforme des milices et les salopettes bleues avaient presque disparu ; tout le monde semblait porter les élégants complets d'été qui sont la spécialité des tailleurs espagnols [...]. La ville regorgeait d'officiers de l'armée populaire récemment créée [...]. L'habituelle division de la société en riches et pauvres, en classe supérieure et classe inférieure s'affirmait de nouveau [...]. Les restaurants et les hôtels élégants étaient remplis de gens riches qui dévoraient des repas coûteux, tandis que la population ouvrière se trouvait devant une hausse considérable du prix des denrées alimentaires, sans recevoir aucune augmentation de salaire y correspondant [...]. Naguère, dans Barcelone, j'avais été frappé par l'absence de mendiants ; ils étaient légion à présent [...]. Les garçons de restaurant avaient réintégré leurs chemises empestées et les chefs de rayon courbaient l'échine comme à l'accoutumée [...] De façon détournée et à la dérobée, on revenait à l'usage du pourboire [...]. L'ordre avait été donné aux patrouilles d'ouvriers de se dissoudre, et de nouveau l'on voyait dans les rues les forces de police d'avant-guerre. Il en résultait, entre autres choses, que les bordels de première classe, dont beaucoup avaient été fermés par les patrouilles d'ouvriers, avaient immédiatement rouvert [...]. [HC, 115-123]

Malgré ces changements radicaux dans les rapports sociaux, la Catalogne demeure alors le principal bastion de la résistance révolutionnaire de toute l'Espagne, le lieu où les conquêtes révolutionnaires sont les mieux préservées et où les ouvriers n'ont pas été désarmés. C'est aussi le lieu où les forces stalinien-nes, c'est-à-dire le PSUC, sont les plus déterminées à monter à l'assaut de ce bastion de résistance. La tension ne cesse d'augmenter. La tentative des forces gouvernementales de reprendre aux miliciens de la CNT le contrôle des postes frontaliers avec la France qu'ils détiennent depuis le putsch franquiste de juillet 1936 provoque des heurts et l'assassinat d'un dirigeant de l'UGT dont le PSUC prend prétexte pour organiser une démonstration de force annonciatrice d'un affronte-

ment inévitable. La tension monte d'un autre cran lorsqu'est prononcé le décret gouvernemental interdisant la possession de toute arme par des particuliers et ordonnant leur remise aux autorités, au moment où le gouvernement reconstitue une force de police dont doivent être exclus les membres des syndicats. Il est clair que ce désarmement ne pourra être réalisé que par la force.

Tout le monde comprit clairement la signification de telles mesures et que, de toute évidence, le prochain coup consisterait à prendre possession de quelques-unes des industries de base contrôlées par la CNT. Ajoutez à cela le ressentiment accumulé dans la classe ouvrière du fait du contraste croissant de richesse et de pauvreté, et le vague sentiment général que la révolution avait été sabotée. [HC, 264]

L'étincelle qui met le feu aux poudres est l'intervention policière armée, le 3 mai 1937, à la Centrale téléphonique, la Compañía Telefónica Nacional de España, entreprise qui appartient à l'International Telephone and Telegraph des États-Unis, et que les ouvriers de la CNT ont saisie en juillet 1936. Cette intervention, dirigée par le chef de police Eusebio Rodríguez Salas, membre du PSUC, avait pour objectif d'arracher des mains de la CNT le contrôle de la Telefónica en alléguant que ses services étaient déficients et que les communications officielles y étaient interceptées. Simultanément, des détachements de gardes civils avaient occupé d'autres immeubles en des points stratégiques de la ville, donnant lieu du 3 au 7 mai à d'intenses affrontements et bouleversements qui auront une incidence déterminante sur l'évolution de la situation politique.

Tout le monde crut que c'était là le signal d'une attaque générale de la CNT par les gardes civils et le PSUC [...]. Le bruit courut dans toute la ville qu'on attaquait les locaux de la classe ouvrière, des anarchistes armés descendirent dans la rue, le travail s'arrêta et la lutte s'engagea immédiatement. Cette nuit-là et le lendemain matin l'on construisit par toute la ville des barricades, et la lutte se poursuivit sans trêve jusqu'au matin du 6 mai. [HC, 263-264]

Surpris au milieu des premiers échanges de coups de feu alors qu'il marchait sur les Ramblas ²⁴, Orwell, qui profitait jusque là paisiblement de sa permission à

²⁴ L'artère la plus animée de Barcelone, « la Rambla », est en fait une suite continue de Ramblas (de Canaletes, dels Estudis, de Sant Josep, dels Caput-

Barcelone, s'était immédiatement rendu au local du POUM dans le même quartier. On l'avait assigné à un poste de surveillance de ce local, situé sur le toit d'un édifice lui faisant face. C'est là qu'il fut à plusieurs reprises la cible des tirs de militants du PSUC, tirs qui ratèrent heureusement leur cible, grâce, ironise-t-il, à la légendaire piètre qualité du tir des Espagnols. Il a été non seulement un témoin oculaire de première ligne des événements, mais y a participé en tant que combattant du POUM.

Il est important de préciser, comme le souligne Orwell, que le mouvement de masse déclenché par l'intervention du 3 mai a été un mouvement de résistance purement spontané, sans appel des directions ouvrières, une lutte essentiellement défensive sans direction générale ni plan déterminé, animée par la seule volonté populaire de conserver le contrôle de la Telefónica et de désarmer les gardes civils. « Les gens du peuple descendirent dans la rue et leurs leaders politiques suivirent à contrecœur, ou ne suivirent pas du tout. » [HC, 266] Débordés par ce mouvement, les dirigeants de la CNT « désavouèrent dès le début toute l'affaire » et se joignirent à ceux de l'UGT pour inciter au cessez le feu et à la reprise du travail [*idem*]. Cette attitude était en somme la conséquence de leur décision, prise au mois de novembre précédent, de participer au gouvernement central et à celui de Catalogne, de collaborer à des gouvernements de Front populaire dont ils ne pouvaient par la suite que soutenir la volonté d'arracher aux travailleurs ce qui leur restait de pouvoir. Pourtant, écrit le militant et historien du POUM, Victor Alba, « si la CNT s'était lancée à la conquête du pouvoir en Catalogne (elle aurait pu le prendre en moins de vingt-quatre heures, si elle l'avait voulu), la situation aurait changé dans le reste de la zone républicaine » [1975, 266]. Quant aux dirigeants du POUM, ils n'ont pas désavoué la résistance, mais « eurent une attitude pleine d'hésitation. Ils n'avaient jamais été pour une insurrection tant que ne serait pas gagnée la guerre contre Franco [...]. Tout en lançant des mots d'ordre révolutionnaires sur "le réveil de l'esprit du 19 juillet", etc., ils firent tout leur possible pour limiter l'action des ouvriers à la défensive [...]. La responsabilité du POUM se borne à avoir engagé tout le monde à rester sur les barricades » [HC, 268]. En somme, les dirigeants du POUM se sont alignés sur la CNT, refusant de prendre le risque de s'en isoler en tentant de la déborder. Ils enjoignaient leurs

xins, de Santa Monica) qui s'étend de la Place de Catalogne au nord, où se trouve la Telefónica, jusqu'au port de Barcelone au sud.

militants de soutenir la CNT, mais de ne pas tirer à moins qu'on ait tiré sur eux ou que les locaux du POUM ne soient attaqués.

Le 7 mai, six mille gardes d'assaut arrivent de Valence, où siège depuis l'automne 1936 le gouvernement central en fuite de Madrid, pour réprimer le soulèvement. Le gouvernement donne l'ordre de rendre toutes les armes, à l'exception de celles qui sont détenues par les forces régulières. Les cinq jours de soulèvement se soldent par 400 morts et 1 000 blessés, mais aussi par l'écrasement définitif de la révolution. Ils serviront de prétexte à la suppression de l'autonomie de la Catalogne qui sera placée sous l'autorité directe du gouvernement central, à la dissolution définitive des milices, au remplacement du gouvernement de Largo Caballero par le gouvernement droitier de Juan Negrín, à la suppression du POUM et à l'élimination physique de nombre de dirigeants révolutionnaires. Nous y reviendrons.

... La thèse stalinienne d'un complot fasciste

[Retour à la table des matières](#)

Après ce compte rendu des événements de mai 1937 à Barcelone qu'il s'est efforcé de rendre le plus objectif possible, Orwell met néanmoins ses lecteurs en garde contre sa propre partialité et les inévitables erreurs de fait qu'il peut avoir commises, en précisant que personne ne peut jamais être absolument objectif à propos d'une question de ce genre. Et ce compte rendu, dit-il, diffère totalement de celui qu'en ont donné les journaux, plus particulièrement la presse communiste.

Dans la presse communiste et pro-communiste, toute la responsabilité des troubles de Barcelone fut rejetée sur le POUM. L'affaire fut présentée non comme une émeute spontanée, mais comme une insurrection préméditée et préparée contre le gouvernement, et fomentée uniquement par le POUM avec l'aide d'un petit nombre d'« incontrôlables » abusés. Qui plus est, ce fut finalement un complot fasciste, mis à exécution d'après des ordres fascistes, et destiné à déclencher à l'arrière une guerre civile et à paralyser le gouvernement. [HC, 273-274]

Cette version des faits est dénuée de crédibilité, écrit Orwell. Organisation politique sans base dans les syndicats, le POUM n'avait ni l'importance numérique, ni l'influence nécessaire pour ordonner une grève générale et fomenter une insurrection. Par ailleurs, le prétendu complot fasciste se fondait sur une affirmation qui n'a jamais été vérifiée, à l'effet que des troupes allemandes et italiennes allaient débarquer en Catalogne. Enfin, si le POUM avait été de connivence avec les fascistes, il aurait pu depuis longtemps donner l'ordre à ses milices de quitter le front, ce dont il n'a jamais été question. Nul signe non plus des quantités d'armes que le POUM aurait possédées et cachées, mais qui n'ont pas été trouvées après que le POUM ait été supprimé. Tout aussi dénuée de fondement est l'accusation générale portée contre le POUM d'être une organisation fasciste secrète à la solde de Franco et d'Hitler.

Cette accusation a été mille fois répétée dans la presse communiste, surtout à partir du début de 1937. Cela faisait partie de la chasse mondiale que le parti communiste officiel menait contre le « trotskisme », dont le POUM, à l'en croire, était sensé être le représentant en Espagne [...]. Ce qui est à remarquer dès le début, c'est qu'aucune preuve ne fut jamais fournie à l'appui de cette accusation ; on se contenta d'affirmer la chose sur un ton d'autorité. Et l'attaque fut menée tant qu'on put à coups de diffamations personnelles, et avec une totale insouciance des répercussions que cela pourrait avoir sur le cours de la guerre [...]. [HC, 284-285]

Sans doute, dans la mesure où il préconisait la révolution mondiale et rejetait la prétention stalinienne de la construction du socialisme dans un seul pays, en l'occurrence l'URSS, le POUM pouvait-il être identifié au trotskisme, dont l'axe de la révolution mondiale constitue l'ossature programmatique. Mais, souligne Orwell, le POUM n'avait aucun lien ni avec Trotsky, ni avec l'organisation trotskyste, pas plus que Trotsky et l'organisation trotskyste ne pouvaient être soupçonnés de liens avec le fascisme. Andrés (Andreu en catalan) Nin, qui était le principal dirigeant du POUM depuis le début de la guerre civile, avait été secrétaire de Trotsky dans les années 1920, mais il avait rompu avec lui, et Trotsky était un virulent critique de la politique du POUM, plus précisément de sa participation aux alliances de Front populaire du gouvernement central et de celui de la Catalogne. Il va sans dire que le seul fait que Nin ait été dans le passé un proche collaborateur de Trotsky suffisait à « démontrer », qu'il l'était toujours, sous une forme déguisée. Le fait que le POUM ait dénoncé les procès de Moscou ne pouvait aux

yeux des staliniens que confirmer cette prétention. Les anarchistes, quant à eux, s'étaient abstenus de le faire, considérant les procès comme une querelle à l'intérieur de la « famille marxiste » et refusant d'y voir un avertissement [Alba, 1975, 195]. Aux yeux des staliniens :

[...] l'organisation trotskyste tout entière n'est qu'un vaste appareil d'espionnage fasciste [...]. Qualifier quelqu'un de trotskyste revient, ou peu s'en faut, à le qualifier d'assassin, d'agent provocateur [...]. La tactique des communistes à l'égard des opposants politiques, qui consiste à utiliser des accusations forgées de toutes pièces, n'est nullement une nouveauté. Aujourd'hui, le mot-clé est « trotskyste-fasciste » ; il était hier « social-fasciste ». Il y a à peine six ou sept ans, les grands procès d'État russes « prouvaient » que les dirigeants de la IIe Internationale, y compris, par exemple, Léon Blum et des membres éminents du parti travailliste anglais, ourdissaient un complot monstre en vue de l'invasion militaire de l'URSS. [HC, 292-293]

L'accusation portée contre le POUM, poursuit Orwell, n'avait aucun sens et l'histoire du POUM lui supprimait toute crédibilité.

Les leaders du POUM avaient tous derrière eux un passé révolutionnaire. Certains avaient pris part au soulèvement de 1934 et la plupart d'entre eux avaient été emprisonnés pour leurs activités socialistes sous le gouvernement Lerroux²⁵ ou sous la monarchie. En 1936, le leader du POUM à cette époque, Joaquín Maurín, avait été l'un des députés qui, aux Cortès, avertirent de la rébellion imminente de Franco. Peu de temps après le déclenchement de la guerre, il fut fait prisonnier²⁶ par les fascistes alors qu'il tentait d'organiser la résistance face à Franco. Quand la rébellion éclata, le POUM joua un rôle marquant dans la résistance, et à Madrid, en particulier, un grand nombre de ses membres furent tués dans les combats de rues. Il fut l'un des premiers groupements à former des colon-

²⁵ Alejandro Lerroux, chef du parti radical, a dirigé les gouvernements de droite au cours de la période de deux ans connue comme le *bienio negro* de la fin de 1933 jusqu'aux élections de février 1936 qui ont porté au pouvoir le gouvernement de Front populaire. Voir la section intitulée « 1931-1936 : De la proclamation de la République à la victoire du Front populaire », page 26.

²⁶ Contrairement à ce qui avait été cru au début de la guerre civile, Maurín n'avait pas été exécuté. Détenu dans diverses prisons par le régime franquiste, il fut mis en liberté surveillée en 1946 et réussit à s'évader en France en 1947. Il mourut aux États-Unis en 1973. [Alba, 1975, 343-346]

nes de miliciens en Catalogne et à Madrid ²⁷. Comment serait-il possible d'expliquer tout cela comme les actes d'un parti à la solde des fascistes ! Un parti à la solde des fascistes eût tout simplement rejoint l'autre camp. [HC, 286]

Non seulement, écrit Orwell, ses militants n'ont-ils pas changé de camp alors qu'il aurait toujours été en leur pouvoir de le faire, mais ils n'ont cessé de se battre avec la même détermination, y compris après la suppression du POUM en tant que parti politique, en participant, en particulier, à la bataille meurtrière de Huesca ²⁸ en juin 1937, dans laquelle plusieurs milliers de combattants trouvèrent la mort.

Insoutenable quant au fond, l'accusation contre le POUM l'était tout autant quant à sa portée.

La nature même de l'accusation impliquait la participation de tous au complot. Celle des simples membres et des miliciens aussi bien que celle des leaders [...]. Au moment de la suppression du POUM, la police clandestine contrôlée par les communistes agit conformément à l'hypothèse que tous fussent pareillement coupables, et elle arrêta tous ceux, ayant quelque lien avec le POUM, sur qui elle put mettre la main, y compris les blessés, les infirmières, les femmes des membres du POUM et, dans quelques cas, les enfants. [HC, 288]

²⁷ Voir en particulier *Ma guerre d'Espagne à moi* de Mika Etchebéhère, publié à Paris en 1976 par les Éditions Denoël. Venus d'Argentine, Mika Etchebéhère et son mari Hipólito, se sont joints aux milices du POUM dès le déclenchement de la guerre civile. Après la mort d'Hipólito, tué un mois plus tard lors de la bataille de Sigüenza, Mika a été élue par les miliciens aux commandes de la compagnie qui avait jusque-là été dirigée par son mari. Cette compagnie a acquis une réputation de combattants d'élite sur des fronts stratégiques de première importance dans la défense de Madrid. En juin 1938, elle a été renvoyée à l'arrière comme toutes les femmes combattantes, conformément à la politique de l'armée « populaire ». Ayant échappé aux troupes franquistes entrées à Madrid en mars 1939, elle s'est réfugiée en France où elle est morte en 1992.

²⁸ Le POUM a été supprimé le 16 juin 1937 ; la bataille de Huesca a eu lieu du 12 au 21 juin.

GEORGE ORWELL,
DE LA GUERRE CIVILE ESPAGNOLE À 1984

Chapitre 3

L'Espagne de la guerre civile : théâtre de la terreur stalinienne

[Retour à la table des matières](#)

Dès le lendemain des événements de mai 1937 à Barcelone, le parti communiste met toutes ses forces à réclamer le châtimeut des « trotskystes ». Il trouve en cela un regrettable appui de la part des milices anarchistes de Madrid qui déclarent, dans leur organe *Frente libertario* :

Ceux qui se rebellent [...] contre le gouvernement élu par le peuple [...] sont des complices d'Hitler, de Mussolini et de Franco ; il faut les traiter inexorablement. [cité par Broué et Témime, 1961, 267]

La répression qui s'annonce les vise pourtant tout autant que les socialistes de gauche et les membres du POUM. Déjà, cinq mois plus tôt en décembre 1936, au lendemain de l'expulsion du POUM du Conseil de la Généralité de Catalogne, la *Pravda*²⁹ de Moscou écrivait :

En Catalogne, l'élimination des trotskystes et des anarchosyndicalistes a commencé ; elle sera menée à terme avec la même énergie qu'elle l'a été en URSS. [cité par Alba, 1975, 243-244]

²⁹ La *Pravda* est le quotidien publié par le Comité central du parti communiste de l'URSS. Le mot russe « pravda » se traduit en français par « vérité » !

Sur le même ton, le secrétaire général du parti communiste, José Diaz, somme le ministre de l'Intérieur de frapper les « incontrôlables » ou de démissionner. « La cinquième colonne est démasquée, s'écrie-t-il, ce qu'il faut, c'est l'anéantir ! » [Broué et Témime, 1961, 267] Et pour mener l'opération à terme, il ne faut reculer devant rien : « Mieux vaut condamner cent innocents que d'absoudre un seul coupable », déclare la présidente du parti communiste, Dolores Ibárruri, celle qu'on a appelée « la Pasionaria ³⁰ » [cité par Alba, 1975, 348]. Mais le gouvernement de Largo Caballero refuse de se soumettre à ce qu'il appelle les mesures de répression auxquelles l'incite le Komintern, expliquant qu'un gouvernement composé d'une majorité de représentants du mouvement ouvrier ne peut utiliser les méthodes qui sont l'apanage de gouvernements réactionnaires et des tendances fascistes et que, militant d'organisations ouvrières longtemps persécutées, il se refuse à dissoudre quelque organisation ouvrière que ce soit. Quelques jours plus tard, sous le poids des conseillers soviétiques, Largo Caballero est forcé de démissionner. Il est remplacé par le « socialiste de droite » favorisé par le parti communiste, Juan Negrín, qui forme le nouveau gouvernement auquel la CNT et la CGT refusent de participer ³¹. Grand bourgeois, défenseur inconditionnel de la propriété capitaliste et adversaire résolu de la collectivisation, il ne se considère pas comme un représentant de la classe ouvrière [Broué et Témime, 1961, 271-272]. Il agira d'ailleurs en conséquence.

³⁰ Parmi les autres « Mieux vaut » célèbres de cette « Pasionaria », mentionnons ceux-ci : « Mieux vaut être la veuve d'un héros que la femme d'un lâche » et « Mieux vaut mourir debout que de vivre à genoux » [Broué et Témime, 1961, 224]. Le surnom « Pasionaria », synonyme de « passiflore » ou « fleur de la Passion », lui est venu du nom de plume sous lequel elle avait signé en 1918 un article dans un journal ouvrier du Pays basque dont elle est originaire.

³¹ Les partis qui forment ce gouvernement sont : la Gauche républicaine, l'Union républicaine, l'Esquerra catalane, le Parti nationaliste basque, le Parti socialiste ouvrier espagnol, le Parti communiste espagnol, et le Parti socialiste unifié de Catalogne [Bolloten, 1991, 483].

Suppression du POUM, de ses dirigeants, militants et sympathisants

[Retour à la table des matières](#)

L'un des premiers actes du gouvernement Negrín est la suppression du POUM et l'arrestation des membres de son comité exécutif et de ses militants en commençant par son principal dirigeant, Andrés Nin.

Le 15 juin ³² la police avait brusquement arrêté Andrés Nin dans son bureau, et le même soir avait fait irruption à l'hôtel Falcón ³³ et arrêté toutes les personnes qui s'y trouvaient, des miliciens en permission pour la plupart. L'endroit avait été sur-le-champ converti en prison qui, en un rien de temps, regorgea de prisonniers de toutes sortes. Le lendemain le POUM avait été déclaré organisation illégale et tous ses bureaux, librairies, sanatoriums, centres de Secours rouge, etc., avaient été saisis. Et pendant ce temps la police arrêtait tous ceux sur qui elle pouvait mettre la main qui étaient connus comme ayant quelque chose à voir avec le POUM. En l'espace d'un jour ou deux, les quarante membres du comité exécutif furent tous, ou presque tous, incarcérés. Peut-être, en se cachant, un ou deux d'entre eux avaient-ils réussi à échapper, mais la police adopta un procédé [...] qui consistait, quand un homme disparaissait, à arrêter sa femme en otage [...]. Manifestement la suppression du POUM était avec effet rétroactif : le POUM étant à présent illégal, c'était enfreindre la loi que d'y avoir auparavant appartenu. [HC, 200-201]

Une fois le comité exécutif du POUM jeté en prison, écrit Orwell, la presse communiste espagnole, répercutée dans le monde entier par des journaux de même allégeance politique, fabriqua la nouvelle suivante de la prétendue découverte d'un complot fasciste monstre :

À la suite de l'arrestation d'un grand nombre de dirigeants trotskystes à Barcelone et ailleurs [...] on a appris [...]. les détails d'une des plus abo-

³² En réalité le 16 juin, selon les autres témoignages, dont celui de Julián Gorkin, lui-même arrêté ce jour-là parmi les dirigeants du POUM.

³³ Hôtel de Barcelone qui avait été saisi par le POUM et qui servait de lieu d'accueil en particulier aux miliciens en permission.

minables affaires d'espionnage qui se soient jamais vues en temps de guerre, et eu révélation de la plus vile trahison trotskyste jusqu'à ce jour [...]. Les documents qui sont en la possession de la police, ainsi que les aveux complets de pas moins de deux cents personnes mises en état d'arrestation, prouvent [...] que les leaders du POUM communiquaient par radio au général Franco des secrets militaires, qu'ils étaient en rapport avec Berlin et agissaient en collaboration avec l'organisation fasciste clandestine de Madrid [...]. [extraits du journal britannique *Daily Worker* ³⁴ du 21 juin 1937, cités dans HC, 288]

Avec une similitude de termes à s'y tromper, la propagande stalinienne du Parti communiste français déversait le même fiel et répercutait les mêmes mensonges dans des articles signés par Georges Soria, publiés dans l'*Humanité* des 20 juin et 25 octobre 1937 [reproduits par Solano (1999) 2002, 261-265] ³⁵. Ces accusations, qui étaient des faux grossiers, n'ont jamais été officiellement formulées par la suite ; jamais non plus ne fut produite quelque preuve des prétendus « aveux » des centaines de personnes arrêtées. À l'exception des ministres du parti communiste, écrit Orwell, les membres du gouvernement espagnol se sont refusé à donner foi aux accusations portées contre le POUM et se sont prononcés en faveur de la libération des prisonniers politiques antifascistes, invoquant leurs inattaquables dossiers de militants révolutionnaires.

Dès son arrestation, Nin avait disparu, ce que le gouvernement devait finalement reconnaître plusieurs semaines plus tard, enjoint de faire la vérité sur ce qui apparaissait comme une liquidation policière sommaire. Peu après sa nomination, le juge d'instruction mandaté par le ministre de la Justice pour enquêter sur cette disparition échappe de justesse à une tentative d'enlèvement par la police, ce qui entraîne la révocation du directeur général de la Sûreté, Antonio Ortega, membre du parti communiste, mais Nin n'est toujours pas retrouvé. Cette affaire a un grand retentissement, non seulement en Espagne, mais à travers le monde où Nin est connu dans le mouvement ouvrier en tant qu'ancien secrétaire de la CNT et de

³⁴ Le *Daily Worker* reflétait les opinions et la position politique du Parti communiste de Grande-Bretagne. Il a été publié de 1930 à 1966, puis absorbé par le *Morning Star* [Orwell, 2003, 258, n. 1].

³⁵ Ces articles ont d'abord été reproduits par Pierre Broué dans le numéro 3 (juillet-septembre 1979) des *Cahiers Léon Trotsky*, publiés à Paris par l'Institut Léon Trotsky, pages 232-235.

l'Internationale syndicale rouge ³⁶. Le POUM déploie une intense activité pour solliciter des appuis. De nombreux militants étrangers y participent, parmi lesquels John McNair, ami personnel de George Orwell, qui a été le représentant de l'Independent Labour Party d'Angleterre à Barcelone jusqu'à son départ précipité pour la France en même temps qu'Orwell à la fin de juin 1937, Victor Serge ³⁷ dont le prestige parmi les écrivains lui permet de recueillir de nombreuses signatures et d'organiser des protestations collectives d'intellectuels [Alba, 1975, 318-319] et Willy Brandt, futur chancelier de la République fédérale d'Allemagne de 1969 à 1974, alors militant du SAP (Sozialistische Arbeiterpartei), parti frère du POUM et de l'ILP.

De nombreux organismes interviennent pour demander des comptes. Trois délégations internationales se rendent en Espagne, les deux premières en août 1937, la deuxième en décembre, pour faire enquête sur les accusations lancées contre le POUM et sur la disparition d'Andrés Nin. Le président du Conseil, Juan Negrín, refuse de les recevoir. Les ministres de la Défense nationale, de la Justice et de l'Intérieur, ainsi que le procureur général, rencontrés par la délégation dirigée par le parlementaire britannique et président de l'ILP, James Maxton, venue en août, répondent tous qu'ils se refusent à croire que les dirigeants du POUM ont été coupables d'espionnage.

Ce qui est très grave, déclare le ministre de la Défense nationale, c'est que l'arrestation des dirigeants du POUM n'a pas été décidée par le gouvernement ; c'est de sa propre autorité que la police a procédé à ces arrestations. Les responsables ne sont pas ceux qui sont à la tête de la police,

³⁶ Fondée en 1921 sous l'impulsion de l'Internationale communiste.

³⁷ Victor Serge, de son vrai nom Victor Lvovitch Kibaltchitch, est né en Belgique de parents réfugiés politiques russes. Il a adhéré au POUM en 1937 après un long parcours qui l'a mené de l'Espagne, où il avait milité à la CNT, à la Russie de 1917 où il a, entre autres, participé à la direction de l'Internationale communiste. Ayant adhéré à l'Opposition de gauche, il a été arrêté en 1926, libéré en 1928, arrêté de nouveau sans mandat en 1933 et déporté à Orenbourg sur l'Oural, puis libéré en 1936, date où il a réussi à quitter l'URSS pour regagner la Belgique et la France, grâce à une campagne internationale menée par la gauche occidentale non stalinienne et de nombreux intellectuels, dont les écrivains André Gide et André Breton. Pendant la guerre civile espagnole, il était correspondant du POUM à Paris.

mais leur entourage que, selon leur tactique habituelle, les communistes ont noyauté. [HC, 289]

Pour sa part, le ministre de la Justice déclare que la police est devenue « quasi indépendante » et qu'elle est en réalité sous le contrôle d'éléments communistes étrangers. À mots couverts, le ministre de la Défense nationale « fit comprendre à la délégation que le gouvernement ne pouvait se permettre de mécontenter le parti communiste au moment où les Russes fournissaient les armes » [*idem*]. La délégation dirigée par le parlementaire britannique et membre de l'ILP, John McGovern, et par le professeur Félicien Challaye de la Sorbonne reçoit des témoignages analogues, par exemple, celui du ministre de l'Intérieur : « Nous avons reçu l'aide de la Russie et nous avons dû permettre certains actes qui ne nous plaisaient pas. » [HC, 290] Comme preuve de la « quasi indépendance » de la police, la délégation se voit refuser l'accès à une des « prisons clandestines » entretenues à Barcelone par le parti communiste, en dépit d'un ordre signé à cet effet par le ministre de la Justice [*idem*]. Visitant par ailleurs la grande prison de Barcelone qu'est le *Cárcel modelo*, la commission d'enquête McGovern-Challaye y est accueillie par cinq cents prisonniers chantant l'Internationale [Broué et Témime, 1961, 278].



L'hypothèse de l'enlèvement de Nin et de son assassinat par les services secrets de la police soviétique, le NKVD ³⁸, a d'abord été confirmée par les révélations de Jesús Hernández, membre du Parti communiste espagnol et de l'Exécutif du Komintern, qui après avoir été ministre dans les gouvernements de Front populaire de Francisco Largo Caballero et Juan Negrín de 1936 à 1939 et joué un rôle déterminant d'intermédiaire entre le gouvernement espagnol et l'Union soviétique, s'était réfugié en URSS à la fin de la guerre civile d'où on l'envoya au Mexique en 1942 avec le mandat d'y réorganiser le parti communiste espagnol en

³⁸ Les services de sécurité et de renseignement russes, puis soviétiques, ont pris successivement, avec des variantes qui sont négligées ici, les désignations de Tcheka (Commission pour combattre la contre-révolution et le sabotage) de 1917 à 1923, de GPU ou « Guépéou » de 1923 à 1934, de NKVD de 1934 à 1943, puis de KGB par la suite, les initiales correspondant aux termes en langue russe désignant respectivement l'Administration politique d'État, le Commissariat à l'intérieur et la Sécurité d'État.

exil. Ayant révélé à ses concitoyens les conditions effroyables d'existence des révolutionnaires espagnols exilés en URSS, il fut immédiatement expulsé du parti par Moscou, alors que sa mère et sa soeur, qui avaient été gardées en otage en Union soviétique, étaient déportées dans un camp de concentration. Rompant alors avec le stalinisme, il publia en 1953 (année de la mort de Staline) un livre intitulé : *Yo fui un ministro de Stalin* (J'ai été un ministre de Staline), traduit en français sous le titre *La Grande trahison* (non pas la sienne à l'égard du stalinisme, mais celle de l'Union soviétique à l'égard de l'Espagne). Ce livre contient une mine de révélations. On y apprend en particulier que Nin, livré au chef du NKVD en Espagne, Alexandre Orlov, dit Nikolski, par les policiers communistes qui l'ont arrêté, a été détenu dans une prison privée du parti communiste à Alcalá de Henares en banlieue de Madrid, où on a tenté de lui arracher sous la torture (le terme « arraché » n'est pas exagéré, Nin ayant été poussé selon Hernández à la limite de la souffrance physique et morale par la brutalité de ses bourreaux) des « aveux » analogues à ceux qui ont été extirpés des accusés des procès de Moscou, pour permettre de « confirmer » la prétention stalinienne d'une alliance entre fascistes et « trotskystes ».

Le supplice de Nin, écrit Hernández, commença par le procédé « sec ». Une persécution implacable pendant dix, vingt, trente heures durant lesquelles se reliaient les bourreaux, posant toujours les mêmes questions : « Avouez », « reconnaissez » [...] « c'est mieux pour vous », et les conseils, les menaces, les insultes [...]. C'est un procédé scientifique qui tend à détruire l'énergie mentale de l'individu, à le démoraliser. Peu à peu, la fatigue physique le terrasse, l'absence de sommeil émousse ses sens, sa volonté s'effrite. On le fait se tenir debout pendant des heures et des heures, sans lui permettre de s'asseoir jusqu'à ce qu'il chancelle, coupé en deux par des maux de reins insupportables. Lorsqu'il arrive à ce point de fatigue, le corps s'alourdit terriblement et les vertèbres cervicales se refusent à soutenir la tête [...]. Les pieds gonflent et un épuisement mortel s'empare de l'être exténué qui ne souhaite plus qu'une chose : fermer les yeux, oublier son existence et celle du monde entier. Quand il est matériellement impossible de continuer « l'interrogatoire », on traîne le prisonnier jusqu'à sa cellule. On le laisse tranquille pendant quelques minutes, juste ce qu'il faut pour lui permettre de retrouver un peu son équilibre mental et de commencer à prendre conscience de ce qu'il y a d'insoutenable dans la prolongation de son supplice [...]. Au bout de vingt à trente minutes de repos, la séance reprend... chaque minute est une éternité de souffrance. Le

prisonnier vacille, titube. Il ne discute plus, ne se défend plus, ne réfléchit plus ; il veut seulement qu'on le laisse dormir, reposer, s'asseoir. Et les jours et les nuits se succèdent. Il sait qu'il lui est impossible de sortir vivant des griffes de ses bourreaux, et tout son être se concentre sur un ultime désir : vivre en paix ses dernières heures, ou être achevé le plus tôt possible.

Andrés Nin, cependant, résistait d'une façon incroyable [...]. Aucun signe de cette déroute mentale qui amena quelques-uns des vieux collaborateurs de Lénine à l'abdication inouïe de toute volonté [...] à se couvrir d'infamie, sans oser proférer la moindre accusation contre celui qui étranglait la révolution [...]. Nin ne capitulait pas... Ses bourreaux s'impatientaient. Ils décidèrent [...] de passer à l'épreuve de « fermeté » : la peau arrachée, les muscles déchirés, la souffrance physique poussée jusqu'à l'ultime limite de la résistance humaine. Nin supporta la torture et la douleur des tourments les plus raffinés. Au bout de quelques jours, son visage n'était plus qu'une masse informe de chairs tuméfiées. Orlov, frénétique, affolé par la peur du scandale qui pouvait signifier sa propre liquidation, bavait de rage devant cet homme malade qui agonisait sans « avouer » et sans dénoncer ses camarades de parti. [Hernández, 1953, 103-107]

Ayant résisté à la torture et refusé d'« avouer », Nin devenait un redoutable accusateur s'il devait survivre. Comme il était impossible par ailleurs de reconnaître qu'on l'avait assassiné, on inventa la thèse loufoque de son évasion grâce à l'intervention de membres de la Gestapo ³⁹ déguisés en combattants des brigades internationales qui auraient réussi, sans un seul coup de feu, à franchir la « forteresse inexpugnable » de la prison privée où se trouvait Nin pour se rendre jusqu'à lui, et à la franchir de nouveau pour s'enfuir avec lui. C'est le commissaire politique Vittorio Vidali, alias Carlos Contreras, « le plus démoniaque des collaborateurs d'Orlov » comme le décrit Hernández [1953, 105], qui a « achevé » Nin. À l'occasion d'un hommage international rendu à Nin en 1954, Albert Camus caractérisait ainsi cette fin tragique dans une lettre adressée à l'ancien dirigeant du POUM, Wilebaldo Solano ⁴⁰ : « La mort d'Andrés Nin marque un virage dans la

³⁹ Geheim Staatspolizei, police secrète d'État de l'Allemagne nazie.

⁴⁰ Wilebaldo Solano a été secrétaire général de l'organisation de jeunesse du POUM, la Jeunesse communiste ibérique, puis membre de son comité exécutif clandestin élu après les arrestations du 16 juin 1937. Il a lui-même été arrêté avec tous les membres de ce nouvel exécutif en avril 1938. Évadé et réfugié

tragédie du XXe siècle, qui est le siècle de la révolution trahie. » [Solano (1999) 2002, 177]

Dans un livre qui a reçu beaucoup de publicité lors de sa parution en 1994, Pavel Soudoplatov, qui a dirigé le service des « Missions spéciales » du NKVD-KGB de 1939 à 1953, c'est-à-dire du service responsable de l'espionnage et « des actes de sabotage, des enlèvements et des assassinats de nos ennemis hors de nos frontières » [1994, 29], ne fait pour sa part qu'une brève et cinglante allusion à l'assassinat de Nin par le service des « missions spéciales » de l'URSS, en disant de son responsable en Espagne, Alexandre Orlov ⁴¹, qu'il l'avait « fait abattre par son équipe de tueurs sur ordre de Staline » [*idem*, 76]. Pour les sceptiques qui seraient portés avec raison à lire avec circonspection les témoignages d'anciens hauts responsables staliniens repentis comme Jesús Hernández, ou Walter Krivitsky ⁴² et Enrique Castro Delgado ⁴³, qui ont répudié, dans des ouvrages pu-

en France après la victoire de Franco, il a été condamné en 1941 à vingt ans de prison par le régime de Vichy. Libéré en 1944 par l'assaut d'un groupe de résistants, il a combattu l'occupation nazie dans un bataillon de guérilleros espagnols jusqu'à la fin de la guerre en 1945. Il s'est consacré par la suite à la réorganisation du POUM et à la publication de son journal en exil en France pendant la dictature franquiste, ainsi qu'à la réhabilitation des victimes du stalinisme espagnol et à l'établissement de la vérité sur la période de la guerre civile.

⁴¹ Alexandre Orlov est « disparu » en 1938. Ayant fait défection parce qu'il craignait d'être victime d'une purge, selon Soudoplatov [1994, 64], il s'est enfui aux États-Unis où il n'a curieusement jamais été inquiété par le NKVD, ce qui laisse croire qu'il pouvait s'agir d'une fausse défection couvrant une mission commandée aux États-Unis. Il publia en 1953 à New York un livre intitulé *The Secret History of Stalin's Crimes*. Il a nié plusieurs fois, en se contredisant, avoir été impliqué de quelque manière dans l'assassinat de Nin [Bolloben, 1991, 508-509]. Il est mort aux États-Unis en 1973.

⁴² Walter Krivitsky occupait des fonctions analogues à celles d'Orlov pour l'Europe occidentale. Ayant rompu avec Moscou, il se réfugia aux États-Unis en 1937, où il publia en 1939 un livre intitulé *In Stalin's Secret Service*. Il fut trouvé mort, « suicidé », dans un hôtel de Washington en 1941. De cette mort suspecte, Soudoplatov écrit : « Sa disparition ne nous laissa pas de regrets, mais ce n'est pas nous qui sommes responsables de sa mort. » [1994, 80]

⁴³ Premier commandant espagnol du 5e Régiment, Enrique Castro Delgado a été, en cette fonction, un proche collaborateur du commissaire politique de ce régiment, Carlos Contreras, celui qui a « achevé » Nin. Lui aussi a fait défection et procédé à des révélations, notamment en ce qui concerne l'assassinat de Nin. Il a écrit un livre intitulé *J'ai perdu la foi à Moscou*. Julián Gorkin s'est

bliés après leur « conversion », les crimes dont ils ont été les complices ou les auteurs, le témoignage de Soudoplatov, même s'il n'est pas lui-même à l'abri de tout soupçon, est plutôt de nature à soutenir la confirmation attendue. Contrairement à nombre de ses anciens proches collaborateurs en effet, Soudoplatov, au moment de la rédaction de ses mémoires en 1992 à l'âge de 85 ans, s'assumait toujours pleinement en tant qu'inébranlable stalinien, convaincu et défenseur de la justesse de la multitude de crimes commis ou organisés par lui au cours de sa carrière sanguinaire.

La preuve irréfutable des circonstances de l'assassinat de Nin sur ordre de Staline a été révélée par les archives de l'Internationale communiste et du NKVD-KGB dont la consultation est devenue possible au début des années 1990. Deux journalistes de la télévision catalane, Maria Dolors Genovés et Libert Ferri, l'ont exposée dans un film intitulé *Opération Nikolaï* diffusé en 1992 à partir des documents contenus dans ces archives. « Opération Nikolaï » est le nom de code donné par le NKVD à l'opération qui a mené à la suppression de Nin [Broué, 1993, 182-183 ; Solano (1999) 2002, 197-200].

Le bras du NKVD en Espagne : un tout-puissant réseau d'extermination

[Retour à la table des matières](#)

Dès lors, il était devenu évident que le NKVD, c'est-à-dire la direction des services secrets soviétiques, disposait en Espagne d'un réseau tout-puissant, avec ses agents et ses prisons, qui procédait en toute impunité à la liquidation sommaire d'anarchistes, de socialistes de gauche et de « trotskystes » espagnols, et qui avait déjà commencé à s'attaquer également aux révolutionnaires étrangers antistaliniens. Comme l'écrit Jesús Hernández, le NKVD avait monté en Espagne « un formidable appareil policier grâce auquel il régnait comme en pays conquis, [...] [pourchassant] les contre-révolutionnaires, les agents du fascisme, les ennemis du

appuyé sur ses révélations et sur celles de Hernández pour reconstituer les circonstances de l'assassinat, relatées dans *Les Communistes contre la révolution espagnole* [1978, 139-159].

peuple qu'il était indispensable d'exécuter dans tous les coins du vaste monde où ils pouvaient s'être réfugiés » [Hernández, 1953, 91]. Le haut responsable de cet appareil jusqu'en 1938 est Abraham Sloutsky. Walter Krivitsky décrit sommairement ainsi ses fonctions et son plan d'action :

Sloutsky, chef de la division étrangère du GPU [NKVD], fut chargé par Moscou d'inspecter la police secrète qui, modelée sur celle de la Russie, était organisée sur tout le territoire républicain, et concentrait particulièrement ses efforts en Catalogne où les groupes indépendants étaient plus forts et où les vrais trotskystes avaient leur quartier général. Nous ne pouvons, me dit-il à son retour, laisser l'Espagne devenir le campement international de tous les éléments antisoviétiques qui arrivent là du monde entier. Qui sait combien il y a d'espions parmi les volontaires ? Bien que les anarchistes et les trotskystes soient engagés dans la bataille antifasciste, nous ne devons jamais oublier que ce sont des contre-révolutionnaires qu'il faudra détruire jusqu'au dernier. [Hernández, 1953, 51, no 1]

Un camarade d'Orwell, membre de l'Independent Labour Party anglais, Bob Smillie, sera l'un d'eux. Arrêté à la frontière sous un faux prétexte de port illégal d'armes alors qu'il rentrait en Angleterre pour participer à une tournée d'information après avoir passé trois mois au front et avoir travaillé plusieurs mois dans les bureaux du POUM, Smillie a d'abord été détenu dans l'isolement complet, sans pouvoir prendre contact avec un avocat, pour finalement mourir en prison d'une mystérieuse crise d'appendicite et être immédiatement enterré sans que quiconque ait pu obtenir l'autorisation de voir son corps.

Les troubles de Barcelone venaient juste de prendre fin, écrit Orwell, et les autorités étaient à ce moment-là extrêmement soucieuses de ne laisser sortir d'Espagne personne qui fût en mesure de démentir la version officielle. [HC, 172]

Orwell mentionne aussi le cas de Kurt Landau, militant autrichien, ancien secrétaire de l'Opposition de gauche internationale se définissant comme un marxiste qui rejette le trotskisme, mais qui a été assassiné par le NKVD en tant que militant du POUM défini comme trotskyste. Ce ne sont là que deux exemples, mentionnés par Orwell. Mais une multitude d'autres révolutionnaires sont disparus de la même manière, victimes de la terreur stalinienne, sans compter ceux qui, dans l'armée, ont été exécutés à la suite de décisions prononcées par des simulacres de

conseils de guerre. Sans parler aussi des exécutions sommaires ordonnées par des oligarques politiques ou militaires, comme ce fut le cas en particulier à la base d'Albacete, située à 250 kilomètres au sud-est de Madrid, base d'accueil des brigades internationales, où une « épuration » des volontaires étrangers était menée sous la direction du conseiller politique, membre du parti communiste français, André Marty, connu comme le « boucher d'Albacete », qui a fait fusiller à lui seul cinq cents des leurs [Gorkin, 1978, 149].



Pour ce qui est d'Orwell, il était reparti sur le front d'Aragon au terme de sa permission, le 10 mai, trois jours après la fin des événements de Barcelone. Ce deuxième séjour au front devait être toutefois de courte durée, une balle lui ayant traversé le cou dix jours plus tard, le 20 mai, et l'ayant rendu inapte au combat. Il arriva à Barcelone au début de juin après une dizaine de jours de voyage de retour et de séjour dans des hôpitaux militaires improvisés de Sietamo et Barbastro, puis de Lerida et de Tarragone où il avait reçu un traitement sommaire.

[À Barcelone déjà,] on sentait dans l'air quelque chose d'insolite et de sinistre – atmosphère de suspicion, de peur, d'incertitude et de haine voilée [...]. On avait, dans une telle atmosphère, l'impression d'être un conspirateur [...]. Il semblait qu'on passât tout son temps à s'entretenir à voix basse avec quelqu'un dans les coins des cafés, en se demandant si cette personne à une table voisine était un espion de la police. [HC, 187]

Après les quelques jours nécessaires à l'obtention de son certificat de démobilisation, survint la panique des arrestations de masses à partir du 16 juin qui l'obligea à vivre dans une semi-clandestinité au cours de ses derniers jours à Barcelone et à chercher les moyens de quitter l'Espagne le plus vite possible par le moyen le plus sûr.

Cela me révoltait [...]. Qu'avais-je fait ? Je n'étais même pas membre du POUM. Oui, j'avais porté les armes pendant les troubles de mai, mais comme l'avaient fait quarante ou cinquante mille autres. [Mais finalement,] peu importe ce que j'avais fait ou n'avais pas fait. Il ne s'agissait pas d'une rafle de criminels ; il s'agissait d'un régime de terreur. Je n'étais coupable d'aucun acte précis, mais j'étais coupable de « trotskisme ». Le

fait d'avoir servi dans les milices du POUM était à lui seul amplement suffisant à me mener en prison. [HC, 207-208]

Le 23 juin, Orwell et son épouse atteignent la frontière française par Port-Bou et rejoignent Banuyls, sains et saufs. En temps opportun ! Trois semaines plus tard, des documents officiels datés du 13 juillet 1937 à Barcelone, en vue d'incriminer Orwell (Eric Blair), sa femme, Eileen Blair, et un membre de l'ILP d'Angleterre, Charles Doran, sont émis à l'intention du Tribunal spécial sur l'espionnage et la haute trahison nouvellement créé (le 23 juin 1937). En vertu du décret instituant ce tribunal, sont considérés comme crimes d'espionnage et de haute trahison, en particulier, l'accomplissement « d'actes hostiles à la République », l'émission de « jugements défavorables à la marche de la guerre » et les « actes ou manifestations tendant à affaiblir le moral public ». Les accusations peuvent être portées dans le cas d'actes commis ou présumés commis avant la promulgation du décret. Les peines prévues vont de plusieurs mois d'emprisonnement à la peine de mort. Les principaux « constats » énoncés dans les documents visant Eric et Eileen Blair et Charles Doran sont que tous trois seraient des « trotskystes avoués » (*trozkistas pronunciados*), ayant participé aux milices du POUM sur le front d'Aragon, ou les ayant visitées pour ce qui est d'Eileen Blair, et ayant des liens avec ce parti et avec l'ILP. Dans le cas de Doran, dont les liens avec Eric Blair (Orwell) sont « mis à jour » dans le document, il est également fait mention d'une lettre dans laquelle il se serait élevé contre les procès de Moscou et aurait défendu Karl Radek et Léon Trotsky. Des « preuves » auraient également été trouvées dans ses documents personnels, de liens avec des réseaux d'espionnage en France et avec la Gestapo ! Les accusés n'ont jamais su que ces accusations avaient été portées contre eux. Les documents officiels, conservés aux Archives historiques nationales de Madrid, n'ont été découverts qu'à la fin des années 1980. L'historien Victor Alba a reproduit le document incriminant Orwell et sa femme dans son livre *El proceso del POUM*, publié à Barcelone, en 1989. Ce document et celui qui incrimine Doran sont reproduits dans *Orwell en España* [2003, 62-63]. Les crimes qui leur étaient imputés étaient en gros les crimes pour lesquels le POUM en tant que parti était également accusé, auxquels s'ajoutaient, pour ce qui est du POUM, ceux d'actes hostiles à la République et de calomnie de l'Union soviétique.

Avant leur départ de Barcelone, Orwell et sa femme avaient rendu visite à leur ami, le Belge Georges Kopp, alors détenu dans une prison de Barcelone. Kopp avait été le commandant d'Orwell sur le front d'Aragon. Détenu pendant dix-huit mois, du 20 juin 1937 au 7 décembre 1938, sans avoir jamais été inculpé, il pourra finalement en sortir vivant, grâce à une campagne internationale en faveur de sa libération, mais dans un terrible état de détérioration physique et morale après autant de mois de sévices corporels et de torture. Robuste et en pleine santé avant son emprisonnement, il avait été transformé en un vieillard courbé ne pouvant se déplacer qu'avec l'aide d'une canne, souffrant du scorbut et d'un empoisonnement du sang. Au cours de sa détention, il fut interrogé vingt-sept fois, pendant cent trente-cinq heures en tout, par ses tortionnaires russes qui communiquaient avec lui par l'intermédiaire d'un interprète⁴⁴, utilisant tour à tour la flatterie, l'intimidation, la coercition et les menaces. On a tenté de lui faire signer des « aveux » par lesquels il aurait déclaré que le POUM regorgeait d'espions et de traîtres. Devant son refus, on l'avait enfermé pendant douze jours dans l'isolement complet d'un cachot infesté de rats, supplice qui s'est terminé par le cri d'un garde de la prison venu lui dire : « Cette nuit nous te fusillons ! ». Ces mois de supplice étaient la récompense offerte à ce militant révolutionnaire, qui, dès l'éclatement de la guerre civile, avait tout sacrifié, famille, emploi, nationalité, et quitté la Belgique pour venir en Espagne. Immédiatement mené sur le front d'Aragon, il y avait bravement dirigé sept batailles importantes pendant son séjour, avant d'être jeté en prison « en tant qu'espion et traître » [Crick, 1984, 336 ; Orwell, 2003, 382-384]. L'interminable torture de Kopp avec le recours aux rats et sa transformation en vieillard courbé et décharné ne sont pas sans évoquer l'image du personnage fictif de Winston Smith créé par Orwell dans *1984* et la cure de « guérison » que lui fait subir son tortionnaire O'Brien.



⁴⁴ Né en Russie de parents russes, Kopp, qui était venu en Belgique à l'âge de dix ans, parlait sans doute le russe ou à tout le moins le comprenait, ce qu'il s'était abstenu de révéler à ses tortionnaires pour des raisons stratégiques évidentes.

Lorsque Kopp a été libéré au début de décembre 1938, le procès des membres de la direction du POUM, qui a eu lieu du 11 au 22 octobre et dont le verdict a été rendu public le 1er novembre, venait de se terminer. Ce que d'aucuns avaient pressenti comme devant être un « procès de Moscou à Barcelone » n'a finalement pas été un « procès de Moscou » en bonne et due forme, en l'absence des « aveux » que le NKVD n'a pas réussi à arracher à Andrés Nin sous la torture. On peut indéniablement ajouter aux refus d'« avouer » de Nin ceux d'autres révolutionnaires, comme Georges Kopp, qui, sans avoir le poids politique de Nin, n'en ont pas moins contribué à saper la stratégie stalinienne. Les nombreuses tentatives de fabrication de « preuves » à l'aide de faux documents ou de fausses communications secrètes avec les forces franquistes se sont également révélées un échec, comme l'a raconté le dirigeant du POUM Julián Gorkin, qui était l'un des principaux accusés et le porte-parole du groupe, dans son livre intitulé *El proceso de Moscú en Barcelona. El sacrificio de Andrés Nin*, publié en 1973 à Barcelone, dont la version française déjà citée, intitulée *Les Communistes contre la révolution espagnole*, a été publiée à Paris en 1978. Les premières accusations gratuites de trahison et d'espionnage ou de collusion avec la Phalange ou la Gestapo, qui ne pouvaient s'appuyer sur aucun « aveu » ni sur aucune autre preuve, n'ont finalement jamais été formulées officiellement, de sorte que le procès s'est limité à un authentique procès politique, comme l'illustrent les accusations retenues contre les inculpés :

Attaques contre le Parlement de la République et de la Catalogne, dont ils préconisent la suppression par la violence ; campagne contre le Front populaire et contre les partis qui le forment ; diffamation des hommes qui ont formé les gouvernements de l'Espagne et de la Catalogne ; communauté de vue avec le fascisme en ce qui a trait à l'aide russe à la République ; diffamation des dirigeants politiques russes et calomnies contre la justice de l'URSS (en d'autres termes, dénonciation des procès de Moscou) ; propagande contre l'armée populaire, incitation à la non-mobilisation et à la désobéissance au gouvernement ; appui à la propagande séditionnelle ; concomitance entre l'activité de certaines organisations fascistes d'espionnage et le POUM ; et la monstrueuse insurrection de mai 1937 en Catalogne et en Aragon ⁴⁵.

⁴⁵ Extraits du « Résumé par le procureur de l'acte d'accusation contre le POUM », reproduit dans Broué [1973, 154-156].

Les principaux dirigeants du POUM, Juan Andrade, Julián Gorkin, Pedro (Pere en catalan) Bonet et Enrique Adroher, ont été condamnés à quinze ans de prison, Jordi Arquer à onze ans. Leurs remplaçants clandestins à la direction du parti, arrêtés à leur tour en avril 1938, n'ont finalement pas été jugés, leur procès n'ayant pu avoir lieu en raison de la chute de Barcelone et de toute la Catalogne devant l'armée franquiste en janvier 1939. Tous seront alors évacués et menés près la frontière française où ils échapperont à leurs gardes et réussiront à s'évader en France. Ils y seront accueillis par les dirigeants du parti frère du POUM qu'est le Parti socialiste ouvrier et paysan (PSOP) dirigé par Marceau Pivert et Daniel Guérin, aile gauche de la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO). Pour la petite histoire, Marceau Pivert est ce « Français » que rencontre Orwell lorsque ce dernier, n'ayant pas encore été informé de la répression qui s'abat sur le POUM depuis le 16 juin, rentre à son hôtel le 20 juin à son retour d'Aragon où il est allé chercher ses papiers de démobilisation et où la nouvelle des derniers développements n'est pas encore parvenue, et lui dit d'un air soucieux « Sortez vite d'ici et allez vous cacher avant qu'ils n'aient alerté la police » [HC, 200]. Dans *Hommage à la Catalogne*, Orwell dit ne pas vouloir l'identifier pour ne pas lui nuire, au moment où il écrit son livre en juillet 1937 et que Pivert est peut-être encore en Espagne. Il l'identifie dans une lettre du 7 août 1937 à Charles Doran [Orwell, 2003, 287].

L'Espagne sacrifiée pour sauver l'URSS, « pays du socialisme »

[Retour à la table des matières](#)

Par l'étendue de la définition des crimes relevant du Tribunal spécial sur l'espionnage et la haute trahison et le pouvoir de dissuasion des peines auxquelles mènent les inculpations, se trouve interdite dans les faits toute forme d'opposition politique au gouvernement Negrín, la critique étant assimilée à la trahison. Du même coup, disparaît toute vie démocratique dans les assemblées législatives, c'est-à-dire les Cortès, et dans les conseils municipaux. D'autres mesures viennent par la suite étendre l'appareil de répression, telles l'autorisation préalable obligatoire des réunions syndicales par le délégué à l'Ordre public après une de-

mande faite au moins trois jours à l'avance, l'établissement du monopole des émissions radiophoniques et la saisie des émetteurs non gouvernementaux, l'obligation de supprimer toute trace de censure dans les publications par le remplacement des textes censurés, l'interdiction de toute critique à l'égard du gouvernement soviétique et la création d'un Service de renseignement militaire (*Servicio de investigación militar* – SIM), d'abord conçu comme un service de contre-espionnage, mais qui devient rapidement une police politique toute-puissante pouvant procéder, sans jugement ni enquête autre que la sienne, à toute arrestation. Rapidement passé sous le contrôle des membres du parti communiste et des « techniciens » russes, il échappe, quelques mois après sa création, à l'autorité du ministère de la Défense nationale, il compte plus de 6 000 agents et dirige des prisons et des camps de concentration [Broué et Témime, 1961, 286]. Sous le couvert d'une reconnaissance de la liberté des cultes, on permet à l'Église catholique de se réaffirmer. Des propriétaires fonciers expropriés réapparaissent et revendiquent qu'on leur remette leurs terres, se réclamant du droit et de la loi. Le principe de la propriété privée est rétabli par un décret permettant au gouvernement de prendre en main les entreprises collectivisées ou sous contrôle ouvrier. Dans les usines, le travail est effectué sous la discipline de la militarisation. Près de la moitié des cellules de la grande prison de Barcelone, le *Cárcel modelo*, sont occupées par des détenus du POUM et de la CNT. L'armée populaire se transforme définitivement en une armée de type traditionnel.

Étouffant dans un régime de plus en plus centralisé, les autonomistes catalans de l'Esquerra et le Parti nationaliste basque quittent le gouvernement en août 1938 [*idem*, 287-290 ; Bolloten, 1991, 610-619]. La CNT par contre, qui s'était jointe au gouvernement au mois d'avril précédent en dépit du fait que ses militants étaient l'objet d'une intense persécution de sa part et que les réalisations révolutionnaires auxquelles elle avait apporté une contribution majeure étaient mises en pièces par lui, continuera néanmoins à en faire partie jusqu'à la fin de la guerre civile, en mars 1939, cautionnant dans les faits ses mesures répressives et contre-révolutionnaires. D'autant moins explicable en regard des principes anarchistes d'opposition à toute forme d'État et de gouvernement, cette participation de la CNT au gouvernement Negrín, justifiée par ses dirigeants par la gravité de la situation militaire et la croyance illusoire en la possibilité de mettre ainsi un terme à la répression qui s'abat sur elle, est la source de profondes divisions internes qui

accentuent dramatiquement son affaiblissement après deux ans de guerre [Bolton, 1991, 623-627].

Acclamant ces développements avec une satisfaction évidente, ce « démocrate » qu'était Winston Churchill, celui qui cachait mal sa sympathie à l'égard du régime fasciste de Mussolini comme l'a rappelé Eric Hobsbawm, écrit :

Au cours de l'année écoulée, le caractère du gouvernement républicain espagnol s'est nettement modifié dans le sens d'un mouvement simultané vers un système militaire et gouvernemental plus ordonné [...]. Les anarchistes ont été mis à la raison par le fer et par le feu [...]. On a formé une armée qui possède de la cohésion, une organisation stricte et une hiérarchie de commandements [...]. Quand, dans quelque pays que ce soit, toute la structure de la civilisation et de la vie sociale est détruite, l'État ne peut se reconstituer que dans un cadre militaire [...]. Dans sa nouvelle armée, [...] la République espagnole possède un instrument dont la signification n'est pas seulement militaire, mais politique [...]. [cité par Broué et Témime, 1961, 288-289]

À peine six mois plus tôt, Churchill écrivait dans son journal politique :

Le POUM est une secte qui réalise la quintessence de l'immonde [...]. Je tremble en pensant à ce que serait la victoire des trotskystes et des anarchistes, qui n'est pas impossible. [cité par Alba, 1975, 260]

La révolution est bel et bien terminée. Ceux qui l'ont renversée sont-ils maintenant mieux en mesure de gagner la guerre contre Franco ? Ont-ils même la volonté de la gagner ? D'ores et déjà, la guerre civile espagnole appartient au passé. Ne subsiste qu'un champ de bataille où se poursuit l'expérimentation des armes et d'où l'Union soviétique se désengage progressivement dans la perspective d'une réorientation de sa politique qui l'amène à signer, moins d'un an plus tard en août 1939, son pacte germano-soviétique avec Hitler, prélude immédiat de la Deuxième Guerre mondiale. Un élément déterminant de ce tournant est la signature à la fin de septembre 1938 du traité de Munich entre l'Italie, l'Allemagne, l'Angleterre et la France, qui laisse à Hitler les mains libres pour l'annexion de la région germanophone des Sudètes en Tchécoslovaquie. L'URSS qui, jusqu'alors, était liée à la France dans une alliance de défense de la Tchécoslovaquie, a été laissée à l'écart de ces négociations dont les résultats constituent un danger fatal pour elle, dans la mesure où, après avoir mis le pied en Tchécoslovaquie, Hitler

n'hésitera pas à l'annexer au complet, puis à envahir la Pologne, et finalement l'URSS. Elle se voit ainsi contrainte de prendre ses distances vis-à-vis les « démocraties », c'est-à-dire la France et l'Angleterre. Le pacte germano-soviétique quant à lui est un pacte de non-agression par lequel les deux pays s'engagent, pour une période de dix ans, à ne participer à aucune coalition d'États dirigée contre l'autre. Il contient un protocole secret prévoyant la délimitation de zones d'influence dans l'est de l'Europe en cas de guerre, le partage de la Pologne entre les deux pays et l'attribution de la Finlande et des États baltes à la zone d'influence soviétique, ainsi qu'un accord en vertu duquel l'URSS s'engage à assurer le ravitaillement en pétrole de l'Allemagne nazie.

Mais, depuis plusieurs mois déjà avant la signature du traité de Munich, à la fin de mars et au début d'avril 1938, devant la poursuite de la progression des armées franquistes et après la reconnaissance officieuse du gouvernement de Franco, installé à Burgos, par la France et l'Angleterre ⁴⁶ qui y ont délégué des représentants, la politique de l'URSS face à la guerre civile espagnole se réduisait à une politique de résistance, dictée avant tout par ses intérêts propres sur la scène internationale et l'imminence du déclenchement de la guerre par Hitler, dont il fallait tout faire pour qu'elle soit « une guerre simultanée des démocraties bourgeoises et de l'URSS contre Hitler ». Les représentants du Komintern en Espagne, Boris Stepanov et Palmiro Togliatti, l'expliquent sans détour, comme le relate Jesús Hernández : « notre défaite est aussi probable qu'imminente », disent-ils, et « quand il n'y a plus d'autre solution, il faut tout sacrifier pour sauver "le pays du socialisme" » qu'est l'Union soviétique. « Au point où en est notre guerre, notre devoir est de faciliter la tâche de la "Maison". » [1953, 145] Depuis le début de la guerre, écrit par ailleurs Hernández, la livraison d'armes par l'Union soviétique avait été faite au compte-gouttes, augmentant ou diminuant au gré de l'application ou de la non-application de ses diktats. Elle allait dorénavant stagner dramatiquement.

Par ailleurs, en novembre 1938, à un moment où, manquant de soldats, le gouvernement mobilisait les très jeunes gens et les plus de quarante-cinq ans, survenait le coup de massue militaire et psychologique provoqué par le retrait des

⁴⁶ La reconnaissance officielle aura lieu le 27 février 1939, un mois avant la victoire définitive de Franco.

brigades internationales, dont l'exemplaire combativité et la manifestation de solidarité internationale avaient été la source d'une grande mobilisation. Le prétexte de ce retrait était un prétendu accord de réciprocité devant amener le retrait des troupes allemandes et italiennes de la zone franquiste, « accord » qui n'était que pur mensonge. En réalité, il était motivé par la volonté de camoufler ce qui s'annonçait comme une désintégration des brigades, qui « aurait porté un coup très dur à l'Internationale communiste et à ses partis », comme l'écrivait l'inspecteur général des brigades, André Marty, au secrétaire général de l'Internationale, Georgi Dimitrov [cité par Broué, 1993, 249]. La fatigue physique et morale des volontaires et les nombreuses désertions qui en résultaient menaçaient les brigades « d'effritement, voire de destruction totale » [*idem*, 250], précisait celui qu'on a nommé le « boucher d'Albacete », grand artisan de la répression et de la terreur exercée contre les volontaires des brigades.

Ériger le mensonge en vérité. du passé effacer les traces

[Retour à la table des matières](#)

La technique du mensonge et de sa transformation en vérité officiellement reconnue est une des caractéristiques les plus bouleversantes du stalinisme. Dans un ouvrage intitulé *The Grand Camouflage* publié en 1961, le journaliste et historien américain Burnett Bolloten en donne l'illustration suivante :

Même si l'éclatement de la guerre civile espagnole en juillet 1936 a été suivi d'une révolution sociale d'une grande portée dans le camp anti-Franco – plus profonde à certains égards que la révolution bolchevique à ses débuts – des millions de personnes éclairées à l'extérieur de l'Espagne ont été maintenues dans l'ignorance, non seulement de sa profondeur et de son étendue, mais de son existence même, en raison d'une politique de duplicité et de dissimulation dont il n'y a pas de parallèle dans l'histoire ⁴⁷.

⁴⁷ Cette phrase est placée en exergue de son magistral ouvrage intitulé *The Spanish Civil War. Revolution and Counterrevolution*, publié trente ans plus tard, en 1991, au terme de cinquante années de recherche sur le sujet. Bolloten est

Jesús Hernández qui a bien connu cette pratique du mensonge dans les fonctions qu'il a exercées la décrit ainsi dans *La Grande trahison* :

Nous savions manier mieux que quiconque l'arme de l'agitation et influencer les masses pour les pousser vers nos buts particuliers. Si nous nous propositions de démontrer que Largo Caballero ou Prieto ou Azaña ou Durruti⁴⁸ étaient responsables de nos défaites, un demi million d'hommes, des dizaines de journaux, des manifestes par milliers, des orateurs par centaines établissaient comme certaine la malfaisance de ces citoyens avec un tel acharnement, une telle constance qu'au bout de quinze jours, l'Espagne entière était de notre avis. Quelqu'un a dit qu'un mensonge dit par une personne est simplement un mensonge ; que répété par des milliers de personnes, il devient une vérité relative, et que, proclamé par des millions, il acquiert la valeur d'une vérité établie. Il y a là une technique que Staline et ses complices ont enseignée merveilleusement. [Hernández, 1953, 114]

Dans un article intitulé « Looking Back on the Spanish War » (Réflexions sur la guerre d'Espagne), rédigé en 1942 mais dont la version intégrale n'a été publiée qu'en 1953⁴⁹, Orwell a décrit le même phénomène en mettant en lumière sa pleine dimension historique :

Je me rappelle avoir dit un jour à Arthur Koestler : « L'histoire s'est arrêtée en 1936 », ce à quoi il a immédiatement acquiescé d'un hochement de tête. Nous pensions tous les deux au totalitarisme en général, mais plus

le constructeur de la collection d'archives qui porte son nom à la Hoover Institution on War, Revolution and Peace de l'Université Stanford en Californie, collection qui est l'une des plus importantes sources au monde pour l'étude de la guerre civile espagnole.

⁴⁸ Président de l'UGT et dirigeant du PSOE, Francisco Largo Caballero a dirigé le gouvernement espagnol du 4 septembre 1936 au 15 mai 1937. Indalecio Prieto, homme d'affaires basque et socialiste de droite rival de Largo Caballero au sein du PSOE, a été ministre dans les gouvernements de Largo Caballero et Juan Negrín pendant la guerre civile. Manuel Azaña, républicain de gauche, a été chef du gouvernement du 14 octobre 1931 au 12 septembre 1933, et président de la République du 10 mai 1936 au 27 février 1939. Buenaventura Durruti, dirigeant historique du mouvement anarchiste espagnol, a été tué sur le front de Madrid le 21 novembre 1936.

⁴⁹ Une version amputée des passages les plus politiquement significatifs, dont celui qui est cité ici, avait été publiée, sans l'accord d'Orwell, dans la revue britannique *New Road* en 1943 [voir Orwell, 2003, 409].

particulièrement à la guerre civile espagnole. Tôt dans ma vie, j'ai remarqué qu'aucun événement n'est jamais relaté avec exactitude dans les journaux, mais en Espagne, pour la première fois, j'ai vu des articles de journaux qui n'avaient aucun rapport avec les faits, ni même l'allure d'un mensonge ordinaire. J'ai lu des articles faisant état de grandes batailles alors qu'il n'y avait eu aucun combat, et des silences complets lorsque des centaines d'hommes avaient été tués. J'ai vu des soldats qui avaient bravement combattu être dénoncés comme des lâches et des traîtres, et d'autres, qui n'avaient jamais tiré un coup de fusil, proclamés comme les héros de victoires imaginaires [...]. J'ai vu, en fait, l'histoire rédigée non pas conformément à ce qui s'était réellement passé, mais à ce qui était censé s'être passé selon les diverses « lignes de parti » [...]. Ce genre de choses me terrifie, parce qu'il me donne l'impression que la notion même de vérité objective est en train de disparaître de ce monde [...]. À toutes fins utiles, le mensonge sera devenu vérité [...]. L'aboutissement implicite de ce mode de pensée est un monde cauchemardesque dans lequel le Chef, ou quelque clique dirigeante, contrôle non seulement l'avenir, mais le passé. Si le Chef dit de tel événement qu'il ne s'est jamais produit, alors il ne s'est jamais produit. S'il dit que deux et deux font cinq, alors deux et deux font cinq. Cette perspective m'effraie beaucoup plus que les bombes – et après nos expériences des quelques dernières années, il ne s'agit pas d'une conjecture frivole. [Orwell, 1953, 233-236 ; EAL, II, 322-325 ; Orwell, 2003, 417-419]

Ces remarques qui annoncent presque mot pour mot le monde fictif imaginé par Orwell dans *1984* sont illustrées de manière éclatante par les méthodes du stalinisme. Pour contrôler le futur, il faut contrôler le passé, le reconstruire, en effacer ce qui n'est pas conforme au dogme, faire disparaître tout ce qui pourrait témoigner de la vérité, non seulement les documents écrits, mais aussi les acteurs et les témoins des actes. Cela vaut pour les ennemis clairement identifiés. L'assassinat d'Andrés Nin en est, dans la guerre d'Espagne, l'exemple le mieux connu. Mais cela vaut tout autant pour les exécuteurs de ces politiques, dont on ne compte plus le nombre de ceux qui, parmi les diplomates et « conseillers » politiques et militaires délégués par l'appareil stalinien, ont été purement et simplement exécutés une fois rappelés à Moscou, ou ailleurs dans le monde. Parmi eux, les diplomates Marcel Rosenberg et Vladimir Antonov-Ovseenko, respectivement ambassadeur à Madrid et consul à Barcelone, l'envoyé spécial de la *Pravda* et homme de confiance de Staline, Mikhaïl Koltsov, l'attaché commercial et principal responsable de la politique soviétique en Espagne, Arthur Stachevsky, les gé-

néraux Ian Berzine et Grigori Stern, successivement « conseillers militaires » principaux, le général Vladimir Goriev, attaché militaire officiel de l'ambassade et qui a joué un rôle capital dans la défense de Madrid, les généraux Jakov Smoutchkiévitch et E.S. Ptoukhine, commandants de l'aviation, le général Dimitri Pavlov, commandant des unités de char d'assaut, le général Emilio Kléber (Manfred Stern) commandant de la 11e brigade internationale qui a joué un rôle déterminant dans la défense des secteurs les plus stratégiques de Madrid, les colonels Grigori Ratner et Lvovitch, proches collaborateurs du général Goriev ⁵⁰, le général Grigori Kulik, associé au NKVD, le directeur du département du renseignement étranger du NKVD, Abraham Sloutsky et son adjoint Sergueï (Mikhaïl) Spiegelglass, etc. [Broué et Témime, 1961, 344-346 ; Bolloten, 1991, 306-313 ; Soudoplatov, 1994, 59-80]

La plupart ont été exécutés dès leur rappel à Moscou en 1937 et 1938, en tant que témoins encombrants d'une histoire dont il fallait préserver le caractère officiel, selon la méthode qui consistait, par des purges, à « renouveler » continuellement l'appareil et à réécrire en conséquence l'histoire officielle, comme le fit Staline pour l'URSS en 1938 en publiant une nouvelle histoire du parti communiste au terme de la grande épuration des années précédentes. D'autres, pour ce qui est des militaires, ont disparu dans le cadre de la grande purge de l'armée à laquelle Staline a procédé en 1937-1938, dont le premier acte a été l'exécution du maréchal Mikhaïl Toukhatchevsky et de sept autres généraux, accusés de conspiration avec l'Allemagne au moment même où Staline pensait déjà à l'alliance qu'il souhaitait conclure avec Hitler et qui mènera en 1939 à la signature du pacte germano-soviétique. D'autres enfin ont été victimes de l'antisémitisme stalinien. Comme l'écrit l'historien et grand spécialiste des purges staliniennes, Roy Medvedev :

Peu avant le début de la guerre contre l'Allemagne, Staline faisait arrêter et exécuter un autre important contingent de vétérans de la guerre civile espagnole, parmi lesquels vingt-deux avaient mérité la médaille de « héros de l'Union soviétique », certains ayant même été décorés deux fois [...]. Selon toute probabilité, Staline a tué plus de participants soviétiques à la

⁵⁰ L'ancien professeur hispano-américain de l'Université Johns-Hopkins et ami de l'écrivain John Dos Passos, José Robles, qui avait été le secrétaire de Goriev, est pour sa part disparu, vraisemblablement éliminé en Espagne par le NKVD, accusé d'appartenance au POUM.

guerre civile espagnole que ne l'ont fait en Espagne les balles fascistes.
[1989, 473]

Un cas particulier mérite quelques remarques, celui du diplomate Vladimir Antonov-Ovseenko, qui avait été membre, au cours de la décennie précédente, de l'Opposition de gauche dirigée par Trotsky contre Staline, ce qui ne peut que soulever des interrogations quant à sa longévité et, *a fortiori*, quant aux motivations de Staline à lui confier cette responsabilité politique. De toute évidence, il était en sursis et mis à l'épreuve. D'ailleurs, son travail en Espagne était rigoureusement surveillé par le NKVD. On disait qu'il tremblait devant le responsable du Komintern et du NKVD en Catalogne, Ernö Gerö, dit Pedro [Gorkin, 1973, 298]. Parmi les tâches qu'il a accomplies, rappelons en particulier son intervention pour faire exclure le POUM du Conseil de la Généralité de Catalogne, alors que son collègue, l'ambassadeur Rosenberg, faisait de même à Madrid pour interdire sa participation à la Junte de défense de la capitale.

Le « jardin d'enfants » espagnol des « missions spéciales » soviétiques

[Retour à la table des matières](#)

Le Hongrois Ernö Gerö n'était que l'un des membres de l'équipe d'agents internationaux du Komintern et du GPUNKVD qui, à partir de 1936 en Espagne et par l'intermédiaire du parti communiste espagnol, ont pénétré et entièrement contrôlé l'appareil d'État, l'armée, la police, la justice, la presse et la censure. Parmi les autres, l'Argentin d'origine italienne, Vittorio Codovila, futur dirigeant du parti communiste argentin, le Bulgare Boris Stepanov (de son vrai nom Stojan Minev), les Italiens Palmiro Togliatti ⁵¹, futur dirigeant du Parti communiste italien, et Vittorio Vidali, connu en Espagne sous le nom de Carlos Contreras, futur sénateur communiste et maire de Trieste après 1945, et les Russes, Alexandre Orlov, qui a dirigé le NKVD en Espagne jusqu'à sa défection en 1938, et Leonid

⁵¹ Codovila, Stepanov et Togliatti étaient les principaux représentants du Komintern en Espagne. Codovilla, jusqu'à son départ en 1937, puis Togliatti, jusqu'à la fin de la guerre civile, ont été les dirigeants réels du PCE [Bolloten, 1991, 133].

Eitingon, connu en Espagne comme le général Kotov, qui a succédé à Orlov à la direction du NKVD. Certains des faits d'armes de Gerö, Orlov, Vidali-Contreras et Eitingon-Kotov méritent d'être soulignés. Coresponsable, avec le commissaire à l'Ordre public Eusebio Rodríguez Salas, des provocations à l'origine des émeutes de mai 1937 à Barcelone, Gerö ⁵² avait été, avec Alexandre Orlov, l'un des organisateurs de l'arrestation des dirigeants du POUM, de l'assassinat d'Andrés Nin et de la préparation du procès des autres dirigeants en vue de leur condamnation à mort. Orlov est aussi celui par l'intermédiaire de qui l'or de la République espagnole a été expédié à Moscou, exploit pour lequel il a reçu la médaille de l'Ordre de Lénine [Soudoplatov, 1994, 76]. Contreras, quant à lui, est celui qui a personnellement exécuté Nin et qui a inventé la légende de son prétendu enlèvement par la Gestapo [Gorkin, 1978, 18 ; Hernández, 1953, 105] ; Soudoplatov le décrit comme un des principaux exécuteurs du NKVD en Espagne pendant la guerre civile. Gerö sera, après la guerre civile espagnole, l'un des représentants de Moscou au sein du gouvernement hongrois d'après la guerre, puis premier secrétaire du parti communiste hongrois jusqu'au soulèvement antistalinien d'octobre 1956 écrasé par l'armée de l'URSS. Mais, entre temps, il aura participé aux préparatifs qui ont conduit à l'assassinat de Trotsky au Mexique en août 1940, assassinat dont deux des principaux organisateurs seront Vidali-Contreras et Eitingon-Kotov. Contreras a dirigé l'équipe dont l'organisateur matériel était le peintre mexicain David Alfaro Siqueiros, membre du parti communiste mexicain qui avait été commandant de brigade en Espagne pendant la guerre civile. Sa tentative de prise d'assaut, le 20 mai 1940, de la maison où habitait Trotsky à Coyoacan, avait échoué. Eitingon est le grand responsable de l'organisation du deuxième attentat, celui du 20 août 1940, qui a réussi. Il travaillait sous la direction personnelle de Pavel Soudoplatov, le chargé des « missions spéciales » de Staline, et du chef du NKVD, Lavrenti Beria.

Agissant sous les pseudonymes de Jacques Mornard et Frank Jacson et muni d'un faux passeport canadien, l'auteur du deuxième attentat était en réalité un Catalan du nom de Ramón Mercader, dont l'identité, mise à jour en 1948 par l'ancien dirigeant du POUM Julián Gorkin, n'a été confirmée de manière irréfutable qu'en 1953, à partir d'une comparaison d'empreintes digitales. Membre du

⁵² Cette responsabilité de Gerö a été établie par Walter Krivitsky. Voir Hernández [1953, 70, n 1].

Parti socialiste unifié de Catalogne, Mercader avait participé en 1936 et 1937, ainsi que sa mère Caridad en tant que commandante de brigade, à la guerre civile espagnole sur le front d'Aragon dans la province de Huesca, là même où Orwell a combattu. Dans un livre publié en 1973, Gorkin explique les rôles joués par Gerö et par Caridad Mercader dans la formation terroriste du fils. Caridad Mercader, dont les liens avec le GPU remonteraient, selon Gorkin, à 1928 alors qu'elle se trouvait à Paris, devint une collaboratrice active de Gerö, représentant à Barcelone du GPU devenu NKVD. Gerö fut son maître dans l'action terroriste et l'espionnage, auxquels elle forma son fils Ramón. C'est ainsi qu'ils entrèrent en contact avec Léonide Eitingon, dont Caridad Mercader devint par ailleurs la maîtresse. Ensemble, écrit Gorkin, ils devaient au cours des années suivantes commettre de nombreux crimes, en particulier celui dont nous venons de parler. Pour ce dernier fait d'armes, Eitingon a été décoré par Staline de « l'Ordre de Lénine ». Mercader, pour sa part, a purgé au Mexique une peine de vingt ans de prison pour le crime à la suite duquel il avait été maîtrisé par les gardes du corps de Trotsky. Libéré en 1960, il gagna l'Union soviétique où le KGB, sept ans après la mort de Staline, lui a remis la médaille de « héros de l'Union soviétique », dans ce pays désormais dirigé par Nikita Krouchtchev qui s'était distingué pour y avoir entrepris, dès 1956, une prétendue « déstalinisation ». Vers 1975, Mercader quitta Moscou pour Cuba où il devint un conseiller de Fidel Castro jusqu'à sa mort en 1978. [Soudoplatov, 1994, 114-115]

Dans son livre de plus de 600 pages intitulé *Missions spéciales*, publié en 1994, Soudoplatov a livré au public ses mémoires de maître espion soviétique, d'organisateur de campagnes de désinformation, de sabotages, d'enlèvements et d'assassinats, au service de Staline et Beria. Il y explique en particulier tous les détails de l'organisation de la gigantesque opération, décidée dans le bureau de Staline, pour réaliser l'assassinat de Trotsky. Il y explique aussi comment le réseau complexe mis en place à cette fin aux États-Unis et au Mexique allait immédiatement servir à l'autre grande opération dont il a eu la responsabilité, l'espionnage auprès de scientifiques oeuvrant aux États-Unis, parmi lesquels Robert Oppenheimer et Enrico Fermi, pour obtenir le secret de la bombe atomique au début des années 1940 au coeur de la Deuxième Guerre mondiale. Mais, surtout, le témoignage de Soudoplatov confirme la place centrale qu'a occupée la

guerre civile espagnole dans la préparation des « missions » ultérieures des services secrets soviétiques.

L'Espagne fut le « jardin d'enfants » où ont pris forme toutes nos opérations d'espionnage futures. Les initiatives que nous avons prises par la suite dans le domaine du renseignement ont toutes eu pour origine les contacts que nous avons établis en Espagne et les leçons que nous avons tirées de la guerre civile espagnole. La révolution espagnole a échoué, mais les hommes et les femmes engagés par Staline dans la bataille ont gagné ⁵³. [Soudoplatov, 1994, 59]

⁵³ Il serait plus conforme aux faits d'écrire la dernière phrase comme suit : « La révolution espagnole a échoué ; les hommes et les femmes engagés par Staline dans la bataille ont gagné. » La simple suppression d'un mot, accompagnée d'une modification de la ponctuation, renverse entièrement la perspective.

GEORGE ORWELL,
DE LA GUERRE CIVILE ESPAGNOLE À 1984

Chapitre 4

CONTRE LE TOTALITARISME, POUR LE SOCIALISME DÉMOCRATIQUE

Le contenu réel de l'« antifascisme »

[Retour à la table des matières](#)

Dès son retour en Angleterre au lendemain de sa fuite d'Espagne, encore sous le choc d'événements qui l'ont fortement ébranlé, Orwell entreprenait la rédaction de son *Hommage à la Catalogne*, dont il terminera la première version six mois plus tard, en décembre 1937. Le livre sera publié le 25 avril 1938, non sans difficultés, la discrimination politique et la censure dont il avait vécu les affres en Espagne s'abattant maintenant sur lui en Angleterre. Son éditeur, Victor Gollancz, qui avait publié ses cinq premiers livres ⁵⁴, avait en effet refusé de publier *Hommage à la Catalogne* et il avait dû se tourner vers d'autres éditeurs dont l'un, Secker & Warburg, avait finalement accepté le manuscrit. Le motif du refus de Gollancz : ne rien publier qui puisse nuire à l'unité de la « lutte antifasciste » en Es-

⁵⁴ *Down and out in Paris and London*, 1933 (Dans la dèche à Paris et à Londres), *Burmese Days*, 1934 (Une histoire birmane), *A Clergyman's Daughter*, 1935, *Keep the Aspidistra Flying*, 1936 (Et vive l'aspidistra !) et *The Road to Wigan Pier*, 1937 (Le Quai de Wigan).

pagne [Orwell, 2003, 65]. Gollancz, qui épousait ainsi entièrement le point de vue stalinien, n'était pas membre du parti communiste de Grande-Bretagne, même s'il était, comme on peut le constater, solidement sous son influence. Fait à souligner, après avoir publié deux autres livres d'Orwell par la suite, un roman et un livre d'essais ⁵⁵, Gollancz refusa également de publier *La Ferme des animaux* en 1945. Il se disait cette fois incapable de publier « une attaque générale de cette nature » contre l'Union soviétique, même s'il s'affirmait « très critique de nombreux aspects de sa politique intérieure et extérieure » [Davison, 1996, 123].

Ce nouveau refus amenait Orwell à tourner le dos de manière définitive à celui qu'il désignait désormais comme « cet éditeur stalinien » [Orwell, 2003, 390]. Pour Secker & Warburg, qui était de nouveau venu à la rescousse d'Orwell en publiant *La Ferme des animaux* et qui publiera également en 1949 son dernier roman et le plus célèbre, *1984*, cet acte de reconnaissance de la valeur politique et littéraire des écrits d'Orwell et de confiance en leur aptitude à répondre aux attentes du public lui permit, il va sans dire, de réaliser un immense succès commercial. À la mort d'Orwell en 1950, des centaines de milliers d'exemplaires de chacun de ses deux derniers ouvrages avaient été vendus ; *La Ferme des animaux* avait été traduit en vingt langues et *1984* en dix langues. La première édition d'*Hommage à la Catalogne* quant à elle, tirée à 1 500 exemplaires, s'était écoulée au compte-gouttes, seulement 900 des 1 500 exemplaires s'étant vendus sur une période de douze ans, entre 1938 et 1950. Une traduction italienne, la seule traduction en langue étrangère du vivant d'Orwell, est parue en 1948. La première édition réalisée aux États-Unis a été lancée en 1952 et la traduction française, comme nous l'avons déjà vu, a été publiée en 1955.

À son retour d'Espagne, Orwell s'engageait aussi dans une intense activité politique, d'interventions en faveur de ses camarades emprisonnés ou disparus en Espagne, de rédaction d'articles, de recension de livres, de correspondance et de débats politiques sur la guerre civile espagnole, activité qui se poursuivra bien au-delà de cette guerre, jusqu'à sa mort en 1950. Parmi ces interventions, soulignons d'abord celle qui a été suscitée au cours de l'été 1937 par l'invitation qui lui était faite de souscrire à l'appel « Authors Take Sides on the Spanish War » (Des écri-

⁵⁵ *Coming Up for Air*, 1939 (Un peu d'air frais) et *Inside the Whale and Other Essays*, 1940 (Dans le ventre de la baleine).

vains prennent position face à la guerre en Espagne), signé par un groupe de douze écrivains parmi lesquels Louis Aragon, Wystan Hugh Auden, Ivor Montagu, Stephen Spender, Heinrich Mann et Tristan Tzara. Cet appel invitait les écrivains à prendre position « pour ou contre le gouvernement légitime et les citoyens de la République espagnole ; pour ou contre Franco et le fascisme », et à le signifier dans un court texte d'au plus six lignes. Les déclarations des 148 écrivains qui ont répondu à l'appel ont été colligées dans un pamphlet publié par la revue britannique *Left Review* en décembre 1937 [Davison, 1996, 88 ; Orwell, 1997, XI, 66]. Seulement cinq écrivains s'étaient prononcés en faveur des franquistes, dont Thomas Stearns Eliot ; quinze s'étaient abstenus, dont Ezra Pound et Herbert George Wells ; les autres avaient déclaré leur appui aux républicains, parmi lesquels Samuel Beckett, Cyril Connolly, Arthur Koestler et Aldous Huxley. Orwell pour sa part a catégoriquement exprimé son refus de s'associer à cette initiative dans une lettre sans équivoque d'août 1937 adressée à l'écrivaine Nancy Cunard, coordonnatrice de l'appel et fille du riche armateur dont l'entreprise de transport maritime, Cunard Steamship Lines, porte toujours le nom :

De grâce, ne m'envoyez plus cette cochonnerie de merde (*bloody rubbish*). C'est déjà la deuxième ou la troisième fois que je la reçois [...]. J'ai passé six mois en Espagne, à me battre pour la majeure partie du temps ; j'ai un trou de balle dans la peau et je n'ai pas envie d'écrire des bêtises pour la défense de la « démocratie » [...]. D'autant plus que je sais ce qui se passe et ce qui s'est passé dans le camp républicain au cours des derniers mois. Je sais qu'on y impose le fascisme aux travailleurs espagnols sous prétexte de mener la lutte contre le fascisme ; que depuis mai, on y a imposé un régime de terreur et que les prisons et tout autre lieu qui peut être transformé en prison se remplissent de détenus qui vont y croupir sans avoir été jugés, à moins qu'ils n'y meurent de faim, et qui y sont injuriés et roués de coups [...]. Selon toute vraisemblance, vous avez de l'argent et êtes bien informée, de sorte qu'il n'y a pas de doute que vous savez quelque chose de l'histoire interne de la guerre et que vous vous êtes délibérément associée à la défense de l'escroquerie (du « racket ») de la « démocratie », c'est-à-dire du capitalisme, pour contribuer à écraser la classe ouvrière espagnole et défendre indirectement les sales bénéfices que vous en retirez. J'ai plus de six lignes d'écrites. Mais si je résumais en six lignes ce que je sais et pense de la guerre civile espagnole, vous ne les publieriez pas. Vous n'en auriez pas le courage. [Orwell, 1997, XI, 67]

Sans mettre en doute les intentions sincères de bon nombre des signataires de l'appel, on comprend d'autant mieux la réponse incisive d'Orwell qu'il vient à peine de quitter l'Espagne en catastrophe pour échapper à la prison et vraisemblablement à la mort, accusé de fascisme et de haute trahison après avoir risqué sa vie au front ; que ses camarades de combat des milices du POUM sont l'objet d'une chasse à l'hérétique qui les a menés à la prison, sinon déjà au peloton d'exécution ; que son ami Georges Kopp, détenu sans accusation à la prison de Barcelone, vient d'annoncer qu'il entreprend une grève de la faim ; qu'on est sans nouvelles d'Andrés Nin qui a été enlevé et qui a sans doute déjà été assassiné, avec la complicité tacite du gouvernement républicain que l'initiative des écrivains appelle à soutenir ; et que, dans l'Angleterre libérale, le périodique *New Statesman* vient de refuser de publier sa recension de l'ouvrage de Franz Borke-nau intitulé *The Spanish Cockpit*, ouvrage très critique de l'action des staliniens en Espagne qu'il caractérise comme le meilleur ouvrage écrit jusqu'à ce jour sur la guerre d'Espagne.

Très sévère aussi est sa critique des « écrivains antifascistes » qui, en congrès à Madrid en juillet 1937, « passaient d'un festin à l'autre alors que la ville mourait de faim » [Orwell, 2003, 441]. Le congrès auquel Orwell fait allusion est le IIe Congrès international des écrivains pour la défense de la culture dont les assises avaient eu lieu successivement, du 4 au 17 juillet 1937, à Valence, Madrid, Barcelone et Paris. Un imposant groupe d'écrivains, de scientifiques et d'artistes célèbres, parmi lesquels Romain Rolland, Albert Einstein, André Malraux, John dos Passos, Pablo Neruda et Ernest Hemingway ⁵⁶, avait participé à ce congrès qui était essentiellement une opération de publicité destinée à camoufler et à justifier aux yeux du monde entier les exactions du gouvernement républicain espagnol noyauté par le parti communiste et entièrement passé sous la coupe de l'Union

⁵⁶ Venu en Espagne en mars 1937 en tant que correspondant d'un groupe de journaux des États-Unis, Hemingway a fait de la guerre civile espagnole le sujet de nombreux écrits, dont le texte d'un film documentaire *La Terre espagnole*, une pièce de théâtre jugée médiocre, *La Cinquième colonne*, et surtout son célèbre roman *Pour qui sonne le glas*, publié en 1940. Rentré aux États-Unis au printemps 1938, il revint en Espagne à l'été de la même année et couvrit en particulier, en tant que correspondant de guerre, la bataille de l'Èbre qui a duré du 25 juillet au 16 novembre et fait de 60 à 70 000 morts et blessés.

soviétique. Il va sans dire, comme l'écrit Victor Alba [1975, 347], que personne, à ce congrès d'écrivains, « ne voulut se souvenir qu'Andrés Nin était un écrivain ».

Gide et Malraux : « compagnons de route » et frères ennemis

[Retour à la table des matières](#)

Ce même congrès se livra par contre à une attaque en règle contre André Gide qui venait de publier en novembre 1936, malgré les énormes pressions exercées sur lui pour qu'il y renonce, son livre *Retour de l'URSS* dans lequel il présente un portrait sans compromis de la réalité sociale et politique de l'URSS. Le livre de Gide était pour les staliniens une offense d'autant plus intolérable qu'il était pour eux l'ouvrage d'un « renégat ». Resté en effet à l'écart de la politique jusqu'au début des années 1930, Gide s'était rangé par la suite parmi les défenseurs de l'Union soviétique devant la montée du fascisme et du nazisme, ce qui l'avait exposé à une cour insistante du parti communiste, avec lequel il a collaboré mais auquel il n'a jamais voulu adhérer. Avec vingt-quatre écrivains français, dont Louis Aragon, Henri Barbusse, Eugène Dabit, Élie Faure, Jean Giono, André Malraux, Victor Margueritte et Romain Rolland, il avait participé à l'initiative, contrôlée par les « communistes », du Ier Congrès international des écrivains pour la défense de la culture qui s'est réuni en juin 1935 à Paris avec la participation de 230 délégués venant de 38 pays, où il avait joué un rôle de premier plan. Présidant le Congrès avec André Malraux, il y avait prononcé l'allocution d'ouverture et y avait présenté un rapport sur la défense de la culture ⁵⁷. Il avait écrit en 1932 dans son journal qu'il en était « venu à souhaiter de tout [son] coeur la déroute du capitalisme », et exprimé son espoir dans « un communisme bien compris [...] [sachant] tirer parti de toutes les valeurs de l'individu » [Gide, (1936- 1937) 1950, 131]. Affirmant avoir toujours été communiste « de coeur aussi bien que

⁵⁷ Gide avait également été désigné membre du présidium de l'Association internationale des écrivains pour la défense de la culture créée par ce congrès, avec, notamment, Henri Barbusse, Romain Rolland, Heinrich Mann, Thomas Mann, Maxime Gorki, Aldous Huxley, Bernard Shaw et Sinclair Lewis.

d'esprit », il avait écrit, dans un élan de ce même cœur : « S'il fallait ma vie pour assurer le succès de l'URSS, je la donnerais aussitôt. » [*idem*, 147 et 158]

Invité en URSS en 1936 par le Kremlin qui cherchait à se gagner la sympathie de personnalités de réputation internationale, Gide y fut couvert d'éloges par son collègue écrivain, Ilya Ehrenbourg. Staline l'exhiba à ses côtés au mausolée de Lénine et il fut invité à prononcer un discours aux funérailles de Maxime Gorki. Sa pièce de théâtre *Robert ou l'intérêt général* qui avait été traduite en russe par Elsa Triolet, la compagne de Louis Aragon, était sur le point d'être présentée à Moscou où elle était d'avance promise à un succès même si, de l'avis de Gide, elle ne valait pas grand chose [Gide, (1936-1937) 1950, 221]. Mais tous ces égards n'empêchèrent pas Gide, qui n'était pas de nature à se laisser corrompre, de rendre compte en toute franchise de ce qu'il avait constaté lors de son séjour de deux mois et demi, de la mi-juin à la fin d'août 1936, et de livrer de la société soviétique une critique impitoyable :

En URSS il est admis d'avance et une fois pour toutes que, sur tout et n'importe quoi, il ne saurait y avoir plus d'une opinion [...]. Sont-ce vraiment ces gens-là qui ont fait la révolution ? Non ; ce sont ceux-là qui en profitent. Chaque matin, la *Pravda* leur enseigne ce qu'il sied de savoir, de penser, de croire. Et il ne fait pas bon sortir de là ! De sorte que chaque fois que l'on converse avec un Russe, c'est comme si l'on conversait avec tous [...]. On fait grand cas, là-bas, de ce qu'on appelle « l'autocritique » [...]. J'ai vite dû comprendre que [...] cette critique ne consiste qu'à se demander si ceci ou cela est « dans la ligne » ou ne l'est pas. Ce n'est pas elle, la ligne, que l'on discute. Ce que l'on discute, c'est de savoir si telle oeuvre, tel geste ou telle théorie est conforme à cette ligne sacrée. Et malheur à celui qui chercherait à pousser plus loin ! Critique en deçà, tant qu'on voudra. La critique au-delà n'est pas permise [...]. La moindre protestation, la moindre critique est passible des pires peines, et du reste aussitôt étouffée. Et je doute qu'en aucun pays aujourd'hui, fût-ce dans l'Allemagne d'Hitler, l'esprit soit moins libre, plus courbé, plus craintif (terrorisé), plus vassalisé. [*idem*, 44, 46, 47, 61]

En réponse aux violentes attaques dont il avait été l'objet à la suite de la publication de ce livre en novembre 1936, au lendemain des exécutions qui ont suivi le premier procès de Moscou, Gide publia en juin 1937 un nouveau livre intitulé *Retouches à mon Retour de l'URSS*, dans lequel il répond aux arguments de ses détracteurs et étaye par de nouvelles illustrations sa description du régime de ter-

reur et d'anéantissement de la pensée et des libertés qui a été instauré en URSS à l'enseigne frauduleuse du communisme. Des artistes et des scientifiques, écrit-il, sont forcés de désavouer leurs oeuvres et leurs théories jugées contraires aux exigences de la doctrine, de reconnaître leurs « erreurs », ainsi que le bien fondé des interdictions qui les frappent ; chacun surveille, se surveille, est surveillé, dans un système généralisé de méfiance et de délation où celle-ci est valorisée et récompensée, où le défaut de dénoncer peut entraîner emprisonnement et déportation, et où le meilleur moyen de se mettre à l'abri est de prendre les devants et de dénoncer ; les votes « populaires » sont pure fiction, le peuple n'ayant le droit « d'élire » que ceux qui sont choisis d'avance ; le peuple est bâillonné, la résistance lui est impossible, toute dissidence étant identifiée à la trahison. Ainsi :

Du haut en bas de l'échelle réformée, les mieux notés sont les plus serviles, les plus lâches, les plus inclinés, les plus vils. Tous ceux dont le front se redresse sont fauchés ou déportés l'un après l'autre [...] ; bientôt, de cet héroïque et admirable peuple [...] il ne restera plus que des bourreaux, des profiteurs et des victimes [...]. Staline ne supporte que l'approbation ; il tient pour adversaires tous ceux qui n'applaudissent pas. Et souvent il advient qu'il fasse sienne, par la suite, telle réforme proposée ; mais, s'il s'empare de l'idée, pour mieux la faire sienne il supprime d'abord celui qui la propose [...]. De sorte que bientôt ne resteront autour de lui que ceux qui ne sauraient lui donner tort parce qu'ils n'ont plus d'idées du tout. C'est là le propre du despotisme : s'entourer non de valeurs, mais de serviabilités. [Gide (1936-1937) 1950, 136, 137, 170, 171]

Rapporter les choses telles qu'elles sont, dans le respect de la vérité, est une obligation absolue, soutient Gide contre ses détracteurs à qui il reproche de tromper celui-là même qu'ils prétendent servir, le peuple. Il conclut :

L'URSS n'est pas ce que nous espérions qu'elle serait, ce qu'elle avait promis d'être, ce qu'elle s'efforce encore de paraître ; elle a trahi tous nos espoirs. [*idem*, 174]

Agissant avec la même conviction, en juin 1938, au moment où le procès des dirigeants du POUM allait commencer, Gide signait, avec l'ethnologue Paul Rivet et les écrivains François Mauriac, Roger Martin du Gard, André Maurois et Georges Duhamel, un télégramme adressé au chef du gouvernement espagnol, Juan Negrín, demandant qu'on assure à tous les accusés politiques les garanties de jus-

tice, de franchise et de protection de la défense [Gide, 1950, 194]. Ce télégramme rendu public eut un important retentissement et suscita d'aussi retentissantes réactions, non seulement dans les milieux politiques, mais aussi dans les milieux intellectuels où l'influence stalinienne était très forte. La plus virulente attaque est venue d'Ilya Ehrenbourg, celui qui ne tarissait pas d'éloges pour Gide lors de son séjour à Moscou en 1936, mais qui le qualifiait désormais, dans l'organe officiel du Kremlin, les *Izvestia*, de « lâche », d'« humaniste hypocrite » et d'« allié des Marocains et des Chemises noires ⁵⁸ » [*idem*, 197].

Ce n'était pas la première fois que Gide intervenait auprès des autorités politiques d'un pays pour réclamer justice en faveur de détenus politiques. Il l'avait fait en 1935 pour Victor Serge ⁵⁹ qui avait été arrêté sans mandat deux ans plus tôt par la police soviétique et déporté à Orenbourg sur l'Oural où il vivait isolé et sans possibilité de travail ni de communication et se voyait nier, en tant que citoyen d'origine belge et écrivain de langue française, le droit de quitter l'URSS qu'il réclamait depuis 1928. Les seuls motifs du traitement infligé à Serge étaient sa dissidence politique et son esprit libre. Gide avait d'abord usé de son prestige et de son statut, lors du Ier Congrès international des écrivains pour la défense de la culture, pour que les écrivains Magdeleine Paz et Charles Plisnier soient autorisés, malgré les efforts d'obstruction des écrivains soviétiques, à exposer le cas Serge devant l'assemblée et à réclamer qu'il soit autorisé à quitter l'URSS avec sa famille [*idem*, 96 et 97]. Au lendemain du congrès, il était intervenu dans le même sens en son nom propre par voie de lettre auprès de l'ambassadeur de l'URSS en France. Dans cette lettre, il dit en particulier :

Personnellement, j'ai trop vécu dans l'affaire Dreyfus ⁶⁰ pour ne pas savoir le grand danger qu'il y a de ne point laisser poser certaines questions,

⁵⁸ Les « Marocains », qu'on appelait aussi les « Maures », étaient les combattants d'élite venus du Maroc, sur lesquels reposait largement l'armée de Franco ; les « Chemises noires » étaient les membres des milices fascistes italiennes.

⁵⁹ Voir la note de bas de page à son sujet dans la section intitulée « Suppression du POUM, de ses dirigeants, militants et sympathisants » (page 73).

⁶⁰ Alfred Dreyfus, officier de l'armée française, condamné en 1894 pour espionnage au profit de l'Allemagne à la suite d'une erreur judiciaire, fut gracié en 1899 et déclaré innocent en 1906 au terme d'une historique campagne de révision au cours de laquelle s'opposèrent les « antidreyfusards » antisémites, et

de chercher à étouffer celles-ci plutôt que d'y répondre, et, de s'y enfermer par – comme on disait alors – « respect de la chose jugée », ou de la décision qu'on a cru devoir prendre. [*idem*, 99]

Serge, nous l'avons vu, a pu quitter l'URSS en 1936.

En 1934, Gide avait aussi été au nombre des écrivains, artistes et scientifiques qui étaient intervenus auprès du président de la République espagnole, Alcalá Zamora, pour protester contre les mesures de répression entreprises par le gouvernement de droite dirigé par Alejandro Lerroux à l'endroit des milliers de militants incarcérés à la suite des insurrections écrasées à Madrid, en Catalogne et dans les Asturies, et demander que les prisonniers politiques soient soustraits à la justice militaire et que soient prévues des mesures de soutien en faveur des familles des victimes [*idem*, 108 et 338]. En janvier de la même année, il s'était rendu à Berlin en compagnie d'André Malraux pour y intervenir auprès du ministre de la Propagande et de l'Information, Joseph Goebbels, et réclamer, au nom d'un comité international implanté dans un grand nombre de pays, la libération des trois communistes bulgares, Georgi Dimitrov, Vassil Tanev et Blagoi Popov, qui avaient été accusés d'avoir incendié le Parlement allemand ⁶¹, le Reichstag, le 27 février 1933, un mois après l'accession d'Hitler au pouvoir. Cet incendie était en fait l'oeuvre de provocateurs nazis. Acquittés au terme d'un procès politique d'une durée de trois mois tenu à Leipzig à la fin de 1933, les trois communistes bulgares étaient toujours détenus en dépit de leur acquittement ⁶². Ils ont finalement été libérés en février 1934, après un an d'incarcération illégale, sous la pression de la protestation internationale. Cette démarche de Gide et Malraux n'était qu'une étape d'une longue série de mobilisations et d'actions contre les mesures prises par le pouvoir nazi auxquelles ils ont, comme beaucoup d'autres intellectuels et militants, pris une part active.

les « dreyfusards » défenseurs des droits et libertés, parmi lesquels il faut souligner le rôle de premier plan joué par l'écrivain Émile Zola et le député radical Georges Clemenceau, qui deviendra plus tard chef du gouvernement français.

⁶¹ Le chef de la délégation du parti communiste au Reichstag, Ernst Törgler, et le militant hollandais Marinus Van der Lubbe, avaient également été inculpés.

⁶² Ernst Törgler a aussi été acquitté, puis libéré. Marinus Van der Lubbe, incendiaire avoué, a été reconnu coupable, condamné à la peine de mort et guillotiné.



Il est impossible de ne pas être frappé par la similitude des méthodes nazies ou fascistes, et de celles qui ont été utilisées en URSS au nom de la lutte pour le communisme et en Espagne au nom de la lutte contre le fascisme : provocations policières et terroristes, interdiction de l'opposition et de la dissidence politiques, suppression des libertés, persécutions, enlèvements, assassinats, détentions illégales, torture, exécutions sommaires, procès politiques, fabrication de preuves, contrôle de l'information, censure et propagande mensongère, etc. Oeuvre de provocateurs nazis, l'incendie du Reichstag a été présenté par les nazis comme un complot communiste qui a servi de prétexte à l'interdiction du parti communiste et à l'arrestation de ses dirigeants et militants. Quatre ans plus tard à Barcelone l'histoire se répétait, mais à une variante près : ce sont les anciennes victimes qui étaient maintenant les bourreaux. Réaction de masse à une provocation policière dirigée par le parti communiste, les soulèvements de mai 1937 étaient présentés par lui comme une insurrection fomentée par le POUM, servant de prétexte à l'emprisonnement de ses dirigeants et à son interdiction. À Barcelone, comme à Leipzig et comme à Moscou, le procès intenté à des accusés qui n'étaient coupables que de « penser autrement » était un procès essentiellement politique. Mieux encore, à peine libéré de la répression politique hitlérienne, le principal accusé du procès de Leipzig, le « communiste » Georgi Dimitrov, devenu secrétaire général du Komintern, prenait le commandement de la répression politique stalinienne contre les militants du POUM, qui étaient arrêtés et jugés au procès de Barcelone, ou détenus sans procès et exécutés.

En réclamant justice pour ces accusés par le télégramme à Juan Negrín qu'il signait avec Mauriac, Martin du Gard, Maurois, Duhamel et Rivet, Gide agissait avec le même attachement à la défense des droits et libertés que dans sa défense des victimes du nazisme et du fascisme et sa condamnation de ce qu'était devenue l'URSS. Dans sa réponse à Ilya Ehrenbourg, il écrit :

La cause antifasciste se fait le plus grand tort en recourant, fût-ce pour une opportunité passagère, à des procédés qui sont précisément ceux que nous abominons dans le fascisme et contre lesquels nous ne cesserons pas de protester. [1950, 198]

On ne s'étonnera pas de ce la presse « antifasciste » ait refusé de publier cette réponse de Gide à Ehrenbourg ; l'influence stalinienne qui s'y exerçait, ainsi que dans les milieux intellectuels en général, était prépondérante comme le décrit Victor Serge :

Les communistes agissaient indirectement sur la presse quotidienne et sur les revues françaises avec une perfection admirable [...]. La revue *Europe* à laquelle je collaborais s'était en quelque sorte fondue à eux. À la *Nouvelle Revue Française*, ils se sentaient chez eux grâce à Malraux. L'hebdomadaire des intellectuels de gauche *Vendredi* était financé par des industriels qui faisaient d'excellentes affaires avec la Russie et s'étaient rangés à la ligne du parti. Et je dus renoncer, alors que je commençais à peine, à une collaboration au *Populaire* dirigé par Léon Blum, en raison des pressions exercées sur sa rédaction. [cité par Gorkin, 1978, 213]



Contrairement à Gide qui a clairement pris parti contre les crimes staliens perpétrés en Espagne comme en Union soviétique, ses anciens compagnons de route staliens, comme Louis Aragon, Henri Barbusse, Romain Rolland et André Malraux ⁶³, ont appuyé ces crimes sans réserve. Julián Gorkin relate que lors d'un entretien avec Victor Serge dans un café, Malraux, à qui Serge avait demandé s'il était disposé à accepter le procès de Barcelone comme il avait accepté ceux de Moscou, lui répondit :

Je ne ferai rien contre Staline en ce moment. J'ai accepté les procès de Moscou et je suis disposé à accepter aujourd'hui celui de Barcelone. [1978, 213]

À ces propos qui lui ont été confiés par Serge lui-même, Gorkin ajoute sans plus de détails que Serge, furieux, coupa net à la conversation. Relatant le même incident, Victor Alba écrit que, ne pouvant se contenir, Serge avait lancé à la tête de Malraux le contenu de sa tasse de café [1975, 323]. La déclaration suivante de

⁶³ Malraux n'a jamais été membre du parti communiste. Il n'en était pas moins un authentique stalinien au cours de cette période comme on peut en juger à partir de ses prises de positions.

Malraux au sujet des procès de Moscou, citée par Isaac Deutscher dans *Le Prophète hors-la-loi* [1980, 495], mérite également d'être reproduite :

Trotsky est une grande force morale dans le monde, mais Staline a rendu la dignité à l'espèce humaine. Et, tout comme l'Inquisition ⁶⁴ n'amoindrait nullement la dignité fondamentale du christianisme, ainsi les procès de Moscou n'amoindrissent nullement la dignité fondamentale du communisme.

Ce soutien de Malraux aux crimes de Staline ne saurait par contre faire oublier que, comme Orwell, il fut un combattant de la guerre civile espagnole, dans laquelle il s'est engagé dès le premier jour et a joué un rôle important en tant qu'instigateur d'un réseau de transfert d'armes en territoire espagnol en lien avec le futur héros de la Résistance française, Jean Moulin, puis en tant qu'organisateur et commandant d'une escadrille internationale d'avions de chasse, l'escadrille España, qui est intervenue sur divers fronts. Il a décrit cette expérience dans son roman *L'Espoir*, paru en décembre 1937, et dans un film réalisé à partir de ce roman. Comme Orwell, il a failli laisser sa peau dans la guerre civile espagnole. Parti de Valence vers Teruel où se livraient de violents combats, son avion a été touché par les tirs franquistes et forcé d'atterrir en catastrophe. Enseveli sous les décombres, puis dégagé, il s'en tira avec des blessures mineures. Son escadrille ayant à toutes fins utiles été anéantie lors de la bataille de Malaga en février 1937, il a par la suite exercé des fonctions de représentation à l'étranger au compte du gouvernement de Juan Negrín et, à ce titre, été délégué aux États-Unis en mission d'information et de récolte de fonds au profit de l'« Aide médicale espagnole ». Après avoir participé à la Résistance en France sous l'occupation allemande pendant la Deuxième Guerre mondiale, il a été ministre de l'Information du Général de Gaulle au lendemain de la guerre en 1945-1946. Le fait que Malraux ait participé en tant que combattant à la guerre civile espagnole, a amené Orwell et la traductrice d'*Hommage à la Catalogne* en français, Yvonne Davet, la secrétaire d'André Gide, à évoquer l'hypothèse de lui demander d'écrire une introduction à l'édition française [Orwell, 2003, 66]. Mais ce ne fut qu'une hypothèse, qui n'a pas été retenue pour des raisons politiques évidentes.

⁶⁴ L'Inquisition est le tribunal ecclésiastique spécial institué par la papauté au Moyen Âge pour réprimer les hérésies en recourant à l'interrogatoire, à la torture et au châtement.

La défense pure et simple des crimes staliniens, en particulier des procès de Moscou, ou l'attitude qui se limitait, soi-disant pour des raisons tactiques, à ne pas les critiquer pour ne pas nuire à « l'unité du front antifasciste », n'était pas une caractéristique exclusive des organisations staliniennes ou sous influence stalinienne, mais atteignait jusqu'à des organisations soeurs du POUM. Parmi celles-ci, c'est le Parti socialiste ouvrier allemand (SAP) qui a tenté avec le plus d'opiniâtreté de convaincre le POUM de ne pas critiquer les procès de Moscou. L'un des plus déterminés à défendre ce point de vue était le futur chancelier de la République fédérale d'Allemagne, Willy Brandt, qui rompit pour cette raison avec l'organisation de la jeunesse socialiste révolutionnaire du SAP dont il était alors l'un des dirigeants [Alba, 1975, 196].

Le socialisme démocratique : seul rempart à l'étouffement de la liberté de pensée

[Retour à la table des matières](#)

À un moment où les libertés fondamentales sont de plus en plus battues en brèche, non seulement par le fascisme et le nazisme, mais par le stalinisme qui a trahi les espoirs d'un socialisme émancipateur, Orwell écrit en juin 1938 dans un texte intitulé « Pourquoi j'ai adhéré à l'Independent Labour Party » :

L'ère de la liberté de parole s'achève [...]. Le moment approche – ce n'est pas dans un an, peut-être même pas dans dix ou vingt ans, mais il approche – où l'écrivain, quel qu'il soit, n'aura d'autre alternative que d'être complètement réduit au silence ou de produire le type de drogue réclamé par une minorité privilégiée. J'ai le devoir de me battre contre cela [...]. Il n'est pas possible pour un individu conscient de vivre dans une société telle que la nôtre sans vouloir la changer [...]. [EAL, I, 425-426]

Le seul régime qui, à ses yeux, pourra apporter la garantie des libertés est un régime socialiste, n'ayant forcément rien de commun avec le régime de l'URSS, qui n'a de socialiste que le nom. Il dira d'ailleurs plus tard, en 1947, dans la préface de l'édition ukrainienne de *La Ferme des animaux*, qu'il est « indispensable de détruire le mythe soviétique si nous voulons assister à la renaissance du mou-

vement socialiste » [EAL, III, 508]. Ayant vu l'impérialisme britannique à l'oeuvre en Birmanie, ainsi que les ravages de la misère et du chômage en Angleterre, et ayant combattu en Espagne où, sans avoir adhéré au POUM, le cours des événements l'a convaincu du bien-fondé de sa ligne politique, écrire des livres, dit-il, ne suffit plus :

Il faut être un socialiste actif, et non un simple sympathisant [...]. Ce que j'ai vu en Espagne m'a fait toucher du doigt le péril mortel qu'on encourt en s'enrôlant sous la bannière purement négative de l'« antifascisme ». [EAL, I, 427]

Adhérer à un parti politique et faire de la politique active ne saurait par contre signifier pour lui que l'écrivain se transforme en écrivain de service à la solde des politiciens. Une distinction nette doit être établie entre ses allégeances politiques et son activité littéraire, écrit-il en 1948 dans un article intitulé « Les écrivains et le Léviathan ». Lorsqu'un écrivain s'engage politiquement, il doit le faire « en tant que citoyen, en tant qu'être humain, et non en tant qu'écrivain » [EAL, IV, 494].

Dans la perspective de l'internationalisme ouvrier, être un « socialiste actif » signifie combattre contre la guerre impérialiste pour un nouveau partage du monde entre les grandes puissances, guerre qui apparaît de plus en plus imminente en 1938, et pour la transformation de cette guerre impérialiste en guerre civile si elle finit par éclater. C'est le point de vue auquel Orwell adhère alors et c'est celui qu'il exprime au moment de son adhésion à l'ILP « seul parti qui [...] est susceptible de choisir la bonne ligne autant contre la guerre impérialiste que contre le fascisme quand celui-ci apparaîtra sous sa forme britannique » [EAL, I, 426]. Mais il y tourne radicalement le dos un an plus tard, au moment de la signature du pacte entre Hitler et Staline en août 1939. Si les deux anciens ennemis totalitaires ont pu faire alliance, il devient nécessaire à ses yeux d'opter pour le moindre mal, de « défendre le mauvais contre le pire », c'est-à-dire la Grande-Bretagne impérialiste contre l'Allemagne et l'Italie fascistes [Crick, 1984, 340]. « Après Hitler, écrira-t-il en 1948 dans « Les écrivains et le Léviathan », il devenait difficile de soutenir sérieusement que "l'ennemi est dans votre propre pays" et que l'indépendance nationale n'a aucune espèce d'importance. » [EAL, IV, 492] Une fois la guerre déclenchée, en septembre 1939, il cherche à y jouer un rôle actif. Engagé dans la Home Guard (Garde nationale) en juin 1940, il prône l'armement

du peuple face à ce qui est alors perçu comme l'invasion imminente du territoire britannique par l'armée allemande.

Invoquant son expérience de la guerre civile espagnole et plus particulièrement des combats de rues auxquels il a pris part à Barcelone en mai 1937, il propose comme mesure immédiate et minimale la distribution générale de grenades à main [EAL, II, 39]. Dans un article de décembre 1940 intitulé « La Garde nationale et vous », il tente de convaincre les militants socialistes, dont ceux de l'ILP qu'il a quitté, de se joindre à cette garde nationale pour y exercer une influence socialiste : « Nous sommes dans une étrange période de l'histoire où un révolutionnaire doit être patriote et où un patriote doit être révolutionnaire [...]. » [Orwell, 1997, XII, 311] À l'appui de sa conception d'une Garde nationale d'un État capitaliste pouvant devenir un lieu de rassemblement du peuple révolutionnaire en armes, il écrit dans un article de janvier 1941 intitulé « Ne laissez pas le colonel Blimp ruiner la Garde nationale » qu'une telle Garde nationale armant des mains ouvrières ne peut exister que dans un pays où les hommes sont libres :

Les États totalitaires peuvent faire beaucoup de choses, mais il y en a une qu'ils ne peuvent pas faire : ils ne peuvent donner au travailleur d'usine un fusil et le laisser l'emporter chez lui pour qu'il le garde dans sa chambre. Ce fusil accroché au mur d'un appartement de la classe ouvrière ou de la maison d'un travailleur est le symbole de la démocratie. C'est notre travail de voir à ce qu'il s'y trouve. [*idem*, 365]



Nous sommes entrés dans l'ère de l'État totalitaire, une époque qui ne peut laisser à l'individu quelque liberté que ce soit, d'où l'individu autonome est en train de disparaître, dit-il en substance en 1941 dans une causerie intitulée « Littérature et totalitarisme », diffusée sur les ondes de la British Broadcasting Corporation (BBC).

Quand on parle de totalitarisme, on pense aussitôt à l'Allemagne, à la Russie, à l'Italie, mais je crois qu'il faut regarder les choses en face et considérer que ce phénomène pourrait devenir universel [...]. [EAL, II, 172]

En conséquence, la liberté de l'individu de faire ce qu'il veut, de choisir son travail, de se déplacer, est vouée à disparaître. L'avènement du « socialisme » avait laissé croire que l'État, en prenant en charge la vie économique, allait libérer les individus du chômage, de la misère et des contraintes matérielles et leur permettre de s'épanouir intellectuellement. Mais ces attentes ont été réfutées par les faits.

Le totalitarisme a étouffé la liberté de pensée à un point encore jamais vu [...]. [Il] ne se contente pas de vous interdire d'exprimer – et même de concevoir – certaines pensées ; il vous dicte ce que vous devez penser, il crée l'idéologie qui sera la vôtre, il s'efforce de régenter votre vie émotionnelle et d'établir pour vous un code de comportement. Il met tout en oeuvre pour vous isoler du monde extérieur, vous enfermer dans un univers artificiel où vous n'avez plus aucun point de comparaison. L'État totalitaire régit, ou en tout cas essaie de régir, les pensées et les sentiments de ses sujets au moins aussi complètement qu'il régit leurs actes. [*idem*, 172-173]

Cette description succincte des caractéristiques du totalitarisme, qui sera désormais pour Orwell une préoccupation permanente et qui annonce la trame de ses futurs romans, *La Ferme des animaux* et *1984*, rejoint celle que donnait Gide dans son *Retour de l'URSS* en 1936 et ses *Retouches* publiées l'année suivante. Dans les mêmes termes que Gide qui regrette son espoir trahi d'un « communisme sachant tiré parti de toutes les valeurs de l'individu », Orwell réaffirme qu'un « socialisme où la liberté de pensée pourra survivre à la disparition de l'individualisme économique » constitue le seul rempart à l'étouffement de cette liberté, à la mainmise sur la vie sociale en général, sur la culture, la littérature et l'art en particulier, qui est le fait du totalitarisme.

La littérature peut-elle survivre dans un tel climat ? Je crois qu'il faut répondre sans détour que non [...]. Pour écrire quelque chose qui se tienne, il faut ressentir profondément la vérité de ce qu'on couche sur le papier, faute de quoi il n'y a pas d'élan créatif. [*idem*, 173-174]

Mais la vérité est étrangère au totalitarisme. C'est le mensonge qui y est devenu vérité dans un monde d'où il faut effacer du passé toute trace qui pourrait mettre en doute l'infaillibilité du chef et menacer ses intérêts et ceux de la caste dirigeante, où il importe de contrôler le passé pour contrôler l'avenir et de le recons-

truire en conséquence. En somme, l'histoire a déjà cessé d'exister, au sens où il ne peut plus exister d'histoire universellement admise. Reprenant ce thème développé dans son article intitulé « Looking Back on the Spanish War » rédigé en 1942 et dont il a déjà été question ici dans la section intitulée « Ériger le mensonge en vérité. Du passé effacer les traces », Orwell écrit dans un article de 1946 intitulé « Où meurt la littérature » :

Le mensonge pratiqué par les États totalitaires n'est pas [...] un expédient temporaire. Il est partie intégrante du totalitarisme [...]. Pour la mentalité totalitaire, l'histoire n'est pas quelque chose qu'il s'agit de connaître mais plutôt de fabriquer. Un État totalitaire est en fait une théocratie, et sa caste dirigeante doit, pour conserver son pouvoir, passer pour infaillible. Et puisque, dans la pratique, personne n'est infaillible, il est fréquemment nécessaire de réadapter les événements passés afin de montrer que telle ou telle faute n'a pas été commise, ou que tel ou tel triomphe imaginaire a réellement eu lieu [...]. En fait, le totalitarisme exige la réécriture continue du passé et [...] le rejet de l'idée même de vérité objective. [EAL, IV, 82]

Orwell l'illustre à partir de l'évolution de la situation géopolitique de la Deuxième Guerre mondiale et des années qui l'ont précédée. Jusqu'à la signature du pacte germano-soviétique en août 1939, Hitler et le nazisme étaient pour les dirigeants soviétiques des monstres à abattre. Pendant les quelque vingt-et-un mois qui se sont écoulés entre la signature de ce pacte et le déclenchement, pourtant prévisible depuis le début, de l'attaque de l'Allemagne contre l'Union soviétique en juin 1941, les nouveaux alliés d'Hitler qu'étaient devenus les dirigeants de l'Union soviétique ont fait le vide sur les attaques du passé tout récent contre les horreurs du nazisme et leurs dénonciations d'Hitler ; l'Allemagne était désormais plus persécutée qu'elle ne persécutait, et cette nouvelle conception officielle érigée en dogme se devait obligatoirement d'être partagée en URSS par tous et toutes, et répercutée à l'unisson à l'étranger par les militants « communistes ». Opérant la même volte-face en sens inverse, on revint, dès le lendemain de l'attaque allemande de 1941, à la première désignation du nazisme et d'Hitler comme des monstres à abattre, le dogme des mois précédents, désormais banni de la mémoire, faisant place à l'ancien dogme réhabilité et s'imposant avec la même coercition. Orwell transposera ces volte-face de la politique stalinienne dans son roman *1984*, où l'État fictif d'Océania décrètera que son ennemi du moment, l'Eurasia ou l'Estasia, a été son ennemi de toujours, même s'il était encore son

allié peu de temps auparavant, reconstruisant continuellement l'histoire officielle pour la rendre conforme à la nouvelle politique officielle.

Dans les démocraties : alerte à l'inquiétante assimilation de la mentalité totalitaire

[Retour à la table des matières](#)

Si le totalitarisme ne s'est pas encore imposé dans un pays comme l'Angleterre, poursuit Orwell, il n'en a pas moins réussi à y implanter des traits inquiétants. On y note « une indifférence générale face au déclin de la démocratie », ainsi qu'une « mentalité totalitaire » particulièrement marquée chez les intellectuels. Tout comme chez les intellectuels français, pourrait-on ajouter, comme l'a mis en lumière la section précédente.

Dans l'ensemble, les membres de l'intelligentsia anglaise se sont opposés à Hitler, mais en contrepartie ils se sont soumis à Staline. La plupart d'entre eux sont parfaitement d'accord pour les méthodes dictatoriales, la police secrète, la falsification systématique de l'histoire, etc., pourvu qu'ils pensent que tout cela est le fait de « notre » camp. [EAL, III, 193-194]

Deux mois avant d'écrire ces lignes, en mars 1944, Orwell avait vu un de ses articles refusé par le *Manchester Evening News*, édition du soir du *Manchester Guardian*, pour lequel il écrivait chaque quinzaine. Cet article était une recension d'un livre sur l'URSS dans laquelle il reprochait à l'auteur de fermer les yeux sur les purges, les liquidations, la dictature d'une minorité, l'interdiction de la critique, etc. La censure de l'article en raison de son caractère antistalinien donnait une mesure de ce qu'Orwell appelait la « russification » déjà réalisée de la pensée politique anglaise et, selon les termes d'un éditorial d'une autre revue commentant l'événement, montrait « à quel point les exploits de l'Armée rouge ont aveuglé l'opinion publique anglaise en ce qui concerne l'Union soviétique » [*idem*, 184]. Pour comprendre cet aveuglement, il faut rappeler que le premier et princi-

pal « exploit » de l'Armée rouge dont il est question est la défaite décisive infligée à l'armée hitlérienne à Stalingrad ⁶⁵ en février 1943.

Cette victoire de l'Armée rouge a été le véritable tournant de la Deuxième Guerre mondiale. À partir de ce moment, l'armée allemande ne cessa de reculer, l'Armée rouge libérant successivement la Pologne, la Finlande, la Roumanie, la Bulgarie et la Hongrie, pour se trouver aux frontières de l'Allemagne à la fin de 1944. De leur côté, les forces britanniques et américaines envahissaient l'Italie en juillet 1943, provoquant la chute de Mussolini en septembre, et débarquaient en Normandie le 6 juin 1944 ⁶⁶. Surtout, fin décembre 1943, avait eu lieu à Téhéran une première rencontre des dirigeants des trois grandes puissances, Franklin Roosevelt pour les États-Unis, Winston Churchill pour la Grande-Bretagne et Joseph Staline pour l'URSS, dont l'objectif immédiat était l'établissement d'une stratégie commune pour la poursuite de la guerre, mais dont la fonction principale était de jeter les bases d'une entente quant aux destinées du monde. Churchill avait célébré cette rencontre comme « la plus grande concentration de pouvoir que le monde ait jamais vue » et dit que « les personnalités présentes tenaient entre leurs mains le bonheur futur de l'humanité ». Roosevelt, pour sa part, s'était félicité de voir Staline entrer dans le « cercle de famille ». Pour le monde entier, c'était la naissance d'une nouvelle « Sainte-Alliance » ⁶⁷. On pourrait dire que le prestige acquis par l'URSS aux yeux des occidentaux au cœur de la Deuxième Guerre mondiale, en raison du rôle fondamental joué par l'Armée rouge dans la victoire

⁶⁵ Ville située sur la Volga et dont le nom est aujourd'hui Volgograd.

⁶⁶ C'est ce débarquement de juin 1944, et non la victoire de Stalingrad de février 1943, que la propagande occidentale, au mépris des faits historiques, présente aujourd'hui comme l'événement décisif de la guerre et de la victoire des puissances alliées sur l'Allemagne et commémore par des grandioses cérémonies officielles tous les cinq ou dix ans sur les plages de Normandie.

⁶⁷ En 1815, après la défaite de Napoléon, les vainqueurs de la guerre, l'Angleterre, l'Autriche, la Prusse et la Russie, se répartirent les territoires des puissances vaincues et constituèrent une alliance destinée à veiller sur la stabilité de l'ordre européen et international reposant sur les principes de la légitimité monarchique et de la tradition religieuse. Mise en place contre le mouvement libéral de l'époque, contre les acquis de la Révolution française et pour la défense de l'ordre monarchique contre-révolutionnaire, la Sainte-Alliance, à laquelle la France redevenue monarchique se joignit en 1818, demeurera, sous hégémonie britannique, le pilier de l'ordre mondial jusqu'à la Première guerre mondiale de 1914-1918.

alors imminente contre l'Allemagne nazie, est analogue au prestige qu'avaient acquis l'URSS et le parti communiste espagnol aux yeux de la population espagnole pendant la guerre civile, en raison de l'aide militaire fournie aux forces républicaines.

Mais cette « russification » de la pensée politique anglaise, qui recevait une nouvelle impulsion des faits d'armes de la guerre mondiale et de l'alliance entre « Grands » dont elle venait d'accoucher, était d'ores et déjà une réalité au milieu de la décennie précédente. Dans la préface de l'édition ukrainienne de *La Ferme des animaux* rédigée en 1947, Orwell raconte qu'à leur retour d'Espagne, sa femme et lui ont été sidérés de constater que « des observateurs sensés et bien informés croyaient aux plus fantastiques récits de conspiration, de trahison et de sabotages rapportés par la presse » au sujet des grandes purges en URSS, des procès de Moscou et des chasses à l'homme en Espagne.

Cela m'a appris, écrit-il, avec quelle facilité la propagande totalitaire pouvait contrôler l'opinion d'individus éclairés dans les pays démocratiques [...]. C'est ainsi que j'ai compris, plus clairement que jamais, l'influence néfaste du mythe soviétique sur le mouvement socialiste occidental. [EAL, III, 506]

La Ferme des animaux, écrit Orwell dans la préface rédigée pour la première édition publiée en 1945 mais qui est demeurée inédite jusqu'en 1995 [EAL, III, 509], a d'abord été refusé par quatre éditeurs, dont l'un a justifié son refus par des raisons politiques. Ayant dans un premier temps accepté de le publier, il se ravisa ensuite, après avoir sollicité un avis du ministère britannique de l'Information qui lui avait fortement déconseillé d'aller de l'avant. « Si cette fable, écrit l'éditeur en question, avait pour cible les dictateurs en général et les dictatures dans leur ensemble, sa publication ne poserait aucun problème, mais [...] elle s'inspire si étroitement de l'histoire de la Russie soviétique [...] qu'elle ne peut s'appliquer à aucune autre dictature. »

L'éditeur disait regretter également le choix des cochons pour incarner la caste dirigeante, un choix qui « offensera inévitablement beaucoup de gens et, en particulier [...] les Russes » [*idem*, 509-510]. Commentant cette remarquable justification de l'autocensure d'un éditeur qui s'appuyait sur un avis ministériel incitant à une renonciation à la liberté d'expression, Orwell écrit que le principal dan-

ger qui menace alors la liberté de pensée et d'expression en Angleterre est précisément cette autocensure relevant d'une certaine orthodoxie que les bien-pensants sont sensés partager, une orthodoxie « qui exige à l'heure actuelle [...] une admiration sans réserve pour la Russie [...]. Il n'y aura personne pour publier un texte contre Staline, mais on peut s'en prendre à Churchill en toute sécurité [...]. Tant que le prestige de l'URSS n'est pas en cause, le principe de la liberté d'expression reste à peu près respecté » [*idem*, 511].

Dans ce même écrit, Orwell fustige la servilité avec laquelle les médias anglais font leur et répercutent sans discernement la propagande soviétique « avec un parfait mépris pour la vérité historique ou l'honnêteté intellectuelle ». Il mentionne l'exemple d'une émission de la BBC célébrant le 25^e anniversaire de l'Armée rouge, qui n'a même pas mentionné le nom de Trotsky, son fondateur. « Cela revenait à peu près à célébrer la bataille de Trafalgar sans parler de Nelson, mais aucun intellectuel anglais ne jugea bon de protester » ; rappelons que l'amiral Horatio Nelson dirigeait la flotte britannique dans l'historique bataille navale victorieuse de Trafalgar en 1805 contre la France, où il fut tué. De même la presse anglaise, rendant compte des luttes intestines qui se sont déroulées dans divers pays occupés au cours des dernières années de la guerre mondiale, « a chaque fois pris fait et cause pour la faction soutenue par les Russes et calomnié la faction rivale, n'hésitant pas à occulter certains faits quand il le fallait ». Plus tôt, au cours de la guerre civile espagnole, « les journaux de gauche anglais n'hésitèrent pas à calomnier les organisations du camp républicain que les Russes étaient décidés à écraser, et refusèrent de publier toute mise au point, même dans leur courrier des lecteurs » [*idem*, 512]. Quant à ce qui se passait en URSS, on le jugeait selon d'autres critères que ceux à partir desquels on évaluait ce qui se passait ailleurs.

Des gens qui s'étaient battus toute leur vie contre la peine de mort pouvaient applaudir la tuerie sans fin des purges de 1936- 1938, et ceux qui se faisaient un devoir de parler de la famine en Inde s'en faisaient également un de ne pas parler de la famine en Ukraine. [*idem*, 514]

Aussi fanatique fût-il, écrit Orwell, aucun russophile ne croyait vraiment que toutes les victimes étaient réellement coupables de ce dont on les accusait ; mais l'approbation des massacres reposait sur la prétention de ce que « en défendant des idées hérétiques, elles avaient “objectivement” nui au régime et qu'il était

donc parfaitement légitime non seulement de les mettre à mort, mais aussi de les discréditer par des accusations mensongères » [*idem*, 516].

Pour illustrer la tolérance de la pensée politique anglaise stalinisée à l'égard de la censure et de la falsification délibérée de l'histoire, Orwell cite l'exemple suivant :

À la mort de John Reed, l'auteur de *Ten Days that Shook the World* (Dix jours qui ébranlèrent le monde) – témoignage de première main sur les tout débuts de la révolution russe – le copyright de son livre devint la propriété du parti communiste anglais [...]. Quelques années plus tard, après avoir détruit tous les exemplaires de la première édition sur lesquels ils avaient pu mettre la main, les communistes anglais publièrent une version falsifiée d'où avait disparu toute mention de Trotsky, ainsi d'ailleurs que l'introduction rédigée par Lénine. [*idem*, 518]

Cette falsification, qui aurait normalement été l'objet d'une dénonciation générale, n'a à toutes fins utiles soulevé aucune protestation, écrit Orwell qui par ailleurs s'interroge : « L'actuelle généralisation de modes de pensée fascistes ne doit-elle pas être attribuée dans une certaine mesure à l'“antifascisme” de ces dix dernières années [...] ? » Dans son article déjà cité de 1946, intitulé « Où meurt la littérature », il esquisse une réponse dans les termes suivants :

Il y a quinze ans, la liberté intellectuelle devait être défendue contre les conservateurs, contre les catholiques et, dans une moindre mesure [...] contre les fascistes. Aujourd'hui, on doit la défendre contre les communistes et leurs « compagnons de route ». [EAL, IV, 80]

Mais peu de gens se lèvent pour faire entendre leur voix. Rendant compte dans cet article d'une réunion célébrant le tricentenaire de l'*Aeropagitica* du poète John Milton (1608-1674), pamphlet écrit pour la défense de la liberté de la presse, il regrette que, parmi les plusieurs centaines de personnes présentes, dont la moitié étaient des écrivains ou des journalistes, « il ne se trouva aucun participant pour faire observer que la liberté de presse, si elle a un sens, implique la liberté de critiquer et de s'opposer ».

De nos jours, insiste-t-il, il n'y a presque personne pour s'exprimer en faveur de la liberté intellectuelle aussi nettement que Milton l'a fait il y a trois siècles – et cela en dépit du fait qu'il écrivait en pleine guerre civile. [*idem*, 77]

Dans la préface de *La Ferme des animaux*, il rappelle également les principes énoncés par Rosa Luxemburg : « la liberté, c'est la liberté pour celui qui pense différemment » ; et par Voltaire : « Je déteste ce que vous dites ; je défendrai jusqu'à la mort votre droit de le dire. » [EAL, III, 515]

Avec Voltaire et Luxemburg, défendre POUND, Miller et Dali

[Retour à la table des matières](#)

En 1949, le poète américain Ezra Pound reçut le prix de la Fondation littéraire Bollingen destiné au meilleur recueil de poésie paru en 1948. L'attribution de ce prix suscita une grande controverse. Fasciste et antisémite, Pound avait été un fervent partisan de Mussolini dès les années 1920. Il avait émigré en Italie où le gouvernement fasciste lui avait attribué une chaire de professeur d'université et où il avait agi comme propagandiste actif à la radio. Pendant la Deuxième Guerre mondiale, il prit la nationalité italienne. De ses émissions radiophoniques, Orwell a écrit qu'elles étaient intellectuellement et moralement répugnantes. « Je me souviens d'au moins une d'elles, où il approuvait le massacre des Juifs d'Europe de l'Est et "avertissait" les Juifs américains que leur tour allait venir. » [EAL, IV, 587] Mais ces positions politiques inacceptables ne pouvaient constituer à ses yeux une raison pour refuser à Pound un prix littéraire, s'il méritait ce prix selon des critères purement littéraires. Les jurés, écrit-il, « se sont rangés à une position qui est au fond celle de "l'art pour l'art", position selon laquelle il convient de bien distinguer le jugement esthétique et le jugement moral ». Cette distinction ne saurait permettre par contre de fermer les yeux sur les agissements politiques de Pound sous prétexte de ses qualités de bon écrivain, précise Orwell. « Peut-être est-il un bon écrivain (personnellement, je dois reconnaître que je l'ai toujours considéré comme un simple faiseur), mais les conceptions qu'il a essayé de propager par ses oeuvres sont néfastes. » Orwell disait admirer sur le plan littéraire de nombreux écrivains dont les opinions politiques étaient très éloignées des siennes, parmi lesquels des écrivains comme Louis-Ferdinand Céline, passé dans le camp fasciste, et soutenait leur droit d'exprimer ces opinions, qu'il a combattues le cas échéant sans compromis [EAL, III, 111 ; EAL IV, 587-588].

L'un de ces auteurs est Henry Miller, dont Orwell admirait certains livres parmi lesquels *Le tropique du cancer*, mais dont il détestait le cynisme et les idées réactionnaires. En route vers l'Espagne en décembre 1936, il lui avait rendu visite à Paris lors d'un bref arrêt pour obtenir son visa du consulat espagnol. Il lui avait alors fait part des motifs qui le poussaient à se rendre en Espagne et avait tenté de le convaincre de l'obligation morale des écrivains de s'engager dans la lutte armée contre le fascisme. Miller lui avait répondu que toutes ces idées sur la défense de la démocratie étaient de la foutaise et, qu'à son avis, aller combattre en Espagne était un pur acte d'idiotie. Il lui avait fait cadeau d'un manteau de velours qu'il considérait comme sa contribution à la cause de la République espagnole. Selon son secrétaire, Alfred Perles, Miller lui aurait offert le même manteau s'il avait annoncé son intention d'aller combattre du côté de Franco [Crick, 1982, 283 ; Orwell, 2003, 15]. Dans une recension publiée en 1946 d'un recueil de Miller intitulé *The Cosmological Eye* (L'oeil cosmologique), Orwell, après avoir fait une critique dévastatrice de la piètre valeur littéraire de l'ouvrage, se livre à une critique aussi dévastatrice des idées qu'il véhicule et qui ne semblent pas avoir beaucoup changé en dix ans :

Dégagées du langage flamboyant qui les englobe, les opinions de Miller relèvent pour l'essentiel du lieu commun et sont souvent de nature réactionnaire. Elles se réduisent à une sorte de quiétisme nihiliste. Il affirme n'éprouver aucun intérêt pour la politique – au début de son livre, il annonce qu'il est « devenu Dieu » et qu'il est « absolument indifférent au destin du monde » –, mais en fait il ne cesse d'assener des déclarations politiques, y compris d'inconsistantes généralisations raciales sur « l'âme française », « l'âme allemande », etc. Son pacifisme est radical, mais il manifeste par ailleurs une aspiration à la violence, à condition qu'elle se manifeste ailleurs ; il considère que la vie est merveilleuse, mais il espère voir bientôt tout voler en éclats, et il parle beaucoup des « grands hommes » et des « aristocrates de l'esprit ». Il refuse de faire quelque différence que ce soit entre le fascisme et le communisme, puisque la « société est constituée d'individus ». [EAL, IV, 135-136]

Orwell dit attendre le jour où Miller cessera d'écrire des phrases creuses sur la mort et l'univers pour revenir au type d'écrits où il a démontré son véritable talent.

Orwell traite de cette même distinction nécessaire entre jugement esthétique et jugement moral dans le domaine des arts, dans un article de 1944 intitulé *Benefit of Clergy* (littéralement « privilège de clergie ») dont le titre de la traduction française est « L'immunité artistique ». Cet article commente une autobiographie de Salvador Dali publiée sous le titre *The Secret Life of Salvador Dali*. Personnage narcissique, égoïste, prétentieux, provocateur, pervers, nécrophile, fuyard devant la guerre civile espagnole pour se réfugier en Italie, puis fuyard encore en France au début de la Deuxième Guerre mondiale pour rentrer dans l'Espagne franquiste demeurée neutre, puis se réfugier aussitôt aux États-Unis, etc., Dali se présente dans tous ces aspects dans ce livre autobiographique qu'Orwell définit comme « un livre qui pue ». Mais cet « être humain répugnant » est aussi un « dessinateur exceptionnellement doué » et le « moralement dégradé peut être esthétiquement valable » [EAL, III, 206-208]. Il vaut la peine de mentionner que cet article d'Orwell qui, tout en condamnant l'être antisocial qu'est Dali, défend son droit à l'existence et à la libre expression en tant qu'artiste, a été censuré « en raison de son obscénité » et retiré à la dernière minute du livre dans lequel il devait être publié, alors qu'il était déjà sous presse [*idem*, 213]. Le plaidoyer formulé ici par Orwell en faveur de la liberté de l'art rejoint celui qui a été rédigé à la même époque dans le *Manifeste pour un art révolutionnaire indépendant*, signé et publié en 1938 par l'écrivain surréaliste français André Breton et le peintre muraliste mexicain Diego Rivera, à la rédaction duquel a contribué Trotsky. Le manifeste, qui synthétise dans le mot d'ordre « Toute licence en art ! » l'obligation pour la création artistique d'échapper à toute contrainte, est une condamnation sans appel de cette contradiction intrinsèque d'un « art officiel », voué au culte du chef et des réalisations du régime et imposé par l'État qui en dicte les formes et le contenu, dont le « réalisme socialiste » qui venait alors de naître avec la dictature stalinienne était la sinistre expression.

On ne saurait par ailleurs passer sous silence les nombreuses conférences politiques prononcées par Orwell et les émissions qu'il a réalisées pour la BBC pendant de nombreuses années, ainsi que sa participation à divers organismes de défense des libertés. Pour ce qui est de ces derniers, mentionnons d'abord le *Freedom Defence Committee*, fondé en 1945 « pour défendre les libertés fondamentales des individus et des organisations, quelles que soient leurs positions politiques, et pour venir en aide à ceux qui sont persécutés pour avoir exercé leurs droits à la

liberté de s'exprimer, d'écrire et d'agir » [EAL, IV, 535]. Orwell en était le vice-président. Diverses personnalités en faisaient partie, parmi lesquelles Bertrand Russell, Benjamin Britten, Henry Moore, Cyril Connolly et Herbert Read. En collaboration avec son proche ami Arthur Koestler et le philosophe Bertrand Russell, Orwell a tenté au cours de l'année 1946, sans succès toutefois, de jeter les bases de la création d'une organisation internationale semblable à la Ligue des droits de l'homme de l'avant-guerre, ayant pour objectif de protéger les individus, dans quelque pays que ce soit, contre l'arrestation arbitraire, l'emprisonnement sans procès, l'expulsion de leur pays ou la restriction de la liberté de déplacement à l'intérieur de celui-ci, de promouvoir la liberté d'expression et la liberté de la presse, ainsi que le droit de chaque individu de voter pour le candidat de son choix [EAL, IV, 97, n. 3].



La défense inconditionnelle par Orwell de la liberté de penser, de s'exprimer et de critiquer ne saurait pourtant le rapprocher de l'individualisme économique, qu'il a combattu tout aussi résolument. On le vérifie en particulier dans sa brève recension du célèbre ouvrage de l'économiste Friedrich von Hayek *The Road to Serfdom*, publié en 1944. *La Route de la servitude* est considérée comme la charte fondatrice de ce que nous appelons aujourd'hui le néolibéralisme, dont Hayek est vu comme le père fondateur. Brièvement résumée, la thèse de Hayek présente le socialisme comme conduisant inévitablement au despotisme, et le retour à la libre concurrence, sans intervention de l'État, comme l'unique chance de salut. Orwell écrit :

Il y a beaucoup de vrai dans la partie critique de la thèse du professeur Hayek. On ne dira jamais assez – et d'ailleurs on l'a fort peu dit – que le collectivisme n'est pas démocratique par nature, mais qu'il confère à une minorité tyrannique des pouvoirs tels que les inquisiteurs espagnols eux-mêmes n'auraient jamais osé en rêver. Le professeur Hayek a probablement raison aussi quand il dit qu'en Angleterre les intellectuels sont plus enclins à avoir une mentalité totalitaire que les gens du commun. Mais il ne voit pas, ou il ne veut pas admettre, qu'un retour à la « libre » concurrence signifie pour la grande masse des gens une tyrannie sans doute encore pire [...] que celle de l'État. Le professeur Hayek nie que le capitalisme

libéral mène nécessairement au monopole, mais dans la pratique c'est bien là que ce système a mené. [III, 153-154]

Pour Orwell, « les systèmes prétendument collectivistes qui existent actuellement ne tentent d'en finir avec l'individu que parce qu'ils ne sont pas réellement collectivistes, et encore moins égalitaires [...] ; en réalité ils ne sont qu'un simulateur masquant une nouvelle forme de pouvoir de classe », écrit-il dans la recension d'un livre intitulé *The Unquiet Grave* de Cyril Connolly [*idem*, 404]. Il n'y aurait en conséquence d'autre issue que si on parvenait « à combiner une économie planifiée avec la liberté de pensée » [*idem*, 155].

GEORGE ORWELL,
DE LA GUERRE CIVILE ESPAGNOLE À 1984

Chapitre 5

VERS LA FERME DES ANIMAUX ET 1984

Les fictions anticipatrices de London,
Wells, Huxley et Zamiatine

[Retour à la table des matières](#)

Parmi les nombreux auteurs qui ont captivé l'intérêt d'Orwell, dont il a recensé et critiqué les ouvrages et dont il a à des degrés divers subi l'influence dans la rédaction de ses deux livres les plus connus, les principaux sont Jack London, Herbert George Wells, Aldous Huxley, Eugène Zamiatine, Arthur Koestler et James Burnham. Écrit en 1907, *The Iron Heel (Le Talon de fer)* de Jack London est une fiction anticipatrice qui prophétise certains aspects du nazisme. Après l'écrasement par la classe capitaliste d'une révolution prolétarienne qui a éclaté aux États-Unis, une longue période commence au cours de laquelle la société est dirigée par des tyrans appelés les « oligarques » qui imposent leur ordre dictatorial au moyen d'une police militarisée, les « mercenaires ». London, écrit Orwell, « a prévu certains détails avec une surprenante acuité ; ainsi, il a prévu une des horreurs spécifiques de la société totalitaire : la manière dont certains individus soupçonnés d'être hostiles au régime disparaissaient purement et simplement » [EAL, IV, 34]. Mais le livre à ses yeux est surtout remarquable en ce qu'il montre que la société capitaliste ne s'écroulera pas sous le poids de ses propres contradic-

tions et que la classe possédante, attachée à ses privilèges, mettra tout en oeuvre pour maintenir sa domination. En d'autres termes, on ne peut s'attendre à ce que la bourgeoisie commette un suicide politique et quitte d'elle-même la scène de l'histoire, considérant sa mission historique comme accomplie. Elle « se montrera capable de s'organiser à la manière d'un gigantesque trust et même d'évoluer vers une sorte de socialisme perversi en sacrifiant nombre de ses privilèges afin de préserver sa domination » [*idem*]. Convaincue qu'elle est l'unique soutien de la civilisation et que, sans elle, l'anarchie règnerait, elle mènera contre le monde ouvrier la lutte la plus sanglante et la plus impitoyable que l'histoire ait connue.

Dans un article de 1940 intitulé « Le fascisme prophétisé », Orwell rapproche *Le Talon de fer* d'un autre ouvrage de fiction anticipatrice, celui de Herbert George Wells, publié en 1899 et intitulé *The Sleeper Awakes* (*Quand le dormeur s'éveillera*), auquel, dit-il, le livre de London doit beaucoup.

[Ce livre est] la vision anticipée d'un monde sinistre où la société s'est figée en un système de castes rigides et où les ouvriers sont perpétuellement tenus en esclavage. C'est aussi un monde sans projet, dans lequel les classes supérieures, qui vivent du labeur des ouvriers, sont formées d'être mous, cyniques et totalement désabusés. Il n'y a dans la vie aucun but qui mérite d'être poursuivi [...]. [EAL, II, 43]

L'image de Wells de travailleurs esclaves travaillant comme des troglodytes dans des cavernes souterraines au bénéfice d'une caste privilégiée vivant dans un superluxe a été brillamment mise à l'écran par Fritz Lang dans son film *Metropolis*, produit en 1927. Littérairement supérieur à celui de London, le livre de Wells souffre aux yeux d'Orwell d'un défaut qui est poussé au paroxysme chez Huxley, celui de reposer sur l'hypothèse de la pérennité d'une société fondée sur le principe hédoniste.

Du livre d'Aldous Huxley, *Brave New World* (*Le Meilleur des mondes*) publié en 1932 et dont plus d'un million d'exemplaires ont été vendus dès la première année, Orwell dit que, s'il est une brillante caricature du présent (celui des années 1930), il ne jette probablement aucune lumière sur l'avenir. Pour apprécier ce jugement, rappelons d'abord que le monde imaginé par Huxley est un monde strictement organisé et totalitaire, où les êtres humains sont produits et spécialisés à volonté par des manipulations chimiques et génétiques en fonction des tâches auxquelles on les destine et des capacités intellectuelles nécessaires à l'exécution

de ces tâches. Ils sont dès leur naissance soumis à un processus de conditionnement de l'esprit à base de drogues et d'hypnose dont l'objectif est de les amener à vivre dans le bonheur l'intégration dans leur caste et leur contribution à la réalisation du bien commun. La caste dirigeante impose la stabilité sociale dans une société à jamais figée, en contraignant les membres de la société à aimer la destination sociale à laquelle ils ne peuvent échapper, ce qui implique que l'histoire s'est arrêtée. À l'heure où le clonage et les manipulations génétiques sont des questions brûlantes d'actualité, aujourd'hui, plus de soixante-dix ans après sa publication, il est incontestable que *Le Meilleur des mondes* de Huxley jette, à tout le moins à cet égard, une lumière particulièrement brillante sur l'avenir. Mais le sens de la remarque d'Orwell est d'un autre ordre, à savoir qu'à ses yeux, une société hédoniste ne saurait se maintenir durablement.

Aucune société de l'espèce dépeinte ne pourrait subsister plus de deux ou trois générations, car une classe dirigeante ne pensant qu'à se « donner du bon temps » perdrait vite tout ressort vital. Toute classe dirigeante a besoin d'observer une morale stricte, elle doit être animée d'une foi quasi religieuse en elle-même, d'une mystique. London l'a bien compris et, s'il présente la caste de ploutocrates qui gouvernent le monde pendant sept siècles comme des monstres inhumains, il se garde d'en faire des oisifs ou des sensualistes. [EAL, II, 44]

Dans *Le meilleur des mondes*, écrit Orwell à l'occasion d'une recension, publiée en 1946, du livre d'Eugène Zamiatine intitulé *Nous autres*, « ceux qui sont au sommet n'ont aucun motif véritable de s'y maintenir, et si chacun connaît une sorte de bonheur dans la vacuité, la vie est devenue si vaine qu'il est difficile de croire qu'une telle société puisse se perpétuer » [EAL, IV, 94].

Né en Russie, Zamiatine a été emprisonné par le gouvernement tsariste en 1906 et par les bolcheviks en 1922 et est mort à Paris en 1937. Son livre *Nous autres* a été écrit en 1923. Sa publication ayant été interdite en Russie, des traductions anglaise, française et tchèque ont pu paraître après qu'un exemplaire du manuscrit eut pu sortir du pays. Il s'agit d'une fiction qui se passe au XXVI^e siècle de notre ère.

La première chose qui ne peut manquer de frapper quiconque lit *Nous autres* – et qu'à ma connaissance personne n'a jamais relevée –, c'est qu'Aldous Huxley s'en est très certainement inspiré, du moins en partie,

lorsqu'il a écrit *Brave New World*. Il est question dans ces deux ouvrages de la révolte de l'esprit humain primitif contre un monde rationalisé, mécanisé et sans souffrance, et les deux histoires sont censées se dérouler dans environ six cents ans. L'atmosphère est analogue dans les deux livres, qui décrivent approximativement le même type de société, bien que celui de Huxley traduise une moindre conscience politique et soit davantage influencé par des théories biologiques et psychologiques récentes. [EAL, IV, 93]

Dans une lettre du 30 mars 1949 à son éditeur F.J. Warburg où il décrit *Nous autres* comme « un maillon intéressant de la chaîne des livres utopiques [...] [qui] règle leur compte aux utopies de type hyperrationnel et hédoniste [...] [et dont] il est scandaleux qu'il [...] soit épuisé sans être réédité alors qu'on publie tous les jours tant d'inepties », il dit cette fois d'une manière des plus directes : « Je pense que *Brave New World* d'Aldous Huxley en est dans une certaine mesure un plagiat. » [*idem*, 581]

Sans utiliser comme tel le terme « plagiat », Isaac Deutscher [1957, 231-232] a soutenu quant à lui qu'Orwell a emprunté l'idée, l'intrigue, les personnages principaux, les symboles et l'atmosphère générale de *1984* à *Nous autres* de Zamiatine, et qualifié l'ouvrage d'Orwell de « pure variation anglaise sur le thème de Zamiatine ». Dans *George Orwell and the Origins of 1984*, William Steinhoff s'emploie à réfuter point par point les accusations de Deutscher et rappelle l'insistance d'Orwell à réclamer la réédition en langue anglaise de l'ouvrage de Zamiatine, démarche dont un plagiaire de cet ouvrage se serait certainement abstenu [1976, 23-29]. Dans le même sens, Edward Brown [1983] soutient qu'au-delà des nombreux parallèles entre *Nous autres* et *1984*, les deux ouvrages ne sont même pas des parents éloignés.

Le résumé suivant qu'Orwell donne de *Nous autres* fait ressortir la ressemblance frappante entre ce livre et celui de Huxley.

Au 26^e siècle, tel que le conçoit Zamiatine, les habitants d'Utopie ont perdu toute individualité, à tel point qu'ils ne sont plus désignés que par des numéros. Ils vivent dans des maisons de verre, ce qui permet aux membres de la police politique de les surveiller plus facilement. Ils portent tous des uniformes identiques, et on appelle communément un être humain « un numéro » [...]. Ils se nourrissent d'aliments synthétiques, et leur distraction habituelle consiste à marcher en rangs par quatre pendant que

l'hymne de l'État unique est diffusé par des haut-parleurs. Périodiquement, ils sont autorisés pendant une heure (appelée l'heure sexuelle) à baisser les rideaux de leurs appartements de verre. Bien entendu, le mariage n'existe pas, sans que la vie sexuelle soit pour autant parfaitement libre. Pour faire l'amour, chacun dispose d'une sorte de carnet de tickets roses, et le partenaire avec lequel il passe une de ces heures sexuelles autorisées inscrit son nom sur le talon du carnet. L'État unique est dirigé par un personnage appelé « le Bienfaiteur », qui est réélu chaque année par la population entière, le vote étant toujours unanime. Le principe directeur de l'État est que le bonheur et la liberté sont incompatibles. Au jardin d'Éden, l'homme était heureux, mais il a, dans sa folie, exigé la liberté, et il a été chassé dans le désert. Maintenant l'État unique lui a rendu le bonheur en le privant de la liberté. [EAL, IV, 93]

Au-delà des ressemblances entre le livre de Huxley et celui de Zamiatine, Orwell souligne le rapport plus étroit du livre de Zamiatine avec la situation contemporaine. Dans *Le meilleur des mondes*, le problème de la nature humaine est à toutes fins utiles définitivement résolu grâce aux connaissances scientifiques et techniques qui permettent le conditionnement de l'individu dans un univers artificiel échappant à l'histoire. Dans *Nous autres*, malgré l'éducation et la vigilance de la police politique, les « instincts anciens » sont loin d'avoir été étouffés, de sorte que la résistance clandestine s'organise et mène à une rébellion que les autorités répriment après avoir identifié l'origine des désordres dans cette maladie dont souffrent certains êtres humains déviants : l'imagination. Le centre nerveux de l'imagination ayant été localisé, la maladie peut être guérie par un traitement aux rayons X, et l'individu guéri peut dès lors dénoncer ses complices à la police, assister en toute candeur à leur torture, ainsi qu'aux exécutions de masse qui ont lieu en public, en présence du Bienfaiteur, lors de cérémonies accompagnées d'odes triomphales récitées par les poètes officiels.

C'est cette compréhension intuitive de l'aspect irrationnel du totalitarisme – les sacrifices humains, la cruauté considérée comme une fin en soi, l'adoration d'un chef qu'on dote d'attributs divins – qui fait la supériorité du livre de Zamiatine sur celui de Huxley. [EAL, IV, 95]

Un livre d'autant plus prémonitoire qu'il a été écrit en 1923, avant le début de la dictature stalinienne qui a commencé à s'affirmer au lendemain de la mort de Lénine en 1924. Un livre qui a aussi très certainement influencé Orwell.

Les écrits de Koestler et de Souvarine

[Retour à la table des matières](#)

L'allégorie hédoniste est également l'objet de la critique d'Orwell chez Arthur Koestler dans un article de 1944. Ami intime d'Orwell, d'origine hongroise et émigré en Angleterre, Koestler a été correspondant en Espagne du journal britannique *News Chronicle* pendant la guerre civile. Fait prisonnier au début de 1937 lors de la prise de Malaga par l'armée franquiste, il a été condamné à mort sans jugement, détenu pendant plusieurs mois et torturé dans une prison de Séville où il entendait chaque nuit le bruit des mitrailleuses lorsque de nouveaux groupes de ses compagnons de détention étaient fusillés et se trouvait lui-même à chaque moment susceptible d'être amené devant le peloton d'exécution. Il a été libéré grâce à une intervention du gouvernement britannique. Il a relaté cet épisode de cauchemar dans un livre intitulé *Spanish Testament (Dialogue avec la mort)*, dont l'analyse politique est par ailleurs, aux dires d'Orwell, malheureusement empreinte de l'orthodoxie stalinienne de Front populaire qui lui venait de ce qu'il était alors encore membre du parti communiste ou l'avait quitté depuis peu.

Les problèmes politiques posés par la guerre civile étaient si complexes qu'il était impossible à un communiste d'écrire honnêtement sur la lutte qui se déroulait au sein du camp gouvernemental. La grande faute de la quasi-totalité des auteurs de gauche depuis 1933 est d'avoir voulu être antifascistes sans être en même temps antitotalitaires. En 1937, Koestler l'avait compris mais il ne se sentait pas libre de le dire. Il fut à deux doigts de le dire – il le dit en fait [...] – dans son livre suivant, *The Gladiators* [...]. [EAL, III, 302]

The Gladiators (Spartacus), paru en 1938, est l'histoire du gladiateur thrace qui dirigea une révolte d'esclaves vers 65 avant notre ère, dont Koestler fait une version primitive du despote qui soumet le prolétariat à sa dictature. Après avoir remporté une multitude de victoires, les esclaves révoltés édifient une ville à eux, la Cité du Soleil, dans laquelle les êtres humains sont libres, égaux et heureux, libérés de l'esclavage, des injustices, de la famine, des châtements corporels, des exécutions, etc. Mais, à peine né, ce projet d'une société juste échoue. Les conflits

renaissent, les esclaves n'étant pas satisfaits de leur liberté parce qu'ils doivent encore travailler. Et la rupture est provoquée par les esclaves les moins dociles qui continuent à se révolter. Devenu dictateur, Spartacus, crucifie ses plus anciens partisans. La Cité du soleil est condamnée et s'effondre. En conclusion, on n'arrive à rien si l'on n'est pas résolu à faire usage de la force, mais on dénature ainsi les buts qu'on s'était fixés. Les révolutions sont vouées à la décadence en raison des effets corrupteurs du pouvoir ; telle est la thèse centrale du livre. Telle est aussi la vision générale des choses de Koestler, écrit Orwell qui lui reproche de n'avoir comme objectif ultime que la réalisation du paradis terrestre, la Cité du soleil, et de sombrer dans le pessimisme devant le constat de ce que « ce paradis terrestre s'éloigne tous les jours un peu plus et que ce qui nous attend dans l'immédiat est davantage le carnage, la tyrannie et les privations ». On aboutit donc à ce sentiment qu'il n'existe dans l'immédiat aucun remède, que toute action politique est vaine, ce qui confine à l'impasse. Il y a dans les écrits de Koestler, écrit Orwell, « une tendance hédoniste qui explique son incapacité à adopter une position politique après avoir rompu avec le stalinisme » [EAL, III, 310-311].

La même conclusion se dégage d'un autre livre de Koestler, intitulé *Darkness at noon* (*Le zéro et l'infini*), paru en 1940. Ici, il ne s'agit pas d'une allégorie. Le récit, tout en étant fictif, puise son inspiration dans la réalité contemporaine des purges perpétrées par le totalitarisme stalinien. Il raconte l'incarcération et l'exécution d'un militant de la vieille garde bolchevique qui a dirigé la révolution d'octobre 1917 en Russie : après avoir nié les crimes de trahison dont on l'accuse, il finit par « avouer » et reconnaître sa culpabilité même s'il n'a jamais commis ces actes et qu'il sait pertinemment que sa seule faute, capitale, est d'avoir en horreur le régime qui le condamne. Pourquoi lui, comme les accusés des procès de Moscou, finit-il par « avouer » ? Rejetant l'hypothèse d'aveux arrachés sous la torture ou sous la menace de représailles visant parents et amis, Koestler y voit plutôt l'effet du désespoir, de l'effondrement moral et du refus de trahir l'attachement au Parti. En fin de compte, l'accusé avoue :

[...] parce qu'il ne trouve plus en lui aucun motif de ne pas le faire. Il y a longtemps que les notions de justice et de vérité objective ont perdu tout sens pour lui. Des années durant, il a été l'instrument aveugle du Parti, et le Parti exige à présent qu'il avoue des crimes qui n'ont jamais existé. Finalement, quoiqu'il ait fallu tout d'abord le malmener et l'affaiblir, il est

d'une certaine façon fier de la décision qu'il a prise de passer aux aveux.
[EAL, III, 305]

Dans une fiction de quelques pages intitulée *Year Nine* du proche ami d'Orwell, Cyril Connolly, qu'Irving Howe a caractérisée comme une esquisse annonciatrice de *1984* [1982, 232], on retrouve la même attitude d'accusés en paix avec eux-mêmes à la suite d'« aveux » auxquels ils ont été astreints, et qui font l'éloge de leurs bourreaux, reconnaissant avoir été traités avec beaucoup d'égards en dépit de leur condamnation et des tortures auxquelles ils ont été soumis.

Darkness at noon, écrit Orwell, est une version romancée d'un pamphlet intitulé *Cauchemar en URSS*, rédigé par Boris Souvarine⁶⁸ et publié en juillet 1937, qui révèle une masse d'information jusqu'alors insoupçonnée au sujet de la multitude de purges auxquelles avait déjà procédé le régime et dont les procès de Moscou n'étaient que la pointe de l'iceberg. À la suite d'André Gide qui venait de dénoncer le climat de terreur régnant en URSS dans son *Retour de l'URSS* publié en 1936 et ses *Retouches* publiées l'année suivante, Souvarine levait le voile sur l'aspect particulièrement renversant des procès truqués et de leur mise en scène dans un climat de schizophrénie de masse :

Avant même la première audience de chaque procès et la publication de l'acte d'accusation, sans aucune information préalable dans la presse communiste, dans l'ignorance complète des faits de la cause, une prétendue « opinion publique » singulièrement unanime et d'habitude silencieuse sort tout à coup de son mutisme pour exiger des peines capitales [...]. Les enfants des écoles, les ouvriers des usines, les paysans de la steppe, [...] les écrivains, les savants, les académiciens, les illettrés communient dans une même indignation spontanée, avec une curieuse identité de langage [...]. Les inculpés renoncent à la défense sous prétexte de se défendre eux-mêmes et, en guise de plaider, se chargent de tous les forfaits ima-

⁶⁸ Membre fondateur et représentant du Parti communiste français auprès du Comité exécutif de l'Internationale communiste, Souvarine en a été expulsé en 1924 pour son adhésion aux critiques formulées par Trotsky à l'égard de la bureaucratisation du parti et de l'État, et pour avoir publié son ouvrage en 1923, *Cours nouveau*, qui appelle à un changement radical de la situation. De retour en France, il a animé un cercle politique de communistes opposés au stalinisme, entretenant en particulier des liens avec les militants espagnols qui fonderont le POUM.

ginables, [...] se dénoncent les uns les autres, avouent tout et bien d'autres choses encore ; ils entraînent dans leur perte le plus possible de camarades et d'amis, se découvrent des circonstances aggravantes, réclament avec frénésie le maximum de la peine et du déshonneur [...]. Avant de mourir, les victimes tiennent expressément à faire l'apologie du bourreau. Personne ne se soucie de vérité, ni les juges, ni les accusateurs, ni les accusés, ni la presse, mais tout le monde s'applique à glorifier un certain Staline et à couvrir d'opprobre un nommé Trotsky [...] immuable accusé, éternel coupable [...]. [Souvarine, (1937) 2001, 33-35]

Les tortures morales provoquant la décomposition mentale, dont Souvarine écrit que le GPU en a développé une science raffinée surpassant l'Inquisition [*idem*, 74-75], le mépris de la vérité, les manifestations collectives de haine des coupables de crimes imaginaires, l'usage des procès à des fins « d'éducation publique », ainsi que l'exaltation de Staline et le dénigrement de Trotsky sont autant d'éléments mis en lumière par Souvarine, qui trouveront un écho dans *1984*. La dernière phrase de la citation, en particulier, annonce les rapports imaginés par Orwell entre ses personnages *Big Brother* et Emmanuel Goldstein. Si le rapprochement entre Staline et *Big Brother* s'impose de lui-même, le lien entre Trotsky et Goldstein, au-delà de la suggestive similitude des noms (sachant que Léon Trotsky est le pseudonyme de Lev Davidovitch Bronstein) et de la description physique qu'Orwell donne de Goldstein qui est un portrait de Trotsky, ressort sans équivoque de l'extrait suivant de *1984* :

L'histoire a réellement commencé au milieu des années soixante, avec la période des grandes purges à l'occasion desquelles les leaders historiques de la Révolution ont été balayés une fois pour toutes. Vers 1970, il n'en restait plus aucun, à l'exception de Big Brother lui-même. À ce moment-là, tous les autres avaient été publiquement démasqués comme traîtres et contrerévolutionnaires. Goldstein s'était enfui et se cachait, personne ne savait où. Quant aux autres, certains d'entre eux avaient simplement disparu, alors que la plupart avaient été exécutés à la suite de spectaculaires procès publics au cours desquels ils avaient avoué leurs crimes [...]. [Orwell (1949) 2003, 111]

L'identification de Goldstein à Trotsky, qui a été reconnue par la plupart des critiques, a par ailleurs été confirmée par Orwell lors d'un entretien avec l'écrivain et journaliste Tosco Fyvel, cité par Steinhoff [1976, 186]. Staline et

Trotsky sont tout aussi facilement identifiables dans *La Ferme des animaux* dans les personnages de Napoléon et Boule de Neige.

Le totalitarisme inéluctable de Burnham et Rizzi

[Retour à la table des matières](#)

Pour James Burnham dans *The Managerial Revolution (L'Ère des organisateurs)* publié en 1940 et *The Machiavellians (Les Machiavéliens, défenseurs de la liberté)* publié en 1943, le capitalisme est condamné et le socialisme est une utopie. On verra émerger un nouveau type de société planifiée et centralisée qui ne sera ni capitaliste, ni socialiste, ni démocratique, mais qui sera dirigée par ceux qui contrôlent effectivement les moyens de production, les dirigeants d'entreprises, les techniciens, les bureaucrates et les militaires, que Burnham réunit sous la désignation d'« organisateurs » (*managers*). Ces derniers vont éliminer la vieille classe capitaliste, mettre au pas la classe ouvrière et organiser la société en fonction de leurs intérêts, réunissant entre leurs mains tous les pouvoirs et les privilèges qui en découlent. Les nouvelles sociétés seront constituées d'une oligarchie dominant une masse de demi-esclaves. Elles donneront lieu à la formation de super-États de vastes dimensions qui se disputeront les parties du monde qui n'auront pas encore été rattachées à des zones d'influence. La marche vers cette forme de totalitarisme est inéluctable et elle ne doit pas être combattue. Pour Burnham, le pouvoir de l'oligarchie repose toujours sur la force et le mensonge, ce qui a été une fois de plus éloquemment confirmé, entre autres, par les agissements du président George Bush des États-Unis et du premier ministre Anthony Blair de Grande-Bretagne, qui ont inventé la fable de la présence d'armes de destruction massive en Irak pour justifier le déclenchement de leur agression contre ce pays en 2003. Pour Burnham également, la politique consiste exclusivement à lutter pour le pouvoir, et les discours sur la démocratie, la liberté, la fraternité, etc., sont des fumisteries ; comme Machiavel et ses disciples l'ont enseigné, l'honnêteté n'y a pas sa place.

Évaluant les prévisions de Burnham à la lumière des développements des sociétés soviétique et allemande, Orwell écrit :

En tant qu'interprétation de ce qui se passe, la théorie de Burnham est, comme on le voit, extrêmement plausible, pour ne pas dire plus. En tout cas, les événements des quinze dernières années en URSS peuvent être expliqués bien plus facilement par cette théorie que par n'importe quelle autre. Il est évident que l'URSS n'est pas socialiste, et ne peut être dite telle que si on donne à ce terme une acception différente de celle qu'il aurait dans tout autre contexte. D'autre part, les prophéties annonçant le retour du régime russe au capitalisme ont toujours été démenties par les faits et semblent aujourd'hui plus éloignées que jamais de leur réalisation. [EAL, IV, 203]

Pour ce qui est de l'affirmation de Burnham à l'effet que le processus de mise en place de la société « organisée » était allé aussi loin dans l'Allemagne nazie, Orwell dit :

Il est probable que Burnham exagère, mais il paraît certain qu'il y avait bien une dérive du capitalisme traditionnel vers une économie planifiée contrôlée par une oligarchie d'adoption. En Russie, les capitalistes ont été les premiers à être éliminés, et les travailleurs ont été écrasés ensuite. En Allemagne, les travailleurs ont été écrasés les premiers, mais l'élimination des capitalistes avait à tout le moins commencé, et les prévisions fondées sur l'idée que le nazisme « c'était le capitalisme et rien de plus » ont constamment été démenties. [*idem*]

Orwell reprend ici l'idée, exprimée en 1940 dans sa critique d'un livre de Franz Borkenau intitulé *The Totalitarian Enemy*, d'un « collectivisme oligarchique » vers lequel convergeraient ces deux régimes issus d'extrêmes diamétralement opposés que sont le nazisme et le stalinisme et dont l'acte officiel de consécration publique aurait été la signature du pacte entre Hitler et Staline en 1939, pacte en vertu duquel désormais « la "lie de la terre" et le "boucher aux mains rougies du sang des ouvriers", comme ils se définissaient l'un l'autre, marchaient bras dessus bras dessous, affichant une amitié "scellée dans le sang", selon la guillerette expression de Staline » [EAL, II, 36]. Notons en particulier que l'expression « collectivisme oligarchique » est celle qu'Orwell utilise pour désigner le régime en vigueur dans les trois « super-États » de son roman *1984*.

Ces appréciations d'Orwell du livre de Burnham appellent des commentaires. Si l'incontestable similitude des méthodes totalitaires employées par le nazisme et le stalinisme permet d'en conclure à une convergence de régimes sociaux fonda-

mentalement différents vers des formes analogues de direction oligarchique, peut-on en tirer les mêmes conclusions quant à une hypothétique convergence de ces régimes vers un même « collectivisme » social ? Dans la succession historique des sociétés, le capitalisme est le régime de la domination d'une classe sociale, la bourgeoisie, propriétaire des moyens de production. Sous le capitalisme comme dans les régimes sociaux qui l'ont précédé, il n'y a pas une forme politique unique de l'exercice de cette domination sociale. Il y en a au contraire une grande variété qui coexistent dans l'espace et se succèdent dans le temps : régime parlementaire avec divers types de représentation populaire, régime présidentiel avec une concentration plus ou moins grande du pouvoir entre les mains du président, régime militaire, dictatorial, avec suppression complète des libertés démocratiques, etc. Mais quelle que soit la forme de cette domination politique, le contenu social de l'État n'en demeure pas moins le même, celui de la domination de la bourgeoisie, de la domination du capital sur le travail. L'expropriation politique de la bourgeoisie par le pouvoir fasciste de Mussolini à partir des années 1920 en Italie ou par le parti nazi d'Hitler en Allemagne en 1933 n'était qu'une manière particulière de garantir le régime économique de la propriété privée des moyens de production et de la libre entreprise, et de préserver les conditions de la fructification du capital. De même, le régime socialiste, celui de la domination sociale de la classe ouvrière fondé sur l'expropriation du capital, a connu des formes politiques différentes, dont la mieux connue est malheureusement celle du monopole politique d'une bureaucratie répressive, toute-puissante et omniprésente qui s'est érigé sur les ruines des organes démocratiques du pouvoir ouvrier qu'étaient les conseils ouvriers ou soviets, nés dans la révolution socialiste. L'idée d'une convergence du nazisme et du stalinisme vers un « collectivisme » dirigé par une bureaucratie oligarchique oblige donc à concevoir ce collectivisme comme un nouveau régime de classes et de propriété des moyens de production dans lequel la bureaucratie dominante exploiterait la force de travail selon des modalités nouvelles.

Cette question, pour ce qui est de l'URSS, a été l'objet d'un important débat lancé en 1936 par la parution de l'ouvrage de Léon Trotsky intitulé *La Révolution trahie*, auquel Burnham, alors dirigeant du mouvement trotskyste américain re-

groupé dans le *Socialist Workers Party*, a activement participé ⁶⁹. Dans ce débat, Trotsky défend la conception marxiste selon laquelle le caractère social de l'État est défini par les formes de propriété des moyens de production : l'État capitaliste, par la propriété privée, même si l'État peut y jouer un rôle prédominant dans les régimes fascistes et nazi ; l'État ouvrier, par l'expropriation de la propriété privée, même si une bureaucratie parasitaire est parvenue à y soumettre le prolétariat à sa dictature et qu'elle pactise avec la bourgeoisie pour écraser la révolution. Un foie empoisonné par la malaria, disait-il, demeure un foie, même s'il ne correspond plus à l'idée qu'on se fait d'un foie normal. De même, un syndicat ne cesse pas d'être une organisation de la classe ouvrière si des dirigeants vendus aux intérêts patronaux arrivent à en prendre le contrôle. Dans un cas comme dans l'autre, le mal doit être identifié et la chirurgie exécutée. La bureaucratie stalinienne a trahi la révolution, mais ne l'a pas renversée. Elle a privé la classe ouvrière du pouvoir politique, mais elle n'a pas créé de base sociale à sa domination sous la forme de conditions particulières de propriété. Elle constitue non pas une classe sociale fondant son pouvoir dans un nouveau régime de propriété, mais une caste parasitaire qui a usurpé le pouvoir ouvrier dans un régime qui est toujours celui de la propriété étatique. En conséquence, conclut Trotsky, l'URSS demeure un acquis du socialisme à défendre inconditionnellement, alors même qu'une lutte sans merci doit être livrée pour renverser la bureaucratie répressive qui y détient pouvoirs et privilèges. La révolution qui est à l'ordre du jour n'est pas une révolution sociale dont l'objectif serait la transformation des bases de la société par le changement du régime de propriété, mais une révolution politique dont l'objectif est le changement des institutions gouvernementales par le renversement de la bureaucratie et la reconquête du pouvoir par les travailleurs.

Un point de vue diamétralement opposé a été exprimé par le militant socialiste italien indépendant Bruno Rizzi dans un livre intitulé *La Bureaucratisation du monde. Le collectivisme bureaucratique*, publié en juillet 1939 à Paris, dont l'auteur a envoyé le manuscrit simultanément à Staline et à Mussolini, puis à Trotsky à titre d'information. Ce livre est la source essentielle de l'inspiration de Burnham qui y a puisé en les adaptant, mais sans y faire référence, les éléments

⁶⁹ Les principaux échanges entre Burnham et Trotsky dans le cadre de ce débat sont colligés dans *Défense du marxisme. URSS, marxisme et bureaucratie*, Paris, EDI, 1972, 355 pages.

clés de son livre *The Managerial Revolution* ⁷⁰. Édité par l'auteur lui-même et à diffusion restreinte, le livre de Rizzi a été rapidement épuisé et relégué aux oubliettes, même si les thèses qu'il véhicule devaient survivre, quoique de manière anonyme, à travers celui de Burnham qui a connu, lui, un immense succès de librairie. Il n'a été réédité que près de quarante ans plus tard, en 1976. Pour Rizzi, « les régimes fasciste et nazi, qui sont en voie de rapide bureaucratisation, ont déjà acquis un caractère anticapitaliste, bien que le capital n'y soit pas encore radicalement supprimé comme en URSS », de sorte que « les dictateurs noirs, bruns et rouges sont en train de reconnaître [...] que le caractère social de leur pays est identique » [(1939) 1976, 7]. Nous retrouvons ici l'origine de cette notion d'une convergence de régimes qui sont aux antipodes les uns des autres, vers un régime unique dont le caractère social est nouveau. Ce régime, c'est celui du « collectivisme bureaucratique, [ayant] sa base sociale dans les classes dominantes qui ont établi leur siège dans l'État, en Russie, en Italie, en Allemagne, au Japon et dans les États plus petits, faibles au point de vue capitaliste et placés sous le rayon d'action des grands États totalitaires [...] une forme de cristallisation sociale, placée entre le capitalisme et le socialisme » [*idem*, 9 et 18]. La nouvelle « classe dominante » pour Rizzi, c'est la bureaucratie privilégiée toute-puissante qui a en mains les leviers économiques des moyens de production collectivisés et s'appuie sur un État policier pour exploiter la classe prolétarienne et lui fixer sa manière de vivre, dans un système de production planifié, nouveau et supérieur. La nouvelle forme d'exploitation de la force de travail est son achat « en bloc » par la bureaucratie, les travailleurs n'ayant plus « la liberté d'offrir leur "forcé-travail" ⁷¹ aux divers entrepreneurs [...] » [*idem*, 30]. Cette société n'est ni capitaliste, ni socialiste, son État n'est ni ouvrier, ni bourgeois [*idem*, 42].

Pour Rizzi, le collectivisme bureaucratique n'est pas une erreur de l'histoire, un dérapage qui pourrait être corrigé par une action révolutionnaire ayant pour objectif et pour résultat possible de remettre le train sur les rails de la marche au socialisme. Il est au contraire un stade nécessaire de l'évolution historique de l'humanité.

⁷⁰ Le livre de Burnham porte aussi la marque de l'influence des institutionnalistes Thornstein Veblen, Adolf Berle et Gardiner Means. Il fait effectivement référence à Berle et Means, mais ne fait aucune mention de Rizzi.

⁷¹ Jeu de mot formé de « force de travail » et « travail forcé ».

Si le capitalisme a accompli sa tâche historique et que la révolution prolétarienne n'a pas remporté la victoire, il faudra bien que le monde poursuive son développement selon une nouvelle forme sociale, même si Marx n'a pas prévu cette forme [...]. [*idem*, 46]

Burnham reprend cette idée en disant que le mouvement qui conduit à ce qu'il appelle « l'ère des organisateurs » est inéluctable et ne doit pas être combattu. Orwell, quant à lui, refuse ce fatalisme, même si l'image d'une société fictive de l'avenir qu'il dresse dans *1984* incite à croire le contraire. La conclusion qu'il tire de la réalité qu'il a sous les yeux est celle de la marche des régimes stalinien et nazi vers un même « collectivisme oligarchique », synonyme du « collectivisme bureaucratique » de Rizzi dans la mesure où il ne fait aucun doute que la bureaucratie en question est une oligarchie. Transposé dans le domaine de la fiction, le collectivisme oligarchique que décrit le personnage Emmanuel Goldstein dans *1984* est bel et bien un nouveau régime social. L'oligarchie qui le dirige se concentre dans le Parti qui « collectivement [...] possède tout [...] car il contrôle tout et dispose des produits comme il l'entend [...] [mais] n'est pas une classe, dans le sens ancien du mot » et ne peut transmettre son pouvoir et ses privilèges à sa postérité par voie d'hérédité [Orwell (1949) 2003, 293 et 296- 297]. Une telle évolution, cependant, n'est pas du tout inévitable aux yeux d'Orwell – ce dernier la considère comme possible et à craindre, comme nous le verrons plus loin.

Après avoir rompu en 1940, non seulement avec le marxisme, mais avec la gauche en général, pour entreprendre une évolution qui le mènera jusqu'à la droite la plus extrême, Burnham publie en 1947 un ouvrage intitulé *The Struggle for the World (Pour la domination mondiale)*, recensé par Orwell dans un article publié la même année, dans lequel il révisé entièrement la vision des choses qu'il a présentée dans ses deux ouvrages précédents. La découverte de la bombe atomique ayant bouleversé le rapport des forces à l'échelle mondiale, les États-Unis, à ses yeux, doivent prendre l'initiative d'établir un empire mondial. Pour la sauvegarde de la civilisation, il faut que les armes atomiques soient monopolisées par une seule puissance. Le nombre des super-États se réduisant désormais à deux, les États-Unis et l'URSS, tous les moyens doivent être pris pour assurer la domination sans équivoque des États-Unis, y compris l'interdiction du parti communiste des États-Unis par l'usage de moyens identiques à ceux qui sont alors utilisés en URSS pour éliminer les opposants. Le « totalitarisme des organisateurs » n'est

plus à ses yeux le prochain stade inévitable de l'évolution de l'humanité. Il faut plutôt tout mettre en oeuvre pour en empêcher la progression avant qu'il ne soit trop tard ; c'est la « démocratie traditionnelle » qu'il faut préserver, en l'imposant si nécessaire par la force au reste du monde. En somme, « si on aime la démocratie, on doit être prêt à écraser ses ennemis par n'importe quel moyen », comme le résume Orwell dans la préface de *La Ferme des animaux* [EAL, III, 516]. À la lumière des invasions successives de l'Irak et de l'Afghanistan par les États-Unis et des mises en demeure proférées à l'égard d'autres États désignés comme constituant des menaces pour le « monde libre » au cours de la dernière décennie du XXe siècle et de la première du XXIe, il est impossible de ne pas constater la vertu anticipatrice de cette théorie révisée de Burnham, d'une nouvelle forme de totalitarisme prétendant défendre la « démocratie » par des moyens totalitaires.

La ferme des animaux et 1984

[Retour à la table des matières](#)

Dans la préface de l'édition ukrainienne de *La Ferme des animaux* rédigée en 1947, Orwell explique comment lui est venue l'idée d'écrire ce livre, à partir des expériences qui ont influencé le développement de sa position politique, parmi lesquelles sa participation déterminante à la guerre civile espagnole. C'est au cours de cette guerre et de ses chasses à l'homme qui se déroulaient en même temps que les grandes purges en URSS, qu'il a compris, dit-il, plus clairement que jamais, l'influence néfaste du mythe soviétique et la nécessité indispensable de détruire ce mythe.

À mon retour d'Espagne, j'ai eu l'idée d'analyser le mythe soviétique dans une histoire qui pourrait être facilement comprise de presque tout le monde [...]. La forme exacte d'un tel récit ne s'est toutefois imposée à moi que le jour où [...] je vis un petit garçon d'une dizaine d'années qui menait un énorme cheval de trait le long d'un étroit sentier, le fouettant chaque fois qu'il tentait un écart. L'idée m'a frappé que si de tels animaux prenaient conscience de leur force, nous n'aurions plus aucun pouvoir sur eux et que les hommes exploitaient les animaux à peu près comme les riches exploitent le prolétariat. J'entrepris de considérer la théorie marxiste du point de vue des animaux. Il était clair que pour eux le concept d'une lutte

de classes entre humains était fallacieux, puisque, quant il s'agissait d'exploiter les animaux, tous les humains s'unissaient contre eux : la véritable lutte se déroulait entre les animaux et les humains. [Orwell, III, 508]

Ce récit qui n'a finalement été rédigé qu'en 1943, écrit Orwell, est resté présent à son esprit pendant six ans. Ses divers épisodes, tirés de l'histoire de la révolution russe, sont présentés, il va sans dire, d'une manière schématisée et selon un ordre chronologique modifié, et les animaux choisis pour incarner la caste dirigeante, rappelons-le, sont les cochons. Critique des fictions hédonistes d'autres auteurs, comme Huxley et Koestler par exemple, Orwell donne à la sienne une autre perspective, qui n'est pas celle d'une réconciliation entre les cochons et les humains.

Je voulais au contraire que le livre finisse sur une note violemment discordante, car je l'ai écrit juste après la conférence de Téhéran, dont tout le monde pensait qu'elle avait établi les meilleures relations possibles entre l'Occident et l'URSS. Personnellement, je ne croyais pas à la pérennité de ces bonnes relations ; et, comme la suite des événements l'a montré, je n'avais pas tout à fait tort [...]. [*idem*, 509]

Le dernier livre d'Orwell et le plus célèbre, *1984*, procède des mêmes expériences et préoccupations, des mêmes événements historiques et du même acharnement à combattre le totalitarisme :

Son véritable propos est d'étudier les conséquences de la division du monde en « zones d'influence » (j'en ai eu l'idée en 1944 après la conférence de Téhéran), et aussi de décrire, en les parodiant, les conséquences intellectuelles du totalitarisme. [EAL, IV, 551]

Rappelons que la conférence de Téhéran qui a eu lieu en décembre 1943, après ce tournant décisif au cœur de la Deuxième guerre mondiale que fut la défaite de l'armée hitlérienne devant l'armée soviétique à Stalingrad, avait réuni pour la première fois les dirigeants des trois grandes puissances, Roosevelt, Churchill et Staline, avec le double objectif d'établir une stratégie commune pour la poursuite de la guerre et de jeter les bases d'une entente quant aux destinées du monde et à son partage au lendemain de la guerre. Ce sont les conférences de Yalta en février 1945 et de Potsdam en août 1945 suivies des traités de paix de février 1947 qui ont achevé ce qui n'avait été qu'amorcé à Téhéran, par la division de

l'Allemagne, la division de l'Europe en zones d'influence occidentale et soviétique, le dépouillement de l'Italie de ses possessions, la mise du Japon sous la tutelle des États-Unis, etc. À la division du monde en zones d'influence, s'ajoutait un autre objectif, non moins important, poursuivi par la nouvelle Sainte-Alliance issue des conférences de Téhéran, Yalta et Potsdam, celui du partage des tâches pour la défense de l'ordre mondial capitaliste, contre les mouvements révolutionnaires partout où ils se manifesteraient, objectif à la réalisation duquel l'URSS était tout disposée à prêter son concours, comme l'avait démontré son intervention en Espagne pendant la guerre civile.

Au-delà des tensions entre puissances ayant des régimes sociaux différents, s'exprimait sans équivoque la détermination commune à faire face à cette menace principale que représentait l'aspiration des peuples à leur émancipation, c'est-à-dire la menace de la révolution sociale contre les régimes capitalistes et de la révolution politique pour renverser la bureaucratie au pouvoir dans les pays où le capital a été exproprié. L'équilibre mondial issu des conférences de Téhéran, Yalta et Potsdam n'a cessé par la suite d'être secoué, par la révolution chinoise de 1949, la désintégration des empires coloniaux, la Guerre froide et la course aux armements entre les États-Unis et l'URSS, mais aussi par les vagues successives de la révolution politique contre la bureaucratie, en Allemagne de l'Est en 1953, en Pologne et en Hongrie en 1956, en Tchécoslovaquie en 1968, en Pologne en 1970, 1976 et 1980, qui ont fini par renverser les régimes staliniens d'URSS et de ses satellites à partir de 1989, pour faire place à un nouvel ordre mondial tout aussi précaire, soumis à la suprématie politique, économique et militaire des États-Unis.

Le monde imaginé par Orwell dans *1984*, nous l'avons vu, est divisé en trois super-États, qu'il nomme Océania, Eurasia et Estasia⁷² et qui ont tous les trois le même régime politique et social de « collectivisme oligarchique ». Ils sont dans un état permanent d'activité de guerre, de production et d'accumulation d'armes,

⁷² L'Océania comprend les Amériques, les îles britanniques, l'Australie et l'Afrique méridionale. L'Eurasia comprend toute l'Europe, sauf les îles britanniques, et le nord de l'Asie. L'Estasia comprend la Chine, les territoires qui se trouvent au sud de la Chine, le Japon, la Mongolie, la Mandchourie et le Tibet. Les territoires à conquérir, que se disputent les trois super-États, se situent à l'intérieur d'un quadrilatère délimité par Tanger au Maroc, Brazzaville au Congo, Darwin au nord de l'Australie et Hong-Kong.

qui seront utilisées dans la guerre ou éventuellement détruites parce que devenues obsolètes. La guerre y a une fonction vitale de destruction massive de ressources, destinée à détourner des besoins des citoyens la production croissante de ces ressources, parce que la véritable menace pour le pouvoir établi vient de l'intérieur, c'est-à-dire de la révolte potentielle de la population contre lui, même si la propagande est continuellement axée sur l'objectif de faire croire à la population que cette menace vient d'un monde extérieur dont elle est absolument isolée. Opposés dans leur lutte pour la conquête des régions du monde qui sont toujours l'objet de leur convoitise, les super-États de *1984*, comme dans le monde issu de Yalta et dans celui de l'« Ère des organisateurs » de Burnham, sont profondément unis dans leur lutte pour préserver la structure de la société et par conséquent dans leur autodéfense contre leurs propres citoyens.

Le régime de collectivisme oligarchique en vigueur dans les trois super-États est décrit dans *1984* par l'intermédiaire du livre, proscrit par le régime, du dissident subversif Emmanuel Goldstein, intitulé *Théorie et pratique du collectivisme oligarchique*, dont le parallèle avec *La révolution trahie* de Trotsky saute aux yeux, même s'il en diffère quant à l'analyse politique. Au sommet de la pyramide, y lit-on, se trouve l'infailible et tout-puissant Big Brother, dont est réputé émaner tout succès, toute réalisation, toute victoire, toute découverte scientifique, toute connaissance, toute sagesse, tout bonheur, toute vertu. Mais, comme il n'est ni tout-puissant ni infailible, il lui faut continuellement modifier le passé pour assurer son pouvoir, dire de tel ou tel événement par exemple, « il ne s'est jamais produit », lui supprimer toute existence objective. Ainsi, au gré de l'évolution de la situation géopolitique, le régime totalitaire de l'État fictif d'Océania décrètera que son ennemi du moment, l'Eurasia ou l'Estasia, a toujours été son ennemi, même s'il était encore son allié peu de temps auparavant, et reconstruira chaque fois en conséquence l'histoire officielle pour la rendre conforme au nouveau dogme. L'histoire doit être continuellement réécrite, dans une succession sans fin de victoires sur la mémoire. Le personnage principal de *1984*, Winston Smith, est un employé du « ministère de la Vérité », organisme chargé de la propagande et de la réécriture des documents officiels ; il y réécrit les journaux pour les rendre conformes aux changements intervenus dans la politique nationale ou internationale et à la ligne du parti du moment, inventant à l'occasion quelque combat glo-

rieux sur tel front ou un dépassement historique de tel objectif de production prévu dans le plan triennal.

« Qui contrôle le passé, contrôle l'avenir. Qui contrôle le présent contrôle le passé ! », clame le mot d'ordre du Parti. La falsification quotidienne de l'histoire est aussi nécessaire à la stabilité du régime que la répression et le contrôle policier, que l'altération de l'intelligence et des sentiments, des jugements et de la mémoire, que la démolition ou l'orientation de l'aptitude à percevoir certaines sensations et à éprouver certains sentiments. L'histoire s'est arrêtée. Le mensonge a été érigé en vérité. Du passé on a effacé les traces. Rien d'autre n'existe qu'un présent sans fin dans lequel le Parti a toujours raison. Placée sous une surveillance continuelle d'une police de la pensée et d'un système généralisé de délation dans lequel chacun épie les agissements des autres, est épié, s'épie lui-même, prend les devants dans la dénonciation avant d'être dénoncé, où les enfants dénoncent leurs propres parents et en sont glorifiés publiquement, la population est contrainte à un état d'obéissance complète où règne l'uniformité d'opinion sur tout sujet.

Pour se donner les meilleurs moyens de réaliser cet état de choses, le régime maintient la population dans un isolement total par rapport à l'extérieur, la privant ainsi de toute base de comparaison dans l'évaluation de sa propre situation et des dogmes imposés par le régime. Toute déviation est sanctionnée. Tout déviant est considéré comme un ennemi du régime qui doit être par tous les moyens neutralisé, c'est-à-dire réformé ou « guéri » si possible, par la torture, l'humiliation et les souffrances, la cure psychiatrique et les électrochocs, sinon éliminé, dans le cadre de liquidations isolées ou de purges de masse, au terme de procès publics où les accusés avouent des crimes qu'ils n'ont pas commis, dénoncent leurs camarades, amis et conjoints et rendent hommage à leurs bourreaux avant d'être publiquement pendus ou fusillés lors de cérémonies officielles auxquelles la population est tenue de participer et où elle est tenue de clamer son attachement à Big Brother. Les accusations officielles classiques sont le sabotage, la trahison, l'espionnage au profit de l'ennemi, le complot pour renverser le régime, l'adhésion au mouvement subversif d'Emmanuel Goldstein, mais, derrière ces accusations artificielles, le véritable crime qu'on veut punir est le crime de penser autrement, voire, tout simplement, de penser.

Dans ce monde, le bon sens ou sens commun est l'hérésie des hérésies, de sorte que $2 + 2$ doit être égal à 5 si Big Brother en a décidé ainsi. Winston Smith

arrivera à s'en convaincre au terme d'une pénible victoire sur lui-même sous la torture et finira par en rendre grâce à Big Brother. Savoir et ne pas savoir, être conscient de la vérité tout en disant des mensonges construits consciemment, soutenir simultanément deux opinions qui s'annulent, être conscient de ce qu'elles sont contradictoires et croire néanmoins aux deux, tel est le système schizophrénique de pensée qu'a engendré le totalitarisme de *1984*. Dans ce système, les lois du bon sens et des sciences exactes sont déclarées nulles et le contrôle de la pensée passe par une réorganisation du langage : guerre signifie paix, liberté signifie esclavage, ignorance signifie force, tout comme aujourd'hui bombardement signifie pacification, expulsion ou déportation de populations signifie rectification de frontières, nettoyage ethnique signifie autodéfense, bombardement de la population civile signifie dommage collatéral, détruire une ville signifie la sauver, etc.

Comme le fait ressortir cette brève synthèse, on retrouve dans *1984* tous les thèmes qui ont été énoncés, développés et repris dans les nombreux écrits dont le présent essai rend compte et qui ont été en gestation dans la pensée d'Orwell au cours des douze années qui se sont écoulées entre le début de sa participation à la guerre civile espagnole en 1936 et la rédaction de ce dernier ouvrage en 1948.

La spécificité du totalitarisme : l'apport de Hannah Arendt

[Retour à la table des matières](#)

Tous ces aspects du totalitarisme qui sont mis en lumière sous la forme de la fiction littéraire par Orwell anticipent sur les formulations systématiques des caractéristiques du même phénomène qui se dégagent de l'analyse politique de la philosophe Hannah Arendt, livrée au public en 1951, deux ans après la parution de *1984*, dans son ouvrage *Les Origines du totalitarisme* où elle analyse les deux grands totalitarismes qu'a connus jusque-là le XXe siècle, le nazisme et le stalinisme. Fait à souligner toutefois, Arendt n'y fait aucune mention d'Orwell. Arendt démontre que le totalitarisme ne saurait être vu comme une simple variante, voire plus radicale, du despotisme, de la tyrannie ou de la dictature, mais qu'il est d'une nature qualitativement différente. Le totalitarisme ne s'arrête pas à la prise du pouvoir par la violence et à l'exercice d'un pouvoir absolu et autoritaire

par l'affranchissement à l'égard des lois et la suppression des libertés, comme sous l'Italie fasciste de Mussolini par exemple avec une dictature de parti unique, même si le Duce se réclamait à tort de l'État totalitaire, ou sous les dictatures qui ont vu le jour entre les deux guerres mondiales au Portugal, en Espagne, en Hongrie, en Roumanie, en Pologne et dans les États baltes. Le régime totalitaire est celui de la domination totale, de la soumission complète du mode de vie de l'individu atomisé. Sa finalité est d'en finir avec l'existence autonome de n'importe quelle activité, par la domination permanente de tous les individus dans toutes les sphères de leur vie, en un mot, de prendre possession de l'être humain dans sa totalité [Arendt, (1951) 1972, 49, 63]. Cet objectif a été formulé dans les termes suivants par le nazi Dieter Schwarz, cité par Arendt :

Le national-socialisme en tant que conception du monde n'abandonnera pas la lutte avant que le mode de vie de chaque Allemand ait été modelé par ses valeurs fondamentales [...]. [*idem*, 248, n. 43]

La condition *sine qua non* de cette domination totale, écrit Arendt, est « l'atomisation sociale », « la transformation des classes en masses », l'élimination de toute solidarité de groupe, la destruction de toute organisation autonome, de tout lien social ou familial. La domination totale, s'efforce d'organiser la pluralité et la différenciation infinies des êtres humains comme si l'humanité entière ne formait qu'un seul individu réduit à un ensemble de réactions pouvant à volonté être changé pour n'importe quel autre, de fabriquer quelque chose qui n'existe pas, à savoir une sorte d'espèce humaine ressemblant aux autres espèces animales, dont la seule « liberté » consisterait à « conserver l'espèce » [*idem*, 17, 173]. Le totalitarisme ne se satisfait pas de gouverner par des moyens extérieurs, c'est-à-dire par l'intermédiaire de l'État et d'une machine de violence ; il domine et terrorise les êtres humains de l'intérieur, les détruit intellectuellement et moralement, les transforme en « animaux résignés », en « hommes sans âme », en « cadavres vivants » [*idem*, 48, 174, 177, 190].

Parmi les méthodes utilisées pour en finir avec le caractère unique de la personne humaine, au-delà de la torture conventionnelle qui est utilisée depuis toujours pour faire parler les gens et au terme de laquelle le prisonnier finit par parler ou est tué, et de la torture irrationnelle et sadique, simple bestialité traduisant par exemple un ressentiment à l'égard d'anciens exploités, il y a cette ultime forme

de la torture, propre au totalitarisme, qui consiste en la destruction froide et systématique des corps humains dans le dessein prémédité de détruire la dignité humaine, où la mort est indéfiniment reportée. Après la destruction de l'individualité qui est le résultat de l'anéantissement de la personne morale et de la personne juridique, « rien ne demeure, sinon d'affreuses marionnettes à faces humaines, qui toutes se comportent comme le chien dans les expériences de Pavlov, qui toutes réagissent d'une manière parfaitement prévisible même quant elles vont à leur propre mort, et qui ne font que réagir [...]. Le totalitarisme ne tend pas vers un règne despotique sur les hommes, mais vers un système dans lequel les hommes sont de trop. Le pouvoir total ne peut être achevé et préservé que dans un monde de réflexes conditionnés, de marionnettes ne présentant pas le moindre soupçon de spontanéité » [*idem*, 193-197].

Aux liens normaux qui unissent des êtres humains normaux, la terreur totale, poursuit Arendt, « substitue un lien de fer qui les maintient si étroitement ensemble que leur pluralité s'est comme évanouie en un Homme unique aux dimensions gigantesques » [*idem*, 211]. Hitler a exprimé cette idée en écrivant que l'individu doit accepter sa propre insignifiance personnelle pour se dissoudre dans un pouvoir supérieur et participer avec fierté à la puissance et à la gloire de ce pouvoir supérieur [Philip Zimbardo dans Stansky, 1983, 200]. C'est aussi cette même idée qu'exprime Orwell dans *1984* par l'intermédiaire de son personnage O'Brien, le bourreau de Winston Smith, qui lui dit au cœur de son interminable torture :

L'individu n'est qu'une cellule. La fatigue de la cellule fait la vigueur de l'organisme [...]. L'esclavage, c'est la liberté. Seul, libre, l'être humain est toujours vaincu [...]. S'il peut se soumettre complètement et entièrement, s'il peut échapper à son identité, s'il peut plonger dans le parti jusqu'à être le Parti, il est alors tout-puissant et immortel. [Orwell, (1949) 2003, 372-373]

Le produit et sujet idéal de la société totalitaire est celui qui a perdu la capacité de penser et d'agir de manière autonome, celui pour qui « la distinction entre fait et fiction, c'est-à-dire la réalité de l'expérience, et la distinction entre vrai et faux, c'est-à-dire les normes de la pensée, n'existent plus » [Arendt (1951) 1972, 224].

O'Brien décrit cet individu ainsi que le monde dans lequel il est contraint de vivre, en s'adressant à Winston Smith :

Ce qui vous arrive ici vous marquera pour toujours. Comprenez-le d'avance. Nous allons vous écraser jusqu'au point où il n'y a pas de retour. Vous ne guérirez jamais de ce qui vous arrivera [...]. Jamais plus vous ne serez capable de sentiments humains ordinaires. Tout sera mort en vous [...]. Vous serez creux. Nous allons vous presser jusqu'à ce que vous soyez vide, puis nous vous emplirons de nous-mêmes [...]. [Nous avons le pouvoir] de déchirer l'esprit humain en morceaux que l'on rassemble ensuite sous de nouvelles formes que l'on a choisies [...]. Le monde que nous créons est l'exact opposé des stupides utopies hédonistes qu'avaient imaginées les anciens réformateurs. Un monde de crainte de trahison, de tourment. Un monde d'écraseurs et d'écrasés [...]. L'ancienne civilisation prétendait être fondée sur l'amour et la justice. La nôtre est fondée sur la haine. Dans notre monde, il n'y aura pas d'autres émotions que la crainte, la rage, le triomphe et l'humiliation [...]. Nous avons coupé les liens entre l'enfant et les parents, entre l'homme et l'homme, entre l'homme et la femme [...]. Mais plus tard, il n'y aura ni femme ni ami [...]. Il n'y aura plus de loyauté qu'envers le Parti, il n'y aura plus d'amour que l'amour éprouvé pour Big Brother [...]. Mais il y aura toujours [...] l'ivresse toujours croissante du pouvoir, qui s'affinera de plus en plus. Il y aura toujours, à chaque instant, la jouissance de la victoire, la sensation de piétiner un ennemi impuissant. Si vous désirez une image de l'avenir, imaginez une botte piétinant un visage humain [...] pour toujours. [Orwell, (1949) 2003, 361-362, 376-377]

La conclusion d'Orwell

[Retour à la table des matières](#)

Doit-on en conclure qu'aux yeux d'Orwell il n'y aurait aucun espoir et que l'humanité serait condamnée à croupir sous cette botte de fer ? Ce n'est pas son avis. Il l'exprime d'abord par l'intermédiaire de son personnage Winston Smith qui écrit dans son journal : « S'il y a un espoir, il se trouve chez les prolétaires. » [(1949) 2003, 103] Là, et là seulement en effet, dans cette masse d'individus asservis et méprisés qui constituent 85% de la population d'Océania, pourrait naître

la force capable de renverser le Parti et le régime ⁷³. Si seulement, pense Smith, ils pouvaient prendre conscience de leur force, ils n'auraient qu'à se dresser et à se secouer comme un cheval qui chasse les mouches et ils réduiraient aussitôt le Parti en pièces. Sûrement, tôt ou tard, leur viendrait-il à l'esprit de le faire. Mais cette idée qui lui semble raisonnable devient à ses yeux un pur acte de foi à la vue de l'état auquel ont été réduits ceux et celles qui composent cette classe potentiellement révolutionnaire. Aussi, a-t-il pu lire dans le livre du subversif Goldstein, les masses ne se soulèvent jamais du seul fait qu'elles sont opprimées et, dans l'état d'isolement complet dans lequel elles sont maintenues, elles ne disposent pas des éléments de comparaison qui leur permettraient de prendre conscience de leur oppression [*idem*, 294]. Pourtant, ne pouvait-il que conclure, les gens qui vivaient en Océania, en Eurasia et en Estasia étaient tous semblables, des millions de gens « s'ignorant les uns les autres, séparés par des murs de haine et de mensonges, qui n'avaient jamais appris à penser, mais qui emmagasinaient dans leurs coeurs, leurs ventres et leurs muscles, la force qui, un jour, bouleverserait le monde. S'il y avait un espoir, il était chez les prolétaires » [*idem*, 312].

On ne peut évidemment pas considérer les propos d'un personnage de roman comme étant nécessairement l'opinion de son auteur, d'autant plus que d'autres écrits d'Orwell peuvent inciter à une conclusion contraire de celle qui semble se dégager du passage précédent tiré de *1984*. Dans *Coming up for air* (*Un peu d'air frais*) publié en 1939, il fait dire à son personnage George Bowling :

Le monde dans lequel nous sommes destinés à dégringoler, le monde de la haine et des slogans. Les chemises de couleur. Les barbelés. Les matraques en caoutchouc. Les cellules secrètes où la lumière électrique brûle nuit et jour et le policier qui vous surveille pendant votre sommeil. Et les défilés d'affiches avec des visages gigantesques, et les foules de millions de personnes qui acclament le Chef jusqu'à ce qu'elles soient persuadées de l'adorer, tout en lui vouant une haine mortelle à en vomir. Tout cela va arriver. Ou est-ce évitable ? Certains jours je pense que c'est impossible, d'autres je sais que c'est inévitable ⁷⁴. [Orwell (1939) 1983, 199]

⁷³ Par une inadvertance qui est demeurée non corrigée jusqu'à aujourd'hui, l'édition française publiée chez Gallimard a traduit « eighty-five per cent » par « quinze pour cent » [(1949) 2003, 296].

⁷⁴ La traduction reproduite ici est celle de Crick [1984, 334] qui, à mon avis, est meilleure que celle de la traduction française de *Coming up for air*.

Dans un article de 1947 intitulé « Vers l'unité européenne », il évoque l'hypothèse d'un monde identique à celui qui est décrit dans *1984*, divisé entre deux ou trois super-États incapables de se dominer mutuellement et dont le renversement par une révolution interne est impossible, organisés selon une structure hiérarchique où une caste dirigeante toute-puissante règne sur une population esclave dont les libertés sont écrasées comme jamais auparavant, où la soumission des citoyens est maintenue par une rupture complète avec le monde extérieur et par une guerre permanente des ondes contre les États rivaux. « Des civilisations de ce type, écrit-il, pourraient rester statiques pendant des milliers d'années. » [EAL, IV, 446] Mais cette vision pessimiste n'est pour lui que la pire des possibilités. Dans le même article, il évoque l'espoir de voir se réaliser quelque part, à grande échelle, « une communauté dont les membres seraient relativement libres et heureux, où le principal but de la vie ne serait pas la recherche de l'argent ou du pouvoir, en d'autres termes [...] un socialisme démocratique [...] synonyme de liberté, d'égalité et d'internationalisme » [*idem*, 447].

Souvent interprété comme une prophétie d'avenir, *1984* est plutôt aux yeux d'Orwell une mise en garde contre une dangereuse évolution qui menace l'humanité, mais qui n'est en rien inévitable et qu'il faut tenter de contrer par tous les moyens possibles, contrairement aux prétentions de Burnham, du moins du Burnham de *Managerial Revolution*, pour qui la marche au totalitarisme est inéluctable et ne doit pas être combattue. *1984* a également été vu par certains comme une attaque contre le socialisme et contre le Parti travailliste de Grande-Bretagne. Orwell a répondu à ces critiques dans une lettre du 16 juin 1949 adressée au syndicaliste Francis Henson, alors directeur du service d'éducation des Travailleurs unis de l'automobile des États-Unis et représentant en Europe de l'*International Rescue and Relief Committee*, une organisation de défense des victimes du totalitarisme en lien avec le *Freedom Defence Committee* animé, entre autres, par Orwell :

Le propos de mon dernier roman n'est pas d'attaquer le socialisme ou le parti travailliste britannique (que je soutiens), mais de dénoncer les risques que comporte une économie centralisée et dont le communisme et le fascisme ont déjà en partie donné l'exemple. Je ne crois pas que ce type de société que je décris doive nécessairement arriver, mais je crois (compte tenu, évidemment, du fait que ce livre est une satire) que quelque chose de semblable pourrait arriver. Je crois aussi que les idées totalitaires ont péné-

tré partout dans la mentalité des intellectuels, et j'ai voulu pousser ces idées jusqu'à leurs conséquences logiques. J'ai situé ce livre en Grande-Bretagne pour bien montrer que les peuples anglophones ne sont pas par nature meilleurs que les autres, et que le totalitarisme, s'il n'est pas combattu, peut triompher n'importe où. [EAL, IV, 601]



Le terme « totalitarisme » doit être employé avec parcimonie et prudence », écrit Arendt qui, nous l'avons vu, le définit comme la prise de possession de l'individu atomisé dans sa totalité, c'est-à-dire sa transformation complète par la destruction de l'existence autonome de toute activité et la domination de toutes les sphères de la vie. En exerçant la prudence nécessaire lorsqu'on utilise ce terme qui désigne la violence extrême et la destruction physique et morale de l'humain, mais sans s'interdire une appréciation lucide de la réalité dans laquelle nous vivons et des tendances à prévoir de son évolution, un constat s'impose quant à l'existence d'une forme particulière de totalitarisme dans les sociétés qui se réclament de la démocratie. Le totalitarisme actuel, qui s'est infiltré dans nos vies de manière tacite sous la forme d'une guerre non déclarée en s'imposant au nom des libertés individuelles et économiques, est celui de la soumission de toutes les composantes de la vie sociale au marché et de la domination totale de l'individu par ses lois, de sa transformation en *homo oeconomicus*, c'est-à-dire en individu pensant tout en termes économiques. Il n'entend permettre d'autre voie que l'adaptation à un mode unique de penser et d'agir, qui enchaîne notre sort à la seule logique du profit privé, de la concurrence et de la loi du plus fort.

Y sommes-nous à jamais condamnés ? « Ou est-ce évitable ? », pour reprendre l'interrogation d'Orwell. Tout réside, comme il le croyait aussi, dans la capacité de la masse de la population à contrer une telle évolution et à organiser en conséquence sa cohésion et son action collective. Un défi de taille à relever, mais qui doit absolument l'être, contre les puissantes tendances actuellement à l'oeuvre, telles le remplacement de l'emploi stable par l'emploi contractuel précaire, le recul de la syndicalisation, l'érosion des programmes publics de protection sociale, l'accroissement du chômage et des inégalités, l'insécurité, la misère et le désarroi social qui en résultent, autant de facteurs qui accélèrent le processus d'atomisation de la société, condition de sa domination totale et terrain fertile à

l'émergence d'une forme extrême de cette domination. La prolifération de groupes racistes, xénophobes, néofascistes et néonazis dans un grand nombre de pays et les succès électoraux de partis politiques d'extrême droite démontrent qu'il ne s'agit pas d'une simple hypothèse d'école.

GEORGE ORWELL,
DE LA GUERRE CIVILE ESPAGNOLE À 1984

BIBLIOGRAPHIE

[Retour à la table des matières](#)

Alba, Victor, *Histoire du POUM. Le marxisme en Espagne (1919-1939)*, Paris, Éditions Champ Libre, 1975, 387 pages. Traduit de l'espagnol par Noémie Pagés.

Arendt, Hannah, *Les origines du totalitarisme. Le système totalitaire*, Paris, Seuil, 1972, (Points-Essais, no. 307), 315 pages. Volume III de la traduction française, réalisée par Jean-Loup Bourget, Robert Davreu et Patrick Lévy, de *The Origins of Totalitarianism*, New York, Harcourt, Brace and World, 1951.

Bolloten, Burnett, *The Spanish Civil War. Revolution and Counterrevolution*, Chapel Hill et Londres, The University of Carolina Press, 1991, 1074 pages.

Borkenau, Franz, *The Spanish Cockpit*, Londres, Faber and Faber, 1937, 303 pages. Traduit de l'anglais par Michel Pétris, sous le titre *Spanish Cockpit. Rapport sur les conflits sociaux et politiques en Espagne (1936-1937)*, Paris, Champ Libre, 1979.

Broué, Pierre et Témime, Émile, *La révolution et la guerre d'Espagne*, Paris, Éditions de Minuit, 1961, 542 pages.

Broué, Pierre, *La révolution espagnole (1931-1939)*, Paris, Flammarion, 1973, 190 pages.

Broué, Pierre, *Staline et la révolution. Le cas espagnol (1936-1939)*, Paris, Fayard, 1993, 365 pages.

Brown, Edward J., « Zamyatin's *We* and *Nineteen Eighty-Four* », dans Peter Stansky, dir., *On Nineteen Eighty-Four*, New York, San Francisco, W. H. Freeman, 1983, p. 159-169.

Burnham, James, *The Managerial Revolution*, Westport, Greenwood Press, (1940) 1972, 285 pages. Traduit en français par Hélène Claireau sous le titre *L'ère des organisateurs*, Paris, Calmann-Lévy, 1947, 263 pages. Préface de Léon Blum.

Crick, Bernard, *George Orwell. Une vie*, Paris, Seuil (Points-Biographie), 1984, 502 pages. Traduit de l'anglais par Jean Clem.

Davison, Peter, *George Orwell : A Literary Life*, New York, St. Martin's Press, 1996, 175 pages.

Deutscher, Isaac, *Le prophète hors-la-loi*, Paris, Union générale d'éditions, Collection 10-18, 1980, 693 pages.

Deutscher, Isaac, « 1984 – The mysticism of cruelty », dans *Russia in Transition and Other Essays*, New York, Coward-McCann, 1957, p. 230-245.

Etchebéhère, Mika, *Ma guerre d'Espagne à moi*, Paris, Denoël, 1976, 315 pages.

Gide, André, *Pages de journal (1929-1932)*, Paris Gallimard, 1936, 205 pages. Imprimé par les Éditions Variétés, Montréal, 1943.

Gide, André, *Retour de l'URSS*, suivi de *Retouches à mon Retour de l'URSS (1936-1937)*, Paris, Gallimard, 1950, 220 pages.

Gide, André, *Littérature engagée*, Paris Gallimard, 1950, 361 pages.

Gorkin, Julián, *L'assassinat de Trotsky*, Paris, Julliard, 1973, 318 pages.

Gorkin, Julián, *Les communistes contre la révolution espagnole*, Paris, Belfond, 1978, 253 pages.

Hemingway, Ernest, *For Whom the Bell Tolls* (1940). Traduit en français sous le titre *Pour qui sonne le glas*, Paris, Gallimard (Folio no 455), 2003, 500 pages.

Hernández, Jesús, *La grande trahison*, Paris, Fasquelle, 1953, 254 pages. Traduit de l'espagnol par Pierre Berthelin.

Hobsbawm, Eric, *L'âge des extrêmes. Histoire du court XXe siècle, 1914-1991*, Bruxelles et Paris, Éditions Complexe – *Le Monde diplomatique*, 2000, 810 pages. Traduit de l'anglais.

Howe, Irving, dir., 2e édition. *Orwell's Nineteen Eighty-Four*, New York, Harcourt Brace Joanovitch, 1982, 450 pages.

Huxley, Aldous, *Brave New World* (1932). Traduit en français sous le titre *Le meilleur des mondes* par Jules Castier, Paris, Plon, 1978, 284 pages.

Koestler, Arthur, *Spanish Testament* (1937). Traduit en français sous le titre *Dialogue avec la mort* par Simone Langlais, Paris, A. Michel, 1993, 257 pages.

Koestler, Arthur, *The Gladiators* (1938). Traduit en français sous le titre *Spartacus* par Albert Lehman, Paris, Calmann-Lévy, 1953, 278 pages.

Koestler, Arthur, *Darkness at Noon* (1940). Traduit en français sous le titre *Le zéro et l'infini*, par Jérôme Jenatton, Paris, Calmann-Lévy (Livre de poche), 1945, 283 pages.

London, Arthur, *Espagne...[]*, Paris, Éditeurs français réunis, 1966, 415 pages. Traduit et adapté du tchèque par Lise Ricol.

London, Jack, *The Iron Heel* (1907). Traduit en français sous le titre *Le talon de fer*, Paris, Messidor, 1990, 439 pages.

Malraux, André, *L'espoir*, Paris, Gallimard (Folio Plus no 16), (1937) 2001, 611 pages.

Medvedev, Roy, *Let History Judge. The Origins and Consequences of Stalinism*, New York, Columbia University Press, 1989, 903 pages. Traduit du russe à l'anglais par George Schriver.

Orwell, George, *Homage to Catalonia* (1938), Londres, Martin Secker & Warburg. Traduit en français par Yvonne Davet et publié pour la première fois par les éditions Gallimard en 1955, sous le titre *La Catalogne libre*. Réédité à Paris en 1997, sous le titre *Hommage à la Catalogne*, par les éditions Ivrea, 294 pages. Identifié par [HC] dans les références.

Orwell, George, *Coming up for Air* (1939), Londres, Martin Secker & Warburg. Traduit en français sous le titre *Un peu d'air frais* par Richard Prêtre, Paris, Champ libre, 1983, 309 pages.

Orwell, George, *Homage to Catalonia*, suivi de *Looking Back on the Spanish War*, Harmondsworth, Penguin Books, 1953, 246 pages.

Orwell, George, *Animal Farm* (1945), Londres, Martin Secker & Warburg. Traduit en français sous le titre *La Ferme des animaux* par Jean Quéval, Paris, Gallimard (folio no 1516), 2003, 151 pages.

Orwell, George, *Nineteen Eighty-Four* (1949), Londres, Martin Secker & Warburg. Traduit en français par Amélie Audiberti sous le titre *1984*, Paris, Gallimard (folio no 822), 2003, 439 pages.

Orwell, George, *Essais, Articles, Lettres*, vol. I (1920-1940) publié en 1995, vol. II (1940-1943) publié en 1996, vol. III (1943-1945) publié en 1998, vol. IV (1945-1950) publié en 2001, Paris, Éditions Ivrea et Éditions de l'Encyclopédie des nuisances. Textes réunis par Sonia Orwell et Ian Angus et traduits par Anne Krief, Bernard Pêcheur, Michel Pétris et Jaime Semprun. Identifiés par [EAL, I], [EAL, II], [EAL, III], [EAL, IV] dans les références.

Orwell, George, *The Complete Works of George Orwell* ; réalisation de Peter Davison, Londres, Secker & Warburg, 1997, 20 volumes, identifiés de I à XX dans les références.

Orwell, George, *Orwell en España. Homenaje a Cataluña y otros escritos sobre la guerra civil española*, Barcelone, Tusquets Editores, 2003, 460 pages. Recueil de textes réunis par Peter Davison et traduits de l'anglais à l'espagnol par Antonio Prometeo Moya.

Rizzi, Bruno, *La bureaucratisation du monde. Collectivisme bureaucratique* (1939). Réédité sous le titre *L'URSS : Collectivisme bureaucratique. La bureaucratisation du monde*, Paris, Champ Libre, 1976, 107 pages.

Solano, Wilebaldo, *Le POUM. Révolution dans la guerre d'Espagne*, Paris, Syllepse, (1999) 2002, 367 pages. Traduit de l'espagnol par Olga Balaguer et Manuel Periañez. Avant-propos de Jean-René Chauvin et Patrick Silberstein.

Soudoplatov, Pavel et Soudoplatov, Anatoli, avec la collaboration de Jerrold et Leona Schecter. *Missions spéciales. Mémoires du maître-espion soviétique Pavel Soudoplatov*, Paris, Seuil, 1994, 613 pages. Traduit de l'anglais sous la direction de Marc Saporta.

Souvarine, Boris, *Cauchemar en URSS*, suivi de *L'ouvrier et le paysan soviétiques*, Marseille, Agone, (1937) 2001, « Mémoires sociales », 107 pages. Avant-propos de Charles Jacquier.

Stansky, Peter, dir. *On Nineteen Eighty-Four*, New York, W.H. Freeman, 1983, 226 pages.

Steinhoff, William, *George Orwell and the Origins of 1984*, Ann Arbor, The University of Michigan Press, 1976, 288 pages.

Thomas, Hugh, *La guerre d'Espagne : juillet 1936 – mars 1939*, Paris, Robert Laffont, 1985, 1026 pages. Traduit de l'anglais par Jacques Brousse, Lucien Hess et Christian Bounay.

Trotsky, Léon, *La révolution trahie*, Paris, Minuit, (1936) 1963, 206 pages.

Zamiatine, Eugène, *Nous autres* (1923). Paris, Gallimard, 1971, 233 pages. Traduit du russe par B. Cauvet-Duhamel. Préface de Jorge Semprun.

Fin du texte